



RECU LE

Namur, le 23 JUL. 2024

26 JUL. 2024

47827

24 JSA

Copie scan :
NTH, ABE, TDV,

SOCIETE WALLONNE DES
AEROPORTS

Avenue des Dessus de Lives 8
5101 NAMUR (Loyers)

DLi, iKA

26/7.

RECOMMANDÉ

Objet : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Notification de la décision prise sur recours

Résumé du recours :

Projet : maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme)
dont le n° de dossier de recours est **10014889** et le n° de dossier de première instance est **10012450**.

Établissement : Aérodrome de Cerfontaine
Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE

Exploitant(s) : SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS SA
Avenue des Dessus de Lives 8 à 5101 NAMUR (Loyers)

Décision querellée : Octroi le 15/03/2024 du permis unique.

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur les recours exercés contre la décision querellée mentionnée ci-dessus.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29 22, § 2, du livre 1er du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Ministre du Territoire,

François DESQUESNES

Permis unique

Références : 10014889

REGION WALLONNE

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu la demande introduite en date du **25/09/2023** par laquelle la **SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS** - Avenue des Dessus de Lives 8 à 5101 NAMUR (Loyers), ci-après dénommé le demandeur, sollicite un permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme), dans un établissement situé Route des Lacs 50 à 5630 CERFONTAINE ;

Vu l'ensemble des pièces des dossiers de première instance et de recours, dont les plans enregistrés chez le Fonctionnaire délégué compétent en première instance ;

Vu l'autorisation d'établissement d'un aérodrome permanent classe II et la notification des conditions techniques d'utilisation (N° : LA/A-POR/07-882-00) délivrée le 13 avril 2007 par la DGTA ;

Vu l'avenant à l'autorisation, LA/A-POR/07-882-00, d'établissement d'un aérodrome permanent à Cerfontaine (EBCF) et la notification des conditions techniques d'utilisation, délivré le 28 mars 2011 par la DGTA ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2003 autorisant pour un terme expirant le 20 septembre 2023 l'exploitation d'un aérodrome de tourisme ;

Vu l'autorisation n° **04903296** en cours de validité délivrée par le collège communal en date du **14/02/2005** pour un terme expirant le **14/02/2025** pour l'exploitation, la réparation et la construction d'avions légers. ;

Vu l'autorisation n° **04921078** en cours de validité délivrée par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué en date du **27/03/2012** pour un terme expirant le **10/10/2031** pour aménager et exploiter un circuit automobile permanent réservé aux manifestations non compétitives de loisirs ;

Vu l'avis du **SPW ARNE - Direction de Namur du Département de la Nature et des Forêts**, reçu par le fonctionnaire technique en date du **29/09/2023** relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu l'avis du **SPW TLPE - DATU - Direction de Namur - Urbanisme**, reçu par le fonctionnaire technique en date du **02/10/2023** relatif au caractère complet du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **19 décembre 2023** au **11 janvier 2024** sur le territoire de la Commune de Cerfontaine, duquel il résulte que la demande a fait l'objet d'oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des réclamations qui est la suivante :

- *La pollution sonore ;*
- *La dangerosité pour les habitants (insécurité et risques d'accidents car vols à trop basse altitude) ;*
- *La pollution engendrée par l'utilisation des énergies fossiles par les engins volants ;*
- *La pollution du sol et du sous-sol (la nappe d'eau souterraine comporte de nombreuses sources et ruisseaux) ;*
- *La dispersion des vols et horaires non respectés (altitude des vols pas respectée et vols autorisés après le coucher du soleil) ;*
- *La hauteur des vols pas respectée ;*
- *L'étude d'incidences sur l'environnement pas requise dans le cadre de ladite demande (argumentations et motivations pas appropriées et peu convaincantes) ;*
- *Perturbations de la faune et la flore (site est situé en bordure d'une zone NATURA 2000) ;*
- *Activités engendrent très peu d'emplois locaux ;*
- *Activités profitent à une certaine catégorie de personnes et pas aux habitants de Cerfontaine. ;*

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **19 décembre 2023** au **11 janvier 2024** sur le territoire de la Commune de Froidchapelle, duquel il résulte que la demande a fait l'objet d'oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des réclamations qui est la suivante :

- *Pas de confirmation d'absence de pollution des eaux souterraines par des hydrocarbures.*
- *Le rapport du test d'étanchéité de citernes du 06/09/2023 n'est pas encore disponible.*
- *Les études d'incidences sonores sont clairement orientées en faveur du demandeur.*
- *Le projet devait avoir des retombées économiques notamment par la création d'emplois ; or trois emplois ont été déclarés en 25 ans.*
- *Les aéroports de Charleroi et Florennes créent des nuisances par nécessité. L'aérodrome de Cerfontaine ne fait qu'en rajouter uniquement pour le loisir de quelques personnes.*

- *Manque de professionnalisme dans la gestion : 3 gestionnaires différents, une faillite, collaboration envisagée avec l'A.S.B.L. Les Lacs de l'Eau d'Heure, laquelle fait l'objet de beaucoup de rumeurs dans les médias et a échoué dans gestion de l'hydravion, du jet-ski...*
- *Activité bruyante, consommatrice d'énergies fossiles en opposition avec les projets de développements de tourisme vert de la région (notamment la création du parc national de l'Entre-Sambre-et-Meuse, la présence de deux sites Natura 2000 à proximité immédiate...).*
- *A l'époque où l'on se bat par les économies d'énergie, le respect de la nature, les nuisances sonores... comment peut-on envisager le développement d'un aérodrome de loisirs ?*
- *Les avions volent beaucoup trop bas, perturbant la quiétude des habitants et leur intimité.*
- *Le soutien d'une activité aérienne récréative grande consommatrice de pétrole par une société publique est en totale contradiction avec les objectifs de la Région wallonne de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030 et de devenir neutre en carbone d'ici à 2050.*
- *Différence entre les lois pour l'aviation et celles pour la circulation automobile. ;*

Vu l'avis **favorable sous conditions** du Collège communal de **CERFONTAINE**, envoyé le **18/01/2024** ;

Vu l'avis **favorable** du Collège communal de **FROIDCHAPELLE**, envoyé le **18/01/2024** ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de la zone de secours DINAPHI, daté du **15 janvier 2024**, joint à la présente décision (Annexe 3.) ;

Vu l'avis **favorable** du **SPW ARNE - Direction de Namur du Département de la Nature et des Forêts**, envoyé le **12/01/2024** ;

Vu l'avis **favorable** du SPF Mobilité et transports – Direction Générale Transport Aérien - DGTA, envoyé le **13 décembre 2023**, rédigé comme suit :

« Suite à votre demande d'avis relative à un permis unique, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Direction générale Transport aérien (DGTA) n'émet pas d'objection (point de vue aéronautique) pour le renouvellement de ce permis qui concernent le maintien en activité de l'aérodrome de Cerfontaine.

Sur base de l'Art. 43 de l'Arrêté Royal du 15 mars 1954, aucun aérodrome civil (y-inclus les héliports) ne peut être établi sans l'autorisation du Ministre chargé de l'administration de l'Aéronautique (la DGTA) ou de son délégué.

L'aérodrome de Cerfontaine (EBCF) répondant aux prescriptions techniques et administratives, en conformité avec la circulaire GDF-04, l'exploitant de cet aérodrome, la SOWAER, a reçu une autorisation d'établissement en date du 20 juillet 2023.

La DGTA émet donc un avis positif en ce qui concerne votre demande.» ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** du SPW ARNE - DRCB - Direction du Développement rural - Ciney, envoyé le **20 décembre 2023**, rédigé comme suit :

« AVIS D'IMPLANTATION : AVIS FAVORABLE SOUS CONDITIONS

Motivation de l'avis d'implantation

La demande concerne le maintien en activité d'un aérodrome et la construction d'un abri de 30 m² sur des parcelles situées en zone agricole et en zone blanche au plan de secteur.

Le demandeur n'est pas agriculteur et la demande ne concerne pas une activité agricole.

Considérant ces éléments,

Vu que le petit hangar en projet sera situé à proximité d'un bâtiment existant,

Vu que les autres bâtiments présents sur le site (4 hangars pour le stockage de matériel et les activités de parachutisme, pour le parcage des avions, des ULM et des planeurs, une tour de contrôle et une cafétéria) seraient couverts par des autorisations d'exploiter en 2003, 2005, 2009 et 2010.

Mon administration n'émet pas d'objection à l'implantation du nouvel abri de 30 m² et pour le maintien en activité de l'aérodrome.

AVIS TECHNIQUE : AVIS FAVORABLE SOUS CONDITIONS

En ce qui concerne l'impact et l'incidence de l'aérodrome sur la zone agricole et sur les activités agricoles à cet endroit :

Les hangars de l'aérodrome sont situés sur des parcelles en zone agricole. Le sol de de la propriété située entre ces bâtiments et la route des Lacs devrait conserver une affectation agricole (prairie de fauche) et ne pas être urbanisée.

Le site sera équipé de 2 microstations d'épuration de 5EH et 50EH dont les eaux seront ensuite infiltrées dans les parcelles situées à proximité. Il conviendra de s'assurer par des prélèvements et entretiens réguliers que tout risque de contamination du sol des parcelles agricoles soit écarté.

En ce qui concerne les parcelles cultivées situées en zone blanche, le long des pistes actuelles (49P, 62T, 60E) : ce sont des parcelles de culture déclarées à la PAC. Le nouvel exploitant de l'aérodrome envisagerait d'utiliser dans l'avenir ces parcelles pour les besoins des activités futures de l'aérodrome. Il n'est donc pas certain que ces parcelles puissent continuer à être cultivées, ce qui lèsera notre production agricole de 11 hectares de céréales. L'agriculteur qui exploite actuellement et depuis plus de 8 ans ces parcelles de culture perdrait 10% de la superficie agricole utile de son exploitation.

Il conviendrait que ces parcelles puissent continuer à être cultivées par cet exploitant le plus longtemps possible.

Il ne faut pas oublier que, outre la perte de superficies cultivables, les exploitants perdent également leur capacité à activer leurs droits lors de leur déclaration à la PAC, et voient aussi augmenter leur taux de Liaison au sol, qui fait partie de l'éco-conditionnalité et conditionne donc l'obtention des aides européennes.

Considérant ces éléments,

Mon administration émet un avis technique favorable pour autant qu'il soit tenu compte des remarques émises ci-dessus. » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, envoyé le **15 janvier 2024**, rédigé comme suit :

« 1. Examen de la demande

La demande concerne la remise d'un avis relatif au maintien en activité de l'aérodrome de Cerfontaine.

2. Normes de niveaux sonores

2.1. Normes applicables

Les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'établissement se situe à la fois en zones non-affectée et agricole au plan de secteur.

Les normes à respecter sont donc de 50 dB(A) la journée, 45 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 40 dB(A) la nuit.

En outre, l'article 6, alinéa 1er, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement précise que l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières qui complètent les conditions générales et sectorielles dans le permis d'environnement. Ces conditions particulières ne peuvent être moins sévères que les conditions générales et sectorielles sauf dans les cas et limites arrêtées par ces dernières.

Dans le cadre des établissements diffusant de la musique électroniquement amplifiée, le chapitre bruit des conditions générales ne constitue pas une protection suffisante des riverains.

En effet, la musique se détache clairement des bruits d'environnement et occasionne une gêne supérieure à celle qui serait provoquée par un bruit industriel de même niveau sonore. Les émissions musicales nécessitent donc des normes acoustiques environnementales plus sévères que les bruits industriels. Il convient dès lors de proposer les conditions particulières ci-jointes.

Enfin, l'article 18 alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement précise que : "Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction".

Le bruit des aéronefs (avions, ULM électriques, drones) peut être assimilé au bruit de la circulation des véhicules. Les conditions générales ne leur sont donc pas d'application.

2.2. Etude acoustique et analyse du projet

Le dossier de demande comprend une étude acoustique, datée du 24 octobre 2023 et référencée VT-vj-BE0902-RP2023-020_Aérodrome Cerfontaine, réalisée par ICA, bureau agréé en matière de bruit.

La première partie de l'étude est relative au bruit émis par la circulation des aéronefs. Elle ne sera donc pas analysée dans le cadre du présent avis, dès lors que cet aspect ne relève pas des conditions générales.

Cette dernière souhaite toutefois attirer l'attention du Fonctionnaire Technique sur le fait que l'un des indicateurs choisis par l'auteur de l'étude acoustique pour apprécier la gêne liée au bruit des aéronefs ne lui semble pas pertinent.

En effet, le choix du bureau d'acoustique s'est porté sur l'indicateur Lden, aux motifs que, d'une part, les valeurs limites figurant dans les conditions générales ne s'appliquaient pas au bruit des aéronefs et que, d'autre part, selon lui, cet indicateur était celui qu'avaient choisis l'Europe (au travers de la directive 2002/49/CE) et la Région wallonne (au travers de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement) pour « évaluer et gérer le bruit des aéroports, des routes, des chemins de fer et le bruit dans les villes ».

Dans un dossier similaire préalablement instruit et pour lequel le même bureau d'acoustique avait déjà eu recours au même indicateur, la Cellule Bruit avait rédigé un avis dans lequel elle estimait déjà que le choix du Lden n'était pas pertinent, notamment car, comme souligné par la Commission européenne et l'OMS, cet indicateur est dédié à la formulation de politiques générales visant notamment à diminuer les nuisances sonores subies par la population la plus exposée au bruit des grandes infrastructures de transport, ce que n'est pas un aéroport de tourisme, et que l'aéroport dont il était question ne fonctionnant qu'en journée et pendant une partie de l'année seulement, l'utilisation de mesures non-moyennées aurait été plus pertinente. Dans le présent dossier, l'auteur de l'étude acoustique appuie son choix de l'indicateur Lden par le fait qu'il est applicable à l'aéroport de Charleroi, fermé lui aussi toutes les nuits comme l'aéroport faisant l'objet de la présente demande de permis d'environnement. Cela est cependant inexact.

En effet, l'exploitation de l'aéroport de Charleroi est autorisée entre 6h30 et 23h00. Or, selon la définition de l'indicateur Lden figurant dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, la période de nuit s'étend de 23h00 à 7h00. Il arrive en outre que des avions « tardifs » se posent après 23h00. La valeur Lnight utilisée pour calculer le Lden associé à l'aéroport de Charleroi n'est dès lors pas nulle.

La Cellule Bruit réaffirme donc que, selon elle, le choix de l'indicateur Lden pour quantifier la gêne liée au bruit des aéronefs d'un aéroport comme celui faisant l'objet de la présente demande de permis est inadéquat.

La deuxième partie de l'étude acoustique porte sur l'exploitation de la salle de l'aéroport. Etant donné la distance la séparant de l'habitation la plus proche, environ 800 mètres, l'auteur de l'étude acoustique estime que le niveau sonore au droit de cette dernière sera de 29 dBA, lorsque de la musique amplifiée électroniquement est diffusée à 95 dBA à l'intérieur de la salle.

2.3. Conclusions

A la lumière de la réglementation applicable, la Cellule Bruit n'a procédé à un examen approfondi de l'étude et fonde son avis sur la seule question de l'exploitation de la salle de l'aéroport. Elle

en conclut que les valeurs limites des niveaux de bruit figurant dans les conditions générales de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 et dans les conditions particulières proposées devraient être respectées.

3. Avis

La cellule bruit émet un avis favorable sous conditions.

4. Conditions particulières d'exploitation

(... cf. Conditions particulières) » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux de surface, envoyé hors délai le **30 janvier 2024**, rédigé comme suit :

« 1. Éléments du dossier

La demande porte sur le renouvellement du permis d'environnement de l'aérodrome de Cerfontaine qui reprends diverses activités aéronautiques et de loisirs : aviation générale, ULM, activités vélivoles et de parachutisme.

L'établissement est repris en régime d'assainissement autonome au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, au sein de la masse d'eau SA03R – Hantes.

Les objectifs environnementaux de la masse d'eau fixés dans les troisièmes plans de gestion, le bon état écologique et le bon état chimique (hors PBT) sont atteints au sens de la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Après examen des informations contenues dans le formulaire de demande, il ressort :

- Que l'établissement ne déverse pas d'eaux usées industrielles ;*
- Que les eaux usées potentiellement contaminées issues de la zone de stockage et de distribution de carburant transitent par un séparateur d'hydrocarbures (I14) avant rejet ;*
- Que les eaux de l'espace HORECA transitent par un dégraisseur/débourbeur (I14) avant de rejoindre une station d'épuration individuelle ;*
- Que deux stations d'épuration individuelle sont présentes sur le site (I17 et I13) ;*
- Que les eaux usées potentiellement contaminées issues du ruissellement sur les zones de stockage et distribution d'hydrocarbures transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet ;*
- Que les eaux générées par l'établissement sont identifiées comme suit :*
 - o Nombre de rejets : 2*
 - o Nombre de déversements : 5*

Rejet	Déversement	Nature des eaux	Milieu récepteur
R1	D1	Eaux usées domestiques issues du bâtiment administratif	Rejet en eau de surface via station d'épuration individuelle
R1	D2	Eaux usées domestiques issues du dégraisseur de l'espace HORECA	Rejet en eau de surface via station d'épuration individuelle
R1	D3	Eaux usées potentiellement contaminées issues du séparateur d'hydrocarbures qui traite les eaux de la zone de ravitaillement	Rejet en eau de surface
R2	D4	Eaux usées domestiques issues du hangar avions	Eau de surface via station d'épuration individuelle aboutissant dans le bassin d'orage
R2	D5	Eaux pluviales de la partie ouest du site	Eau de surface via bassin d'orage

- Que la gestion raisonnée du ruissellement relève de la compétence de la cellule GISER.

2. Avis

La Direction des Eaux de Surface remet un avis favorable sous conditions.

3. Conditions relatives à la gestion des eaux

(... cf. Conditions particulières) » ;

Vu la demande d'avis adressée à l'**Agence Wallonne de l'Air et du Climat** en date du **08/12/2023**, restée sans réponse à la date de la décision de première instance ;

Vu la demande d'avis adressée à l'instance **BOFAS - fonds d'assainissement des sols des stations-service** en date du **08/12/2023**, restée sans réponse à la date de la décision de première instance ;

Vu la demande d'avis adressée au **SPW ARNE - DSD - Direction de l'Assainissement des Sols** en date du **08/12/2023**, restée sans réponse à la date de la décision de première instance ;

Vu la demande d'avis adressée au **SPW MI - DEI - Département de l'Exploitation des Infrastructures** en date du **08/12/2023**, restée sans réponse à la date de la décision de première instance ;

Vu l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué, pris le **15/03/2024**, accordant à **SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS** – Avenue des Dessus de Lives 8 à 5101 NAMUR (Loyers) –, un permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme) ;

Vu les recours introduits par :

- **Bruno Vincent** en date du **05/04/2024**,
- **Philippe Delimoy** et consorts en date du **12/04/2024**,
- **Thérèse Journée** et consorts en date du **12/04/2024**,

contre l'arrêté susvisé ;

Considérant que les recours ont été introduits dans les formes et les délais prescrits, qu'ils sont recevables ;

Considérant qu'il convient cependant de souligner et d'analyser, à travers le tableau ci-dessous, les domiciles et localisations des différents requérants des 3 recours introduits :

Recours	Nom requérant(e)	Domicile	Distance approximative à l'aérodrome	Remarques
R01	Vincent B.	34 rue de Martinsart -6440	2000 m	1 ^{er} recours — requérant et adresse idem R03f Proche circuits vol
R02a	Journée T.	20 rue du Champ de la Truie - 6440	2700 m	2 ^{ème} recours – adresse idem R03a Proche circuits de vol
R02b	Malanion V.	20 rue Capitaine Aviateur Henry Goblet - 5650	13600 m	2 ^{ème} recours Très éloigné circuits de vol
R02c	Body J-P	46 rue de Daussois - 5630	5600 m	2 ^{ème} recours – adresse idem R02j Assez éloigné circuits de vol
R02d	Brouers I.	32 rue du Seigneur - 5650	12500 m	2 ^{ème} recours Très éloigné circuits de vol
R02e	Thiry P.	7 rue Queue de la Herse - 6440	2200 m	2 ^{ème} recours – adresse idem R03b Proche circuits de vol
R02f	Darot C.	15 rue du Champ de la Truie - 6440	2700 m	2 ^{ème} recours - adresse idem R03c Proche circuits de vol
R02g	Delcroix C.	23 rue du Champ de la Truie - 6440	2000 m	2 ^{ème} recours – adresse idem R03d Proche circuits de vol
R02h	Roulin A.	18 rue du Champ de la Truie - 6440	2700 m	2 ^{ème} recours Proche circuits de vol
R02i	Schumacher M-L	37 rue Paye à Fait - 6440	3400 m	2 ^{ème} recours Assez proche circuits de vol
R02j	Robe K.	46 rue de Daussois - 5630	5600 m	2 ^{ème} recours – adresse idem R02c Assez éloigné circuits de vol
R02k	Hachez V.	Non indiqué	/	2 ^{ème} recours

				Adresse non communiquée
R03a	Delimoy P.	20 rue du Champ de la Truie - 6440	2700 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R02a Proche circuits de vol
R03b	Brogniet D.	7 rue Queue de la Herse - 6440	2200 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R02e Proche circuits de vol
R03c	Maryns I.	15 rue du Champ de la Truie - 6440	2700 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R02f Proche circuits de vol
R03d	Lambert A.	23 rue du Champ de la Truie - 6440	2000 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R02g Proche circuits de vol
R03e	Bouret A.	40 rue de Martinsart -6440	1950 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R03h Proche circuits de vol
R03f	Vincent B.	34 rue de Martinsart -6440	2000 m	3 ^{ème} recours – requérant et adresse idem R01 Proche circuits de vol
R03g	Pierreux B.	24 rue de la Tourpène - 6440	3700 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R03i Assez proche circuits de vol
R03h	Bruniau F.	40 rue de Martinsart -6440	1950 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R03e Proche circuits de vol
R03i	Berlot L.	24 rue de la Tourpène - 6440	3700 m	3 ^{ème} recours – adresse idem R03g Assez proche circuits de vol

Considérant, après analyse du tableau ci-dessus et des domiciles des différents requérants, que ces 23 requérants correspondent à 9 habitations potentiellement impactées par les activités de décollage et d'atterrissage de l'aérodrome, que les habitations de 4 requérants se situent à plus de 5 kms de l'aérodrome et ne sauraient être impactées significativement et enfin que le domicile d'une requérante n'étant pas indiqué, il n'est pas possible de se prononcer ;

Considérant que les motivations et argumentations des 3 recours introduits se rejoignent et portent, en synthèse, sur les éléments suivants :

- Impact négatif sur la santé et le bien-être lié au bruit et aux rejets polluants ;

- Non-respect du droit à un environnement sain, tel que garanti par la législation nationale et internationale ;
- Risques en matière de sécurité en raison des opérations aériennes à proximité des habitations ;
- Manque de prise en considération des enjeux environnementaux à travers la poursuite d'activités polluantes et consommatrices d'énergie fossile à des seules fins de loisir, ce qui va à l'encontre des déclarations politiques de la Wallonie et de l'Europe dans leur lutte pour l'environnement ;
- Aucune mesure imposant l'emploi d'aéronefs modernes non polluants pour les activités basées à Cerfontaine : parachutisme, planeurs, écolage ;
- Aucune mesure sensible limitant les heures et le nombre quotidien de vols au moins pour les activités basées à l'aérodrome : vol à voile, parachutisme, écolage ;
- Aucune mesure sensible du nombre maximum de vols. L'année 2011 prise en référence fut cauchemardesque et ne peut être prise comme référence ;
- Non-respect des circuits théoriques prévus ;
- Manque et/ou absence de réponses des autorités (DGTA) et du gestionnaire de l'aérodrome ;
- Manque de communication et de collaboration des autorités compétentes ;

Considérant que les requérants ont également formulés une série de propositions afin de réduire potentiellement les nuisances de l'aérodrome, qu'elles peuvent être résumées comme suit :

- Autoriser les "touch and go" et les "low approach" mais uniquement en semaine (entre 8h et 12h) pour les avions basés uniquement à EBCF, en excluant les avions externes, avec des sanctions en cas de non-respect ;
- Obliger les avions à maintenir leur transpondeur actif au décollage, ce qui permettra de contrôler le respect des mesures mises en place et celui des hauteurs de vols (celles-ci ne sont pas du ressort de la Région mais c'est ce permis qui autorise le vol) ;
- Imposer des horaires pour les sauts en parachute et planeurs, idem pour les formations surtout en période de WE. Appliquer des sanctions ou des exclusions en cas de non-conformité aux circuits de vol désignés, particulièrement au-dessus des zones résidentielles telles que la rue de Martinsart ;
- Interdire le survol des zones d'habitat et en particulier la rue de Martinsart ;
- création d'une carte spéciale pour les décollages des différents types de circuit ;
- Nous demandons 40 vols maximum/jour (soit 80 mouvements). Il faut savoir que le bruit du vol dure nettement plus longtemps que le nombre de ses mouvements. L'avion d'écolage peut passer plus de 10 fois au-dessus d'une même maison durant un seul vol. Importance aussi de mettre un horaire plus strict au moins les week-ends et jours fériés : arrêt de midi à 14h et le soir à 19h ;

- Imposer l'utilisation de minimum 2 pistes vers Cerfontaine et 2 pistes vers Froidchapelle avec vol alterné afin de disperser les nuisances. Imposer la mise d'un silencieux aux appareils à action répétitive (tracteur des planeurs, parachutisme, écolage) ;
- Rejets : Obliger à renouveler la flotte par des avions électriques moins polluants et ceci dans un laps de temps court ;
- Mise en place d'un comité d'accompagnement ;

Vu la prorogation des délais de traitement du recours d'une durée de 30 jours, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notifiée le **04 juin 2024** ;

Vu le rapport de synthèse transmis au Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses compétences ;

Vu la demande d'avis adressée à l'**Agence Wallonne de l'Air et du Climat** en date du **23/04/2024**, restée sans réponse à la date du présent arrêté, avis réputé favorable ;

Vu la demande d'avis adressée à l'instance **BOFAS - fonds d'assainissement des sols des stations-service** en date du **24/04/2024**, restée sans réponse à la date du présent arrêté, avis réputé favorable ;

Vu la demande d'avis adressée au **SPW MI - DEI - Département de l'Exploitation des Infrastructures** en date du **24/04/2024**, restée sans réponse à la date du présent arrêté, avis réputé favorable ;

Vu la demande d'avis adressée au **SPW ARNE - DSD - Direction de la Protection des Sols** en date du **24/04/2024**, restée sans réponse à la date du présent arrêté, avis réputé favorable ;

Vu les documents transmis par le demandeur au Fonctionnaire technique durant l'instruction du recours, notamment les échanges de courriels (mai 2024) avec le DPC de Namur-Luxembourg, les courriels de réponse à certaines plaintes de riverains, les certificats de contrôle périodique réalisés le 18/05/2022, faisant suite aux tests d'étanchéité portant sur des cuves à mazout de 12000 l, 5000l et 3000 l, l'avenant à l'autorisation d'établissement de la DGTA (daté du 20 juillet 2023), le manuel d'aérodrome (daté du 1^{er} juin 2023) et le règlement d'ordre intérieur de l'aérodrome (daté du 05 juin 2023) ;

Considérant que les réponses de l'exploitant aux diverses plaintes déposées par un requérant ont été apportées par l'exploitant après l'introduction du recours ;

Considérant que l'attestation certifiant l'affichage, la preuve de la notification de la décision ont été transmis au fonctionnaire technique compétent sur recours ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le **20/09/2023**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du **22/09/2023** et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du **25/09/2023** ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du **13/10/2023**, que les documents manquants ont été

envoyés par le demandeur à la commune en date du **17/11/2023**, que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du **17/11/2023** et reçus par ces fonctionnaires en date du **22/11/2023** ;

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du livre 1er du code de l'environnement, l'enquête publique a été suspendue du **24/12** au **01/01** inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme) ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

Identification sur le plan	Référence cadastrale	Statut dans le formulaire
P001	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 F	Nouveau
P002	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 H	Nouveau
P003	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 L	Nouveau
P004	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 M	Nouveau
P005	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 N	Nouveau
P006	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0049 P	Nouveau
P007	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 G	Nouveau
P008	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 L	Nouveau
P009	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 M	Nouveau
P010	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 N	Nouveau
P011	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 P	Nouveau
P012	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 R	Nouveau
P013	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0051 S	Nouveau
P014	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0052 E	Nouveau
P015	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0060 D	Nouveau
P016	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0060 E	Nouveau
P017	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 02 A	Nouveau
P018	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 02 B	Nouveau
P019	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 02 C	Nouveau
P020	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 P	Nouveau
P021	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 T	Nouveau
P022	CERFONTAINE 1 DIV/CERFONTAINE/ section C parcelle n° 0062 V	Nouveau

Considérant que, à l'analyse de la demande, les installations et/ou activités visées par le projet sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol :

N° 40.10.01.01.01 – Classe 3
Transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 100 kVA et inférieure à 1.500 kVA
N° 40.60.01 – Classe 3
Installation de combustion dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 1 MW thermique
N° 50.20.01.01 – Classe 3
Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à 3
N° 50.50.03 – Classe 2
Installation de distribution non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides à température et pression normales (0 °C et 1 atmosphère), des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican
N° 55.30.01 – Classe 3
Restaurants lorsque le nombre de places est supérieur à 100
N° 63.12.09.02.02 – Classe 2
Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 2, y compris l'essence (ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité) dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5.000 l et inférieure à 50.000 l
N° 63.12.09.03.01 – Classe 3
Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 3, ainsi que les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 75 °C comme les gazoles, les carburants diesel et les huiles de chauffage légères et les liquides combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 60 °C et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3.000 l et inférieure à 25.000 l
N° 90.11 – Classe 3
Unité d'épuration individuelle inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant
N° 90.12 – Classe 3
Installation d'épuration individuelle comprise entre 20 et 100 équivalent-habitant
N° 92.34.01 – Classe 2
Autres locaux de spectacles et d'amusement (à l'exclusion des chapiteaux) dont la capacité d'accueil est supérieure à 150 personnes et qui sont équipés d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement
N° 92.61.08 – Classe 2
Aérodromes et héliports de tourisme
N° 92.61.12.01 – Classe 2

Implantation d'ulmodromes et utilisation d'aéronefs ultra légers motorisés tels que définis dans l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra légers motorisés

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet le rangent en seconde classe ; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

Considérant, à ce sujet, qu'en date **du 8 décembre 2023**, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

« Lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de votre demande, il a été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement.

Le dossier comprend une évaluation appropriée et détaillée pour l'ensemble des volets environnementaux. Les nuisances les plus significatives portent sur les nuisances sonores, les risques de pollution du sol et du sous-sol et le risque d'incendie. Sur base des éléments fournis (notice d'évaluation des incidences, étude acoustique et étude d'orientation notamment), l'établissement ne devrait a priori pas générer de nuisances excessives. L'autorité compétente et les instances d'avis trouveront dans le dossier les informations suffisantes que pour pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause.

Le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas nécessaire. » ;

Considérant que le formulaire de demande de permis vaut notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet sur la population et la santé humaine ; la biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés ; le bien-être animal ; les terres, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le bruit, les vibrations, la mobilité, l'énergie et le climat ; les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que la population intéressée a pu, dès lors, recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant qu'une série d'éléments de description et d'analyse de la demande, réalisés par le Fonctionnaire technique en première instance, sont rédigés comme suit :

« Description

Considérant que la demande porte sur le maintien en activité de l'aérodrome de Cerfontaine ; que de l'aviation générale, de l'ULM, des activités vélivoles et du parachutisme sont pratiqués ; qu'une station de ravitaillement pour les avions est présente ;

Considérant que les activités de l'aérodrome étaient couvertes par l'Arrêté ministériel du 20 septembre 2003 ; que l'Arrêté ministériel du 22 mars 2010 a confirmé que l'utilisation d'ULM au sein de l'établissement était bien couverte par le permis initial ;

Considérant que le permis d'exploiter a été cédé à la société EBCF en 2007 ; que, suite à la faillite d'EBCF en juin 2023, la SOWAER a repris la gestion de l'établissement et initié les démarches pour le maintien en activité de l'établissement ;

Considérant qu'une salle de réception et un restaurant sont également présents au sein de l'établissement ; que la salle de séminaire (I8) permet d'accueillir jusqu'à 200 personnes, qu'elle est équipée de matériel audiovisuel ; que le restaurant (I9) peut accueillir jusqu'à 120 personnes ;

Considérant que le bien est repris au Plan de Secteur en zone agricole et en zone sans affectation ;

Enquête publique & plan de vol

Considérant que les enquêtes publiques ont suscité de nombreuses observations et réclamations dont la synthèse est reprise supra ;

Considérant que les réclamations peuvent être réparties en deux catégories :

- *Celles relatives à l'établissement et aux activités au sol ;*
- *Celles relatives aux activités aéronautiques ;*

Considérant que les réclamations concernant les activités de l'établissement et les activités au sol trouvent leur réponse ci-après ;

Considérant qu'en ce qui concerne les réclamations sur la perturbation de la faune et de la flore, la Direction de Namur du DNF a émis un avis favorable sur la demande ;

Considérant que les activités aéronautiques relèvent d'une compétence fédérale (SPF-Mobilité-Direction Générale du Transport aérien (DGTA)) pour laquelle les autorités régionales n'ont pas de compétence en la matière ;

Considérant en effet que le Conseil d'Etat, dans son arrêt n°177.586 du 4 décembre 2007, indique que : "Considérant (...) qu'il n'appartient pas au ministre de la Région wallonne d'interdire le survol d'habitations en dehors du périmètre nécessaire pour le décollage ou l'atterrissage ; que cette compétence est du ressort du ministre fédéral des communications" ; que les réclamations portant sur les circuits de vol et les éventuelles infractions de vol sortent donc du cadre du permis d'environnement ;

Considérant néanmoins qu'il y a lieu d'inviter l'exploitant à faire respecter le plan de vol (altitude, parcours) par les pilotes ; que le constat par la population environnante de comportements inappropriés doit, autant que possible, être signalé sans délai au commandant de l'aérodrome et à la DGTA ; que le respect des plans de vols est de la responsabilité des pilotes ;

Considérant que par soucis de clarté et de cohérence, il y a lieu de définir le vol comme étant composé de la séquence suivante : un décollage, une manœuvre aérienne, un atterrissage ; que les acrobaties de type « touch and go » sont à comptabiliser d'autant de fois que l'avion touche le sol après le premier décollage (exemple : 10 boucles = 10 vols) ;

Considérant que l'exploitant a fourni un historique des vols enregistrés de 2007 et 2011, en 2013, 2014 et 2020 ; que le maximum de vols a été enregistré en 2011 et est de 8142 ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer une limite au nombre de mouvements autorisés ; qu'un mouvement correspond au décollage ou à l'atterrissage d'un aéronef ; qu'un vol correspond donc à deux mouvements ; que l'année 2011 sert de référence pour l'imposition d'une limite ;

Considérant que l'établissement dispose d'une autorisation délivrée par la DGTA pour ses activités aéronautiques ; que cette autorisation, est toujours valide à ce jour ; que la DGTA a émis un avis favorable pour des activités projetées ;

Considérant que les Collèges communaux de Cerfontaine et de Froidchapelle ont émis des avis favorable et favorable conditionné à la demande ;

Considérant que l'aérodrome existe depuis plus de 20 ans ; qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause sa localisation ;

Considérant que les remarques portant sur l'utilisation d'énergies fossiles, sur la gestion de l'établissement (fréquentation, visibilité, emploi, etc.) et l'impact économique pour la région sortent du cadre de la demande ;

Nuisances sonores

Considérant que les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que l'établissement se situe à la fois en zones non-affectée et agricole au plan de secteur ; que les normes à respecter sont donc de 50 dB(A) la journée, 45 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 40 dB(A) la nuit ;

Considérant que dans le cadre des établissements diffusant de la musique électroniquement amplifiée, le chapitre bruit des conditions générales ne constitue pas une protection suffisante des riverains ; qu'en effet, la musique se détache clairement des bruits d'environnement et occasionne une gêne supérieure à celle qui serait provoquée par un bruit industriel de même niveau sonore ; que les émissions musicales nécessitent donc des normes acoustiques environnementales plus sévères que les bruits industriels ; qu'il convient dès lors de prescrire des conditions particulières ;

Considérant que l'article 18 alinéa 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement précise que : "Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction" ; que le bruit des aéronefs (avions, ULM) peut être assimilé au bruit de la circulation des véhicules ; que les conditions générales ne leur sont donc pas d'application ;

Considérant que le dossier de demande comprend une étude acoustique, datée du 24 octobre 2023 et référencée VT-vj-BE0902-RP2023-020_Aérodrome Cerfontaine, réalisée par ICA, bureau agréé en matière de bruit ;

Considérant que la première partie de l'étude est relative au bruit émis par la circulation des aéronefs ; qu'elle n'a donc pas été examinée par le Cellule Bruit dans le cadre de son avis puisqu'il n'est pas soumis aux conditions générales ;

Considérant que la deuxième partie porte sur l'exploitation de la salle de l'aérodrome ; qu'étant donné la distance la séparant de l'habitation la plus proche, environ 800 mètres, l'auteur de l'étude acoustique estime que le niveau sonore au droit de cette dernière sera de 29 dBA, lorsque de la musique amplifiée électroniquement est diffusée à 95 dBA à l'intérieur de la salle ; que les normes seraient donc respectées au droit de cette habitation ;

Gestion des dépôts, risque de pollution et d'incendie

Considérant que l'établissement est situé sur une parcelle référencée en couleur « pêche » et « lavande » à la BDES ; que le volet urbanistique de la demande n'implique pas de travaux entraînant une modification du relief du sol ; que l'article 23 du décret Sol ne trouve pas à s'appliquer dans le cas présent ;

Considérant toutefois que l'exploitant a déjà réalisé une étude d'orientation pour l'ensemble des parcelles ; qu'un certificat de Contrôle du Sol a été délivré en date du 11 décembre 2023 ; que celui-ci conclut que les parcelles sont compatibles avec un usage de type IV et V ;

Considérant que trois citernes à mazout de chauffage sont présentes sur le site ; qu'une citerne de kérosène et une citerne d'AVGAS sont également présentes ; que ces hydrocarbures sont stockés dans des citernes double paroi ; que celles-ci doivent être contrôlées selon la législation en vigueur ;

Considérant que l'établissement ne se situe pas au droit d'une zone de protection de captage ;

Considérant que tout écoulement accidentel de substances toxiques ou dangereuses doit être immédiatement neutralisé et récolté par un produit absorbant ; que l'exploitant dispose des moyens et matériaux permettant l'exécution rapide de ces mesures de sécurité ;

Considérant que les dépôts peuvent être source d'incendie ; que les prescriptions prévues en matière de prévention et de lutte contre l'incendie dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement imposent la mise en place de mesures de prévention et de moyens de lutte et de détection ; que le Service régional d'Incendie a émis un avis favorable conditionnel ;

Rejets atmosphériques

Considérant que les rejets canalisés correspondent aux gaz de combustion des quatre chaudières à mazout présentes sur le site ;

Considérant que les rejets diffus proviennent des gaz d'échappement des avions, de la volatilisation de COV lors de l'avitaillement en kérosène et en AVGAS et des gaz d'échappement des voitures ;

Considérant que l'établissement est susceptible de générer les éléments polluants suivants :

- Gaz de combustion (CO, NOx, CO2) susceptibles d'être générés par des installations de combustion (chauffages) ;
- Vapeurs d'hydrocarbures pouvant être générées par les installations de stockage et de distribution de carburant pour avions ;
- Gaz d'échappement des moteurs thermiques des aéronefs.

Considérant que des conditions particulières sont imposées pour encadrer les émissions générées par l'établissement ;

Gestion des eaux

Considérant que l'établissement est repris en régime d'assainissement autonome au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, au sein de la masse d'eau SA03R – Hantes ; que le bon état écologique et le bon état chimique (hors PBT) de la masse d'eau sont atteints au sens de la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Considérant que les eaux usées potentiellement contaminées issues de la zone de stockage et de distribution de carburant transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet ;

Considérant que les eaux de l'espace HORECA transitent par un dégraisseur/débourbeur (I14) avant de rejoindre une station d'épuration individuelle (I7) ;

Considérant que les eaux usées domestiques sont traitées par deux stations d'épuration individuelle (I7 et I13) ;

Considérant l'avis favorable conditionnel émis par le SPW-ARNE-Direction des Eaux de Surface ; que les conditions portent sur la qualité du déversement des eaux eu eau de surface ;

Considérant qu'afin de respecter les conditions de déversement fixées dans les conditions particulières et sectorielles eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides, l'établissement est tenu de traiter ses eaux potentiellement contaminées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à coalescence et à fermeture automatique précédé d'un débourbeur répondant aux normes et dimensionnée conformément aux prescriptions des normes NBN EN 858-1 et NBN EN 858-2 ; que ces dispositifs de traitement des eaux sont régulièrement entretenus et vidangés conformément aux prescriptions des normes précitées et des recommandations du fournisseur de l'équipement ;

Charroi et horaires

Considérant que les pistes de l'aérodrome sont enherbés et que les vols s'opèrent « à vue » ; que l'utilisation de l'aérodrome est donc limitée aux jours où les conditions météorologiques sont favorables (temps sec et visibilité suffisante) ;

Considérant que l'autorisation de vol est également impactée par les activités de la base aérienne de Florennes ;

Considérant qu'afin de répondre aux réclamations des riverains et de limiter les nuisances occasionnées par les vols à proximité des habitations, les vols sont réalisés de 9h du matin jusqu'à 30 minutes après le coucher du soleil, et, au plus tard, à 20h ;

Considérant que le charroi généré par l'établissement est principalement lié aux voitures des visiteurs lors de l'organisation d'événements ; que le charroi est estimé à 30.000 véhicules légers par an ; que le site est facilement accessible via la N589 ; que l'établissement dispose de places de stationnement en suffisance afin d'éviter le stationnement en voirie ; »

Considérant, pour compléter ce descriptif et cette analyse, que le Fonctionnaire technique sur recours relève également les éléments suivants :

- L'aérodrome de Cerfontaine est muni de deux pistes parallèles, en herbe toutes les deux, mais qui ne peuvent pas être utilisées simultanément pour des raisons de sécurité ;
- Le tonnage des avions autorisés est limité à maximum 5,7 tonnes ;
- La base militaire de Florennes est très proche et les activités militaires sont prioritaires en semaine, la journée, ce qui limite l'activité de l'aérodrome sur ces périodes, notamment l'activité 'parachutisme' qui ne peut avoir lieu qu'après 17h en semaine ;
- Du fait des contraintes météo et des pistes en herbe, la grande majorité des mouvements se concentrent entre avril et septembre/octobre, soit sur une période de 6 ou 7 mois/an ;
- Selon la DGTA, l'aérodrome est de classe II (atterrissages et décollages soumis à l'autorisation préalable de l'exploitant). L'usage de l'aérodrome par des Avions, ULM, DPM, hélicoptères et autogires en conditions VMC, est réservé à l'exploitant et aux personnes qu'il a expressément autorisées (PPR). Les avions à turboréacteurs (jet aircraft) ne sont pas autorisés ;
- Le terme « plan de vol » tel que mentionné par le Fonctionnaire technique de première instance ci-dessus se réfère plus exactement aux « circuits de vol » tels qu'indiqués sur les cartes et correspond aux itinéraires de décollage (selon le type de vols et la direction de l'avion) et surtout d'atterrissage à respecter au maximum par les pilotes ;

Considérant que la circulaire GDF – 04 qui s'applique à l'établissement (SPF Mobilité et Transports - Direction générale Transport Aérien) a pour objet de fixer les conditions techniques d'établissement et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire les aérodromes civils pour lesquels aucun service de contrôle aérien n'est assuré et qui sont utilisés uniquement dans des conditions météorologiques permettant le vol à vue, sans préjudice des dispositions propres à chaque aérodrome, à l'exception des ulmodromes ;

Considérant que cette circulaire précise notamment, en matière de tenue du registre des vols :

« 6.5.1 L'identité complète du commandant d'aérodrome, ainsi que de tous ses suppléants, sera affichée à un endroit bien visible et lisible à proximité du registre des vols. Chaque mouvement d'aéronef (décollage ou atterrissage) donne lieu à une inscription au registre des vols. Ce dernier peut être du type manuel ou électronique. Le registre des vols doit être conservé pendant au moins cinq ans dans les locaux de l'aérodrome ; pendant cette période, il est à la disposition des agents de la DGTA » ;

Considérant que l'aérodrome de Cerfontaine est dit PPR (Prior Permission Request), ce qui signifie que chaque pilote extérieur doit préalablement s'annoncer en complétant un formulaire en ligne (<https://www.cerfontaine-aerodrome.be/ppr-registration-ebcf/>), qu'en outre tous les pilotes

doivent remplir le registre des vols, que ce dernier est accessible via le logiciel « Skyman » installé au bureau de navigation ;

Considérant qu'il convient de modifier la condition particulière d'exploitation 4. (**Cond. Expl. 4.**) portant sur le respect du « plan de vol » en remplaçant ce terme par « circuit de vol » car le plan de vol correspond à la préparation de son vol par le pilote lorsqu'il quitte le territoire belge ou qu'il se rend dans un aéroport contrôlé, ce qui n'est pas adapté au cas présent de l'aérodrome de Cerfontaine ;

Considérant par ailleurs que les « circuits de vol » tels qu'indiqués dans les documents de demande et de recours correspondent aux circuits indicatifs de décollage et d'atterrissage que les pilotes doivent au maximum essayer de respecter, que ce sont des circuits théorique indiqués sur une carte mais non matérialisés sur le terrain, que par ailleurs les pilotes naviguent à vue et ne disposent pas d'un système d'un guidage permettant précisément de suivre les tracés des circuits, que des déviations de quelques centaines de mètres sont donc possibles vu la vitesse des avions ;

Considérant que lors des décollages, en fonction de la direction que va prendre le pilote, celui-ci empruntera une petite partie du circuit théorique sans effectuer nécessairement la boucle complète d'un circuit principalement destiné aux atterrissages ;

Considérant qu'une fois les avions en vol, ils sont libres de leurs mouvements, moyennant cependant le respect de certaines règles, notamment vis-à-vis de la base aérienne militaire de Florennes, relativement proche, qui impose des zones interdites de survol ;

Considérant que le respect des circuits de vols et leurs tracés ne sont pas une compétence régionale mais bien fédérale (DGTA) ;

Considérant que la DGTA, à l'issue d'un échange de courriels (courriel du 10/06/2024) concernant la problématique du respect des circuits de vol, mentionne notamment ceci :

« Les possibilités légales d'imposer et de contrôler le respect des circuits de vol qui sont définis existent via notre service d'inspecteurs aéronautiques ou via des agents de Police qualifiés (agents mandatés).

En ce qui concerne les possibilités techniques, la DGTA étudie actuellement les possibilités d'acquérir les outils et les données de vols pour répondre à ce genre de problématique comme par exemple le contrôle du respect des circuits (en cas de nuisances rapportées) ou lors de l'implantation de constructions (comme des éoliennes) qui pourraient engendrer un risque de sécurité pour la navigation aérienne à proximité des aérodromes. » ;

Considérant, comme indiqué dans le manuel d'aérodrome (version du 1^{er} juin 2023), que cet aérodrome n'est pas contrôlé, que la radio, fixe au sol, ne peut donner que des informations, qu'il n'y a pas de contrôle du trafic à ce niveau-là, que les pilotes pratiquent l'auto-information en annonçant leurs positions lors des procédures d'envol et d'atterrissage ;

Considérant qu'aucun décollage ni atterrissage ne peut être effectué si l'aérodrome est fermé ou en l'absence du commandant, de son suppléant ou de son délégué ;

Considérant que des « avions école » en provenance de l'aéroport de Charleroi viennent parfois survoler la région proche de l'aérodrome de Cerfontaine et peuvent être assimilés à des avions

provenant de cet aéroport alors qu'il n'a aucun pouvoir de contrôle sur ces avions (exemple : plainte du 20/03/2024 portant sur un avion immatriculé F-GUPL, en provenance de Charleroi alors que l'aéroport de Cerfontaine était fermé) ;

Considérant que l'avis du fonctionnaire délégué sur recours est rédigé comme suit :

« Vu le Code wallon du développement territorial (ci-après CoDT) ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences sur l'environnement et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant que la SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS a introduit une demande de permis unique en date du 25/09/2023 visant à maintenir en activité l'aéroport de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme), dans un établissement situé route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE, cadastré CERFONTAINE 1^e division section C n° 49F, 49H, 49L, 49M, 49N, 49P, 51G, 51L, 51M, 51N, 51P, 51R, 51S, 52^E, 60D, 60^E, 62 02A, 62 02B, 62 02C, 62P, 62T, 62V;

Considérant que ces actes et travaux sont soumis à permis d'urbanisme en vertu de l'article D.IV.4 alinéa 1^{er} 1° du CoDT ;

Considérant que le permis unique a été délivré par les Fonctionnaires technique et délégué en date du 15/03/2024 ;

Considérant que Madame Thérèse JOURNEE et consorts ont introduit un recours contre cette décision en date du 10/04/2024 ; qu'à l'occasion de ce recours, Madame Thérèse JOURNEE et consorts contestent l'octroi du permis en justifiant de nuisances sonores et autres, et de rejets atmosphériques ;

Considérant que Monsieur Philippe DELIMOY et consorts ont introduit un recours contre cette décision en date du 11/04/2024 ; qu'à l'occasion de ce recours, Monsieur Philippe DELIMOY et consorts contestent l'octroi du permis en justifiant de nuisances sonores et autres, et de rejets atmosphériques ;

Considérant que Monsieur Bruno VINCENT a introduit un recours contre cette décision en date du 02/04/2024 ; qu'à l'occasion de ce recours, Monsieur Bruno VINCENT conteste l'octroi du permis en justifiant de nuisances sonores et autres ;

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur ;

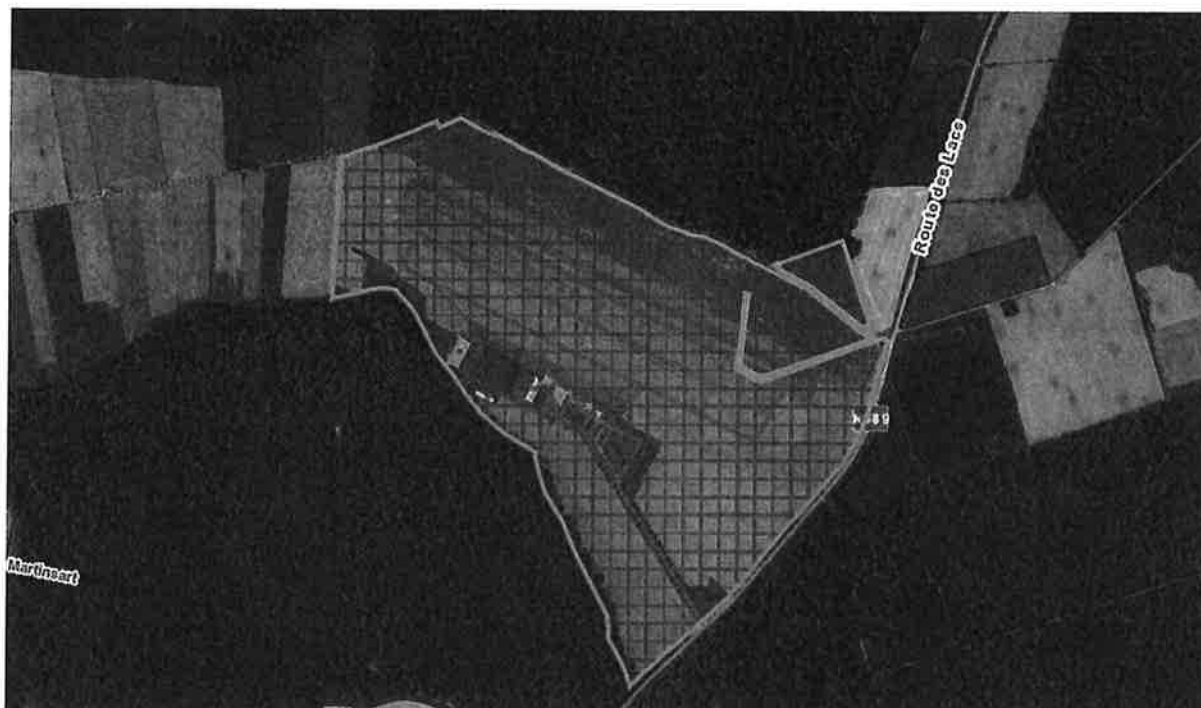
Considérant que le bien est situé en zone blanche, zone Agricole, en zone Forestière couvert par un Périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN adopté par Arrêté royal du 24/04/1980 entré en vigueur le 04/10/1980 ;

Considérant que le bien est repris en Périmètres des révisions partielles : Inscription d'une zone d'aérodrome et conversion en zone agricole de deux extrémités du Bois du Grand Benoît, à CERFONTAINE , révision partielle 'D9000/37S/REV03' ;



Considérant que le bien est situé en Sites à réaménager de droit : 'Aérodrome de Cerfontaine' arrêté provisoire du 21/03/2008 entré en vigueur le 21/03/1998, arrêté définitif du 18/06/2008 entré en vigueur le 18/08/2006 ;

SA SOWAER_2343961_Sites à réaménager de droit



Considérant que le bien est situé dans le périmètre d'un Guide communal d'urbanisme - Ancien règlement communal de bâtisse de Règlement communal concernant la prévention des incendies dans les dancings et autres lieux où l'on danse, arrêté du 13/07/1979 (Roi (arrêté)) ;

Considérant que le bien est repris en Périmètres historiques des sites d'activité à réaménager
"Aérodrome de Cerfontaine 93010_G_001 ; 1 ;

Considérant la vue aérienne figurant le parcellaire, l'extrait du Plan Informatique Cartographique Continue (PICC), l'orthophotoplan 2021 figurant les implantations et les profondeurs des éventuelles constructions voisines par rapport au parcellaire et les constructions déjà présentes sur le bien ;

Considérant que la superficie du bien est de +/-597542 m² (59ha75a42ca) ;

Considérant que le bien n'est pas repris en projet de centralité ;

Considérant que le bien est situé le long d'un réseau routier régional – Nationales : 'BOUSSU – LEZ – WALCOURT (FROIDCHAPELLE) - CUL-DES-SARTS (COUVIN)' N589(Nationale) ;

Considérant que le bien est situé à proximité d'un périmètre de points et lignes de vues remarquables inscrits à l'inventaire de l'ADESA 193 ;

Considérant que le bien est situé à proximité de Périmètres des sites NATURA 2000 en vigueur : Sources de la Hante '1420070400000'et Massif forestier de Cerfontaine' 1514678400000' ;

Considérant que le bien est repris à l'inventaire des terrains pollués et potentiellement pollués en Wallonie : parcelles pour lesquelles des démarches de gestion ont été réalisées ou sont prévoir (Art.12§§2 et 3) ;

Considérant que le bien n'est pas soumis à un risque d'Aléa d'inondation par débordement ; qu'il n'est pas soumis à un risque de ruissellements concentrés ;

Considérant que le bien n'est pas repris à la carte archéologique de la Wallonie ;

Considérant que le bien est repris dans un Régime d'Assainissement Autonome (RAA);

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée sur le territoire de la commune de CERFONTAINE du 19/12/2023 au 11/01/2024 ; qu'elle a donné lieu à des réclamations :

- « La pollution sonore ;
- La dangerosité pour les habitants (insécurité et risques d'accidents car vols à trop basse altitude) ;
- La pollution engendrée par l'utilisation des énergies fossiles par les engins volants ;
- La pollution du sol et du sous-sol (la nappe d'eau souterraine comporte de nombreuses sources et ruisseaux) ;
- La dispersion des vols et horaires non respectés (altitude des vols pas respectée et vols autorisés après le coucher du soleil) ;
- La hauteur des vols pas respectée ;
- L'étude d'Incidences sur l'environnement pas requise dans le cadre de ladite demande (argumentations et motivations pas appropriées et peu convaincantes) ;
- Perturbations de la faune et la flore (site est situé en bordure d'une zone NATURA 2000) ;
- Activités engendrent très peu d'emplois locaux ;
- Activités profitent à une certaine catégorie de personnes et pas aux habitants de Cerfontaine » ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée sur le territoire de la commune de FROIDCHAPELLE du 19/12/2023 au 11/01/2024 ; qu'elle a donné lieu à des réclamations :

- « Pas de confirmation d'absence de pollution des eaux souterraines par des hydrocarbures.
- Le rapport du test d'étanchéité de citernes du 06/09/2023 n'est pas encore disponible.
- Les études d'incidences sonores sont clairement orientées en faveur du demandeur.
- Le projet devait avoir des retombées économiques notamment par la création d'emplois ; or trois emplois ont été déclarés en 25 ans.
- Les aéroports de Charleroi et Florennes créent des nuisances par nécessité. L'aérodrome de Cerfontaine ne fait qu'en rajouter uniquement pour le loisir de quelques personnes.
- Manque de professionnalisme dans la gestion : 3 gestionnaires différents, une faillite, collaboration envisagée avec l'A.S.B.L. Les Lacs de l'Eau d'Heure, laquelle fait l'objet de beaucoup de rumeurs dans les médias et a échoué dans gestion de l'hydravion, du jet-ski...

- Activité bruyante, consommatrice d'énergies fossiles en opposition avec les projets de développements de tourisme vert de la région (notamment la création du parc national de l'Entre-Sambre-et-Meuse, la présence de deux sites Natura 2000 à proximité immédiate...).
- A l'époque où l'on se bat par les économies d'énergie, le respect de la nature, les nuisances sonores... comment peut-on envisager le développement d'un aéroport de loisirs ?
- Les avions volent beaucoup trop bas, perturbant la quiétude des habitants et leur intimité.
- Le soutien d'une activité aérienne récréative grande consommatrice de pétrole par une société publique est en totale contradiction avec les objectifs de la Région wallonne de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030 et de devenir neutre en carbone d'ici à 2050.
- Différence entre les lois pour l'aviation et celles pour la circulation automobile » ;

Considérant les avis rendus en cours de procédure :

- Zone de secours DINAPHI : son avis est favorable sous conditions le 15/01/2024
- MOB-SPF mobilité et transports : son avis est favorable le 13/12/2023
- SPW ARNE DNF : son avis est favorable le 12/01/2024
- SPW ARNEE DRCB DDR : son avis est favorable sous conditions le 20/12/2023
- SPW ARNE DEE Direction de la prévention des pollutions Cellule Bruit : son avis est favorable sous conditions le 15/01/2024
- SPW ARNE DEE Direction des eaux de surface : son avis est favorable sous conditions le 30/01/2024
- AWAC : son avis est réputé favorable
- SPW ARNE DSD direction de l'assainissement des sols : son avis est réputé favorable
- SPW MI DEU Département de l'exploitation des infrastructures : son avis est réputé favorable

Considérant l'avis favorable conditionnel rendu par le Collège communal de CERFONTAINE LE 15/01/2024 (« *sous réserve que les diverses activités inhérentes au projet respectent scrupuleusement les législations en vigueur relatives aux remarques émises dans les courriers/courriels des riverains repris, ci-dessus* ») ;

Considérant l'avis favorable rendu par le Collège communal de FROIDCHAPELLE LE 16/01/2024 ; que « *Le collège attire cependant l'attention sur les remarques formulées dans les réclamations et sur le strict respect des conditions qui seront imposées lors de la délivrance du permis unique ainsi que sur la nécessité de contrôles réguliers par les organismes compétents afin de minimiser au maximum l'impact de l'exploitation sur l'environnement* » ;

Considérant que, pour le surplus, le respect des conditions d'application du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement relève de la police administrative de l'environnement ;

Compte tenu de ce qui précède, l'avis du SPW-TLPE est **favorable** ;

Considérant que l'analyse de l'objet de la demande est fondée notamment sur :

- le reportage photographique joint au dossier de demande
- les plans

Considérant que l'objet de la demande (abri de jardin) sera implanté exclusivement dans la partie du bien reprise en zone agricole ;

Considérant que le projet vise la construction d'un abri de jardin en métal (acier) d'un gabarit R+T couvert par une toiture à deux versants symétriques (pente +/-12°), dont l'emprise au sol sera de 30m² (Longueur : 6m00 et largeur : 5m00) ; que la hauteur sous corniche sera de +/- 2m40 et sa hauteur au faîte de +/- 3m00 par rapport au niveau rez ;

Considérant que l'abri sera implanté à proximité et en relation avec le bien cadastré C51s tel que figuré au plan d'ensemble ;

Considérant que les enjeux urbanistiques que doit viser un tel projet doivent être les suivants :

- Compatibilité de l'objet de la demande par rapport à la destination de la zone dans laquelle s'implante le bien ;
- Respecter les objectifs essentiels visé par outils urbanistiques applicables au bien et à l'objet de la demande ;
- Veiller à apporter une réponse en adéquation avec le proche contexte bâti et la (les) construction(s) et ou/ équipements déjà présente(s) sur le bien ;
- Prises en compte des caractéristiques et circonstances urbanistiques locales et prise en compte des reculs par rapport aux limites parcellaires identifiés dans le proche contexte bâti ;
- Intégration paysagère et au relief du sol ; respect de la structure paysagère de l'endroit ;
- Intégration (implantation, gabarits, hiérarchie entre volumes, matériaux-tonalités) par rapport au proche contexte bâti ;
- Veiller à la gestion des eaux en provenance du bien, des installations et constructions en rapport avec la situation du bien au PASH ;

Considérant que les différents enjeux urbanistiques définis ci-dessus sont rencontrés par le projet ; que ce dernier ne compromet pas les circonstances urbanistiques et architecturales de la zone agricole ; que le projet est intégré du fait de sa faible emprise au sol, de son volume de faible gabarit et de son parement de façades et matériau de toiture de teintes neutres (brun foncé à noir cfr. Photo abri) ;

Considérant la dérogation au plan de secteur ;

Considérant l'article D.IV.6. selon lequel :

« Un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur pour les constructions, les installations ou les bâtiments existants avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur lorsqu'il s'agit d'actes et travaux de transformation, d'agrandissement, de reconstruction ainsi que d'une modification de destination et de la création de logement visées à l'article D.IV.4, alinéa 1er, 6° et 7°.

Les aménagements accessoires et complémentaires aux constructions, installations et bâtiments précités et isolés de ceux-ci peuvent également être autorisés. (...) » ;

Considérant que l'abri de jardin est complémentaire et nécessaire aux infrastructures existantes ; que l'article D.IV.6 offre une base légale pour la dérogation ;

Considérant l'article D.IV.13. selon lequel :

« Un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme si les dérogations :

1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé ;

2° ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application ;

3° concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis » ;

Considérant que le projet est justifié dès lors que l'abri sert d'abri de jardin pour l'entretien des abords de l'infrastructure existante ; que sa superficie est adaptée aux besoins et relativement réduite (30m²) ; que le projet ne compromet pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur dans le reste de son champ d'application dès lors que les parcelles visées sont affectées à la fonction d'aéroport et ses infrastructures ; que le projet par sa volumétrie, son implantation et ses matériaux, contribue à la protection et à la gestion du paysage bâti et non bâti à cet endroit du territoire communal ; que la dérogation est accordée ;

Pour ces motifs,

J'émet un **AVIS FAVORABLE** ;»

Considérant que les nuisances potentielles des émissions de CO₂ relatives à une activité de loisirs ne relèvent pas de la portée du Permis d'environnement mais bien d'une politique européenne ou mondiale, que par ailleurs il serait discriminatoire d'interdire dans un établissement particulier des activités qui peuvent jusqu'à présent se dérouler partout ailleurs ;

Considérant également qu'il n'appartient pas au Fonctionnaire technique de juger quelle activité de loisirs aurait le droit de se poursuivre ou non, que pratiquement toutes les activités de loisirs génèrent des émissions de CO₂, ne fussent que par les déplacements qu'elles occasionnent ;

Considérant que l'imposition de silencieux sur les avions ne relève pas de la compétence régionale ;

Considérant que la demande d'imposition du passage au « tout électrique » pour les avions fréquentant l'aérodrome n'est pas réaliste actuellement car un seul avion électrique serait homologué aujourd'hui, avec une autonomie très faible (environ 40 minutes en prenant les marges de sécurité qui s'imposent) et un temps de charge d'environ 1h30 ;

Considérant cependant qu'un rapport de « veille » sur les évolutions techniques et économiques des avions électriques devra être remis au fonctionnaire technique par l'exploitant tous les 5 ans

afin de juger de la faisabilité d'un passage à des avions électriques, dans le respect des normes de sécurité et des impositions légales ;

Considérant que le permis d'environnement ne peut imposer l'emploi permanent d'un transpondeur sur tous les avions fréquentant l'aérodrome de Cerfontaine, cette matière relevant de législations fédérales et internationales ;

Considérant toutefois que selon nos informations, en pratique, une majorité des avions disposent d'un transpondeur qui est allumé mais pour des raisons techniques ils ne sont pas visibles par les applications de suivi des vols (de type Flightaware, Flightradar24...) tant qu'ils volent sous une altitude allant de 1000 à 3000 mètres, selon les endroits. Par contre, ils seraient visibles sur les radars secondaires des équipements de contrôle aérien ;

Considérant que l'exploitant envisage de s'équiper à terme d'une application (par ex. « Safesky ») qui permettra de visualiser tous les mouvements des aéronefs et d'objectiver les plaintes, le cas échéant ;

Considérant qu'il paraît prématuré d'imposer ce type de dispositif alors que l'aérodrome recommence seulement à fonctionner et qu'il paraît prioritaire d'agir d'abord sur l'information et la sensibilisation des pilotes ;

Considérant à ce sujet que tous les pilotes basés à Cerfontaine ont reçu le règlement de l'aérodrome, que celui-ci se trouve également au bureau de navigation ainsi que le manuel de l'aérodrome et les différents documents exigés par la DGTA ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur en vigueur, en son article 11, précise les différentes sanctions prévues en cas de non-respect du dit R.O.I ;

Considérant que l'aérodrome ne peut fonctionner que dans certaines conditions météorologiques, que les pistes sont inutilisables les jours de pluies et les lendemains dans certains cas (fortes pluies), que par ailleurs le fonctionnement assez aléatoire et irrégulier de l'aérodrome depuis plus de 15 années (voir tableau ci-dessous) ne permet pas de disposer de données fiables sur le nombre de mouvements/vols qu'il serait possible d'imposer quotidiennement, qu'il semble donc préférable, dans ces conditions, de maintenir un nombre maximum de mouvements d'aéronefs annuellement comme une balise permettant d'éviter un développement incontrôlé de l'aéroport ;

EBCF - Statistiques mouvements													
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 à 2018	2019	2020	2021	2022
JANVIER	0	0	132	16	270	PAS D'INFOS	24	328	PAS D'INFOS		0		
FEVRIER	0	172	8	0	310		70	120			6		
MARS	0	100	292	196	502		204	628			11		
AVRIL	260	332	528	562	964		658	748			5		
MAI	320	648	778	840	1098		656	676			187		
JUIN	330	574	918	932	900		870	800			204		
JUILLET	300	968	1452	986	728		1438	632			337		
AOUT	250	746	1638	860	1190		986	606			336		
SEPTEMBRE	280	952	930	986	1118		1466	964			275		
OCTOBRE	220	342	518	780	962		558	476			40		
NOVEMBRE	150	136	18	370	46		108	492			86		
DECEMBRE	120	62	20	26	54		330	16			25		
Total	2230	5032	7232	6554	8142	0	7368	6486			1512		

Tableau de relevé des mouvements (décollage et atterrissage) sur l'aérodrome de 2007 à 2022

Considérant qu'afin de disposer à l'avenir de données fiables sur la répartition et le nombre d'activités menées par l'aérodrome en matière aéronautique, il convient de prévoir une condition particulière permettant de distinguer les mouvements effectués pour des parachutages, des ULM, des hélicoptères, de l'aviation générale, l'écolage ou des activités vélivoles (planneurs) ;

Considérant qu'en cas de nuisances avérées et objectivées, il est toujours possible d'imposer ultérieurement une modification des conditions particulières d'exploitation, basée sur des données d'exploitation plus fiables ;

Considérant, en matière de sécurité liée aux risques d'accidents, que les requérants n'apportent aucun élément mettant en évidence un risque particulièrement élevé et des faits s'y rapportant, que plus de 57.000 mouvements d'aéronefs ont été enregistrés depuis 2007, que la DGTA n'a pas mis en évidence, à notre connaissance, des risques spécifiques liés à cet aérodrome, que par ailleurs la petite taille des avions utilisés limite les risques pour les riverains ;

Considérant que l'étude acoustique datée du 24 octobre 2023, réalisée par le bureau ICA et portant à la fois sur les nuisances potentielles de la salle de réception et sur le bruit dû aux passages en vol des avions, relève dans ses conclusions que :

« L'étude ci-avant a montré que l'incidence sonore maximisée de l'aérodrome reste inférieure d'au moins 5 dB aux valeurs de 55 dBA $L_{Aeq, 16 \text{ heures}}$ et de 55 dBA L_{den} considérés par l'OMS comme pouvant induire une gêne sérieuse ou de potentiels effets sur la santé du voisinage.

L'aérodrome est donc conforme -et même en deçà – des seuils recommandés par l'OMS.

Pour les besoins de l'étude, l'évaluation de ces incidences a d'ailleurs été maximisée pour ne jamais sous-estimer l'incidence de gêne potentielle qui, comme explicité, reste modérée à faible pour le cas présent. »

Considérant que l'auteur de l'étude acoustique a pris en compte deux approches différentes pour présenter les résultats du bruit généré par les avions, avec une extrapolation à la journée statistiquement la plus chargée de l'année, celle de l'OMS-1999 exprimée en L_{Aeq} et celle de l'OMS-2011-2018 exprimée en L_{den} ;

Considérant que les valeurs de bruit selon l'une ou l'autre approche sont quasiment identiques et ne dépassent pas le seuil de 55 dBA, que le fait d'avoir exprimé certaines valeurs de bruit en L_{den} n'invalidé pas à priori les conclusions de l'étude acoustique ;

Considérant, en matière de nuisances sonores liées aux mouvements des avions (au sens large du terme), que la Cellule bruit du SPW n'est pas en capacité de remettre un avis formel dans le présent cas d'espèce dès lors que la réglementation wallonne ne vise pas et ne réglemente pas cette situation ;

Considérant que l'imposition d'un nombre maximum de mouvements annuels et l'interdiction de vol après 20 h visent cependant à réduire les nuisances sonores potentielles pour les riverains ;

Considérant que le Code de l'Environnement précise (Art. D.29-25.) que pour les projets de catégorie B ou C, l'autorité compétente peut assortir l'autorisation de la nécessité de mettre en place un comité d'accompagnement, que celui-ci est un organe de dialogue entre le demandeur, les

autorités publiques et la population à l'égard d'un projet autorisé. Qu'il peut remettre un avis, d'initiative ou sur demande, à l'autorité compétente ;

Considérant qu'afin d'améliorer la communication et le dialogue, il y a lieu d'instaurer la mise en place d'un comité d'accompagnement en se référant au Code de l'Environnement (Art. D.29-25 à D.29-27) en matière de prérogatives, de composition et de fonctionnement ;

Considérant que l'aérodrome de Cerfontaine est déjà soumis à une série de contraintes de fonctionnement assez fortes qui réduisent les possibilités de vols, que ce soit du fait des pistes en herbe impraticables lors de pluie ou de neige, de la dépendance à la météo (pas de brouillard), de la présence de la base militaire de Florennes qui empêche les parachutages en semaine avant 17h ou encore de l'horaire de fonctionnement fixé à 20h en soirée, toute l'année, afin de réduire les nuisances sonores potentielles, alors que l'autorisation de la DGTA permet un fonctionnement jusqu'à 30 minutes après le coucher du soleil, soit bien plus tard que 20h en été ;

Considérant que vu ces multiples contraintes, il ne paraît pas opportun de rejoindre les requérants qui souhaitent encore restreindre les horaires de diverses activités de l'aérodrome ;

Considérant, pour conclure cette analyse, qu'il y a lieu de rappeler que la délivrance d'un permis d'environnement/unique, entraînant de fait pour l'établissement concerné l'obligation de respecter toutes les conditions légales y applicables ainsi que les conditions particulières, n'a pas pour but de garantir un "niveau zéro" de nuisances aux riverains dudit établissement; que l'analyse de la demande de permis, quant aux impacts de sa mise en œuvre, réalisée par les fonctionnaires du SPW lors de l'instruction de ladite demande ou d'un recours, a précisément pour but de faire la balance entre les inconvénients, qui demeurent inévitables, et l'intérêt économique, écologique ou public du projet; que cette "philosophie" est confirmée par le Conseil d'État en son arrêt n° 247.617 du 25 mai 2020 comme suit : *"De manière générale, la police des installations et activités classées est fondée sur la recherche d'un compromis entre des intérêts a priori opposés, soit ceux de l'entrepreneur et des riverains. Elle n'a pas pour objet d'interdire l'exploitation de tout établissement dès lors qu'il serait susceptible d'occasionner des nuisances aux voisins. La démarche attendue de l'autorité n'est pas d'exclure absolument tous les risques, mais de les ramener à des niveaux acceptables. Sur ce point, l'administration exerce un pouvoir discrétionnaire"* ;

Considérant, pour des raisons de lisibilité des autorisations délivrées, qu'il est préférable d'abroger la décision querellée et de reprendre l'ensemble des conditions dans le présent arrêté sur recours ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que l'autorisation administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite autorisation administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme, de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur, ainsi qu'assurer le bien-être animal et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant que le paragraphe premier de l'article 25 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement prévoit que la durée de validité d'un permis d'environnement est de vingt ans au maximum ; que cette durée se calcule à partir du jour où la décision octroyant le permis devient exécutoire, conformément à l'article 46 du même décret ; qu'au demeurant, il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation comme le souligne le mot « maximum » ;

Considérant que par souci de clarté, il importe que le demandeur reçoive une autorisation dont le terme apparaît clairement dans son dispositif ; qu'il s'indique, en conséquence, de donner une date certaine à la date d'échéance du présent permis d'environnement ;

Considérant que, parmi les dates connues par les fonctionnaires technique et délégué, l'une de celles connues avec certitude est la date d'échéance de l'envoi du rapport de ce rapport de synthèse au Gouvernement, soit le 04 juillet 2024 ; qu'il convient de déterminer la date d'échéance du présent permis d'environnement, en ajoutant à cette date le terme de vingt ans, soit le 04 juillet 2044, de manière à ne pas pénaliser le demandeur vu la durée de validité de celui-ci ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède, qu'en matière environnementale et urbanistique, la demande peut être accueillie favorablement ;

Pour les motifs cités ci-dessus,

ARRÊTENT

Article 1. Les recours introduits par Monsieur Bruno VINCENT, Monsieur Philippe DELIMOY et consorts et Madame Thérèse JOURNEE et consorts contre l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué, pris le **15/03/2024**, accordant à la **SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS** – Avenue des Dessus de Lives 8 à 5101 NAMUR (Loyers) –, un permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale, ULM, activités vélivoles et parachutisme) sont **RECEVABLES.**

Article 2.

§1. L'arrêté des fonctionnaires technique et délégué, pris le 15/03/2024, accordant à la SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS un permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine est **ABROGÉ.**

§2. Le permis unique est **ACCORDÉ** ;

Article 3. Sont **autorisés** dans l'établissement, les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Bâtiments		Statut
B001	Bâtiment administratif	Inchangé
B002	Restaurant/salle de réception	Inchangé
B003	Hangar affecté aux activités de parachutisme et stockage de matériel	Inchangé
B004	Hangar pour le parcage des avions et ULM et atelier destiné à l'entretien des aéronefs	Inchangé
B005	Hangar parcage avions, ULM et planeurs	Inchangé
B006	Auvent abritant actuellement des remorques à planeur	Inchangé
B007	Abri de jardin	Nouveau

Installations		Quantité nominale	Quantité autorisée	Statut
I001	Pistes de l'aérodrome et voies de circulation			Inchangé
I002	Chaudières (B3)	178 kWth	2*178 kWth	Inchangé
I003	Groupe électrogène	60 kVA	Nominale	Inchangé
I004	Séparateur hydrocarbures	50 l/s	Nominale	Inchangé
I005	Cabine électrique	400.000 kVA	Nominale	Inchangé
I006	Surpresseur incendie	11 kW	Nominale	Inchangé
I007	Station d'épuration	50 EH	Nominale	Inchangé
I008	Salle de réception	200 Places	Nominale	Inchangé
I009	Salle restaurant et cuisine	120 Places	Nominale	Inchangé
I010	Distribution de carburant (kérosène)	1 pistolet	Nominale	Inchangé
I011	Chaudière (appart B1)	20 kWth	Nominale	Inchangé
I012	Chaudière (horeca B1)	296 kWth	Nominale	Inchangé
I013	Microstation d'épuration hangar avion	5 EH	Nominale	Inchangé
I014	Débourbeur/dégraisseur espace horeca			Inchangé

Dépôts de substances et/ou mélanges		Quantité autorisée	Statut
DS001	Citerne à mazout chaudière (B3)	1.200 l	Inchangé
DS002	Carburant kérosène (I10)	18.000 l	Inchangé
DS003	Carburant AVGAS 100LL	4.950 l	Inchangé
DS004	Diesel pour groupe électrogène	140 l	Inchangé
DS005	Citerne mazout chaudière (appart B1)	3.000 l	Inchangé
DS006	Citerne mazout chaudière (horeca B1)	9.000 l	Inchangé

Dépôts de déchets		Quantité autorisée	Statut
DD001	Papier carton	1100 l	Inchangé
DD002	Déchets industriels banals	1100 l	Inchangé
DD003	PMC	1100 l	Inchangé

Rejets d'eaux		Statut
RE001	Rejet en eaux de surface (ruisseau)	Inchangé
RE002	Rejet en eaux de surface (bassin d'orage)	Inchangé

Déversements		Débit / Superficie	Statut
DEV001	Déversement d'eaux usées domestiques dans le rejet RE001	5 m ³ / j	Inchangé
DEV002	Déversement d'eaux usées domestiques dans le rejet RE002	1 m ³ / j	Inchangé
DEV003	Déversement d'eaux pluviales dans le rejet RE001		Inchangé
DEV004	Déversement d'eaux usées domestiques dans le rejet RE002	0,5 m ³ / j	Inchangé
DEV005	Déversement d'eaux pluviales dans le rejet		Inchangé

Rejets atmosphériques canalisés		Hauteur minimale	Statut
RA001	Gaz de combustion de la chaudière I2	5 m	Inchangé
RA002	Gaz de combustion de la chaudière I11	10 m	Inchangé
RA003	Gaz de combustion de la chaudière I12	10 m	Inchangé

Article 4. Sont autorisées les installations et/ou activités du projet objet de la demande, visées par les rubriques suivantes :

N° 40.10.01.01.02 - Classe 2

Transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

N° 40.60.01 - Classe 3

Installation de combustion dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 1 MW thermique

N° 50.50.03 - Classe 2

Installation de distribution non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides à température et pression normales (0 °C et 1 atmosphère), des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican

N° 55.30.01 - Classe 3

Restaurants lorsque le nombre de places est supérieur à 100

N° 63.12.09.02.02 - Classe 2

Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 2, y compris l'essence (ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité) dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5.000 l et inférieure à 50.000 l

N° 63.12.09.03.01 - Classe 3

Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 3, ainsi que les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 75 °C comme les gazoles, les carburants diesel et les huiles de chauffage légères et les liquides combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 60 °C et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3.000 l et inférieure à 25.000 l

N° 90.11 - Classe 3

Unité d'épuration individuelle inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant
N° 90.12 - Classe 3
Installation d'épuration individuelle comprise entre 20 et 100 équivalent-habitant
N° 92.34.01 - Classe 2
Autres locaux de spectacles et d'amusement (à l'exclusion des chapiteaux) dont la capacité d'accueil est supérieure à 150 personnes et qui sont équipés d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement
N° 92.61.08 - Classe 2
Aérodromes et héliports de tourisme
N° 92.61.12.01 - Classe 2
Implantation d'ulmodromes et utilisation d'aéronefs ultra légers motorisés tels que définis dans l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra légers motorisés

Article 5. Les conditions applicables au projet objet de la demande, sont les suivantes :

- I. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
- II. Les dispositions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 02 septembre 1981
- III. Les dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT) : Titres II et III [prescriptions non abrogées]
- IV. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 déterminant les conditions sectorielles eau relatives aux dépôts d'hydrocarbures liquides
- V. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 fixant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service
- VI. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1er décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA
- VII. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou de ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois
- VIII. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre

2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout

Ces conditions peuvent être consultées sur le site <http://environnement.wallonie.be>.

Article 6. Les conditions d'exploitation particulières applicables au projet objet de la demande, sont les suivantes :

I. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION

Cond. Expl. 1. L'exploitant respecte les conditions émises dans le rapport (Réf 1010.17-2) de la Zone de Secours du 15 janvier 2024. (**ANNEXE 3**)

Cond. Expl. 2. Le nombre de mouvements d'aéronefs de tous types confondus est limité à 16.000 par an. Un mouvement correspond au décollage ou à l'atterrissage d'un aéronef.

Cond. Expl. 3. Les vols sont réalisés de 9h du matin jusque 30 minutes après le coucher du soleil, et au plus tard à 20h.

Cond. Expl. 4. L'exploitant veille au respect des circuits de vols par les pilotes. Les différents circuits de vol et leur signification sont repris dans le règlement de l'aérodrome et affichés sur une carte lisible (Minimum format A3), dans un endroit accessible aux pilotes. Le plan des circuits de vol est également accessible, de manière claire et précise, sur le site web de l'aérodrome.

Cond. Expl. 5. Le règlement de l'aérodrome est communiqué à tous les pilotes fréquentant l'aérodrome. Une copie leur en est remise et il est en outre affiché dans les locaux qui leur sont accessibles. Les présentes dispositions sont diffusées dans les documents d'information pouvant être lus par l'ensemble des pilotes.

Cond. Expl. 6. Un rapport de « veille » sur les évolutions techniques et économiques des avions électriques est remis au fonctionnaire technique par l'exploitant tous les 5 ans afin de juger de la faisabilité d'un passage à des avions électriques.

Cond. Expl. 7. L'exploitant tient à jour un registre de données qui distinguent les mouvements journaliers effectués pour des parachutages, des ULM, des hélicoptères, de l'aviation générale ou des activités vélivoles (planneurs). Une compilation des données par catégorie et par année civile est réalisée et tenue à la disposition des autorités compétentes. Ces données distinguent également les mouvements liés à des aéronefs (au sens large du terme) basés à Cerfontaine de ceux provenant d'appareils externes.

II. CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX NUISANCES SONORES

CHAPITRE IER. SONORISATION AMPLIFIEE ELECTRONIQUEMENT

Section 1. Généralités

Cond. Bruit 1. Lors de toute production de musique, les fenêtres du local où le son est diffusé restent fermées en permanence. Les portes ne sont ouvertes que pour permettre l'entrée et la sortie des personnes.

Cond. Bruit 2. Les corrections pour bruit à caractère tonal ou impulsif ne s'appliquent pas aux limites des présentes conditions particulières.

Cond. Bruit 3. Le bruit particulier lié à toute sonorisation amplifiée électroniquement produite dans l'établissement (musique, sonorisation de spectacles, animations...) doit respecter les conditions détaillées à la section 2 ci-après.

Le bruit ambiant résultant des personnes est pris en compte dans la mesure.

Section 2. Mesures dans l'environnement

Cond. Bruit 4. Les mesures sont effectuées dans le voisinage habité, conformément à l'article 30 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Cond. Bruit 5. Le niveau continu équivalent pondéré A évalué sur une période de 15 minutes est inférieur à 35 dBA (LA,éq,15min < 35 dBA).

Cond. Bruit 6. Le niveau continu équivalent pondéré A relatif à tout intervalle de 1 seconde est toujours inférieur à 45 dBA (LA,éq,1sec max < 45 dBA).

III. CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX EAUX ISSUES DE L'ETABLISSEMENT

Cond. ESU 1. Aucune eau usée industrielle ne peut être déversée.

Cond. ESU 2. Les eaux potentiellement contaminées par l'installation de distribution de carburant et par le stockage d'hydrocarbures liquides doivent respecter les conditions suivantes avant leur rejet :

N°	Paramètres normés	Type de mesure	Valeur limite d'émission	Unité	Type condition
1	pH	Concentration maximale instantanée	Entre 6,5 et 9		S
2	Température	Concentration maximale instantanée	30	°C	S
3	DBO ₅	Concentration maximale instantanée	25	mg/l	S
4	MES	Concentration maximale instantanée	60	mg/l	S
5	Matières sédimentables	Concentration maximale instantanée	0.5	ml/l	G
6	Hydrocarbures C ₁₀ -C ₄₀	Concentration maximale instantanée	5	mg/l	P
7	BTEX	Concentration maximale instantanée	100	µg/l	S
8	Détergents	Concentration maximale instantanée	3	mg/l	S
9	Un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque.				S

N°	Paramètres normés	Type de mesure	Valeur limite d'émission	Unité	Type condition
10	À l'exception de ceux qui seraient visés ailleurs dans les conditions de déversement du présent rejet 1 déversement 3, les eaux déversées ne peuvent contenir, au-delà de leurs limites de détection respectives, les substances dangereuses et des polluants spécifiques visés aux annexes VII, Xbis et Xter, B. II de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.				P

Cond. ESU 3. *Le système de récolte des eaux polluées par les hydrocarbures ou susceptibles de l'être est strictement séparé du système de récolte des eaux usées domestiques et des eaux pluviales non polluées par les hydrocarbures et non susceptibles de l'être.*

Les eaux polluées par les hydrocarbures ou susceptibles de l'être, dont notamment les eaux de ruissellement en provenance des aires de ravitaillement, des aires de remplissage des réservoirs ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines.

Avant d'être déversées dans une eau de surface ou une voie artificielle d'écoulement, les eaux polluées par les hydrocarbures sont traitées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à coalescence et à fermeture automatique précédé d'un débourbeur répondant aux normes et dimensionné de la manière adéquate.

Le séparateur d'hydrocarbure est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillons.

La maintenance du séparateur d'hydrocarbures doit être réalisée à intervalles réguliers, par du personnel qualifié, conformément aux instructions du fabricant.

Les déchets produits (boues, hydrocarbures) sont évacués par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les déchets.

Tout autre moyen de traitement des hydrocarbures peut être proposé par l'exploitant pour autant que celui-ci puisse démontrer que l'efficacité est, au minimum, équivalente.

Cond. ESU 4. *Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...*

Ils sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que des services d'incendie et de secours.

Toute création d'un nouveau point de rejet ou toute modification de la localisation physique d'un point de rejet d'eaux usées domestiques ou d'eaux pluviales fait l'objet d'une notification dans le registre des modifications.

Toute création d'un point de rejet d'eaux usées industrielles fait l'objet d'une demande de permis d'environnement – rubrique 90.10.

Cond. ESU 5. Les conditions relatives au contrôle du déversement des eaux potentiellement contaminées sont les suivantes :

- 1) Les eaux sont évacuées par une conduite unique ;
- 2) Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle composé, par exemple, d'une chambre de visite propre à chaque déversement et répondant aux exigences suivantes :
 - Permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
 - Permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration le prélèvement d'échantillons ;
 - Être facilement accessible sans formalité préalable ;
 - Être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

Cond. ESU 6. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus sur le sol ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement ou dans les eaux souterraines.

Ils sont immédiatement neutralisés, détruits et/ou évacués.

S'il s'agit de substances toxiques ou dangereuses l'écoulement doit être immédiatement neutralisé et récolté par un produit absorbant. L'exploitant dispose des moyens et matériaux permettant l'exécution rapide de ces mesures de sécurité.

Tout déversement accidentel, impliquant le non-respect des conditions de déversement est signalé, au plus tard dans les 24 heures, au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Cond. ESU 7. L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 279 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau relatif au règlement général d'assainissement autonome des eaux urbaines résiduaires pour la gestion de ses eaux usées domestiques et pluviales.

L'exploitant doit se conformer à l'arrêté du Gouvernement wallon 1er décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle.

La séparation des eaux pluviales et des eaux usées domestiques doit être réalisée en amont des unités/installations d'épuration individuelle.

Les unités/installations d'épuration individuelle installées, dont la taille est calculée selon les modalités reprises à l'annexe XLVI du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau doivent être sous agrément valide au moment de l'installation. La liste des systèmes d'épuration individuelle agréés est disponible sur le site : <https://sigpaa.spge.be>.

Les unités/installations d'épuration agréés doivent faire l'objet d'un recensement dans la banque de données SIGPAA soit via un installateur certifié ou via un contrôleur de l'organisme d'assainissement agréé territorialement compétent (voir SPGE).

Les eaux épurées provenant des unités/installations d'épuration individuelle doivent être évacuées prioritairement dans le sol par infiltration.

IV. CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROTECTION DES SOLS

Exploitation d'une station d'avitaillement d'engins volants motorisés

CHAMP D'APPLICATION - DEFINITIONS

Cond. Sols 1. Champ d'application :

Les présentes conditions sont applicables aux installations :

- Visées par la rubrique 50.50.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.
- Et visant plus particulièrement l'avitaillement d'engins volants motorisés.

Cond. Sols 2. Définitions :

1. Station d'avitaillement : ensemble des installations et des activités destinées à stocker et à transférer les hydrocarbures liquides à la pression atmosphérique de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant des engins volants motorisés.
2. Exploitant : toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui exploite une station d'avitaillement, ou pour le compte de laquelle une station d'avitaillement est exploitée ;
3. Point de distribution : installation destinée à l'avitaillement de véhicules délivrant un carburant et constituée d'un flexible et d'un pistolet.
4. Distributeur de carburant : l'installation comprenant les flexibles, les pistolets, les compteurs, les pompes et un ou plusieurs points de distribution.
5. Ilot : ouvrage permettant de surélever de 0,15 m les points de distribution par rapport au niveau de l'aire de roulage des véhicules.
6. Aire d'avitaillement : elle comprend au minimum la portion de l'aire de roulage limitée au périmètre déterminé par une distance par rapport au point de distribution, équivalente à la longueur du flexible auquel est fixé le pistolet du distributeur augmentée d'un mètre ; cette distance ne peut être inférieure à 3 mètres.
7. Réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai.
8. Système de détection de fuite : un système permanent permettant la détection de tout manque d'étanchéité d'une des parois du réservoir ou de ses tuyauteries le cas échéant et actionnant une alarme optique et acoustique à l'attention du préposé à la surveillance de l'installation.
9. Fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale Opérationnelle des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service Public de Wallonie ou son délégué.
10. Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire ou l'agent de l'administration désigné par le directeur général de la Direction générale Opérationnelle des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service Public de Wallonie, pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992.

11. Imperméable : ayant un coefficient dynamique de perméabilité vis-à-vis des hydrocarbures inférieur à 2.10^{-9} cm/s, ou un coefficient d'absorption statique d'eau total inférieur à 7,5 %, conformément à la NBN B 15-215.
12. Expert en installations de stockage : une personne agréée conformément à l'article 681bis/73 du titre III du Règlement général pour la protection du travail, ou à sa dernière révision ou une personne ou un service technique accrédité suivant la norme NBN EN ISO/CEI 17020 dans le domaine concerné.

RESERVOIRS ET EQUIPEMENTS

Dispositions communes aux réservoirs

Cond. Sols 3. Les dispositions sont prises pour assurer une double étanchéité entre les hydrocarbures et le sol.

Cond. Sols 4. §1. Chaque réservoir est identifié par sa plaquette constructeur (estampille sur le réservoir) et comporte en plus une plaque d'identification "exploitant" inaltérable, bien visible et clairement lisible, fixée à proximité de son orifice de remplissage, où sont indiqués :

- Le numéro interne du réservoir dans l'établissement ;
- Le volume du réservoir exprimé en litres ou m^3 ;
- Le produit que contient le réservoir ;
- Les signaux de danger.

§2. Si l'orifice de remplissage du réservoir est délocalisé, le réservoir est équipé d'une plaquette de rappel « exploitant » bien visible et permettant de lier sans équivoque le réservoir à son orifice de remplissage.

§3. En outre, les mesures sont prises pour empêcher l'accès du public aux orifices de remplissage.

Cond. Sols 5. Pour chaque réservoir, l'exploitant dispose :

- D'une déclaration de conformité avec la norme, signée par le constructeur ;
- D'un certificat établi par le constructeur du réservoir.

L'exploitant ne peut accepter que des réservoirs pourvus de l'estampille appliquée par le constructeur.

Cond. Sols 6. La stabilité et la fixation des réservoirs enterrés, doivent être assurées en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions ou des tassements différentiels ne puissent en provoquer la rupture.

Cond. Sols 7. Des dispositions sont prises pour que les réservoirs soient protégés contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules ou aux dépôts de charges au-dessus de ceux-ci.

Cond. Sols 8. Les dispositions sont prises pour permettre aux véhicules de sécurité d'accéder aisément à l'ensemble des installations.

Cond. Sols 9. Les ouvertures de locaux techniques sont à 5 m minimum des points d'accès et de manipulation des hydrocarbures.

Cond. Sols 10. Une protection cathodique des parties métalliques des réservoirs et des tuyauteries en contact avec le sol ou le sous-sol environnant est installée

Cond. Sols 11. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 12-285-2. Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée pour autant qu'elle fournisse un niveau de protection environnementale équivalent à la norme précitée ou à sa dernière révision.

Cond. Sols 12. Ces réservoirs présentent un revêtement intérieur en époxy. Ils présentent également un point bas et un système de purge par le dessus du réservoir. Celui-ci est constitué d'une conduite placée à l'intérieur du réservoir qui s'étend du point bas vers un point haut, où elle est munie d'un raccord destiné à la mise en place d'une pompe à main afin d'évacuer l'eau et les impuretés accumulées au point bas.

Cond. Sols 13. Le soutirage s'effectue par le haut du réservoir. Il ne doit exister aucun point de soutirage en partie basse du réservoir.

Cond. Sols 14. §1^{er} Les réservoirs sont mono produit ou munis d'un compartiment intermédiaire vide et étanche.

§2. Chaque réservoir est pourvu, entre autres :

- D'une plaque indiquant le numéro de référence du réservoir placée de manière visible ;
- D'un tuyau d'évent qui empêche toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur de celui-ci ;
- D'une tuyauterie de remplissage, elle-même pourvue d'un dispositif destiné à couper automatiquement l'alimentation en hydrocarbure lorsque le réservoir est rempli à 98 % - au plus - de sa capacité nominale. Le complément permet la vidange du contenu de la tuyauterie de dépotage

Réservoirs enterrés

Cond. Sols 15. Chaque réservoir est construit conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 12.285-1 pour réservoirs en acier fabriqués en atelier - Partie 1 : « Réservoirs horizontaux cylindriques à simple et double paroi pour le stockage enterré de liquides inflammables et non-inflammables polluant l'eau ».

Tout autre type de réservoir est accepté pour autant qu'il soit reconnu équivalent par l'Administration.

Implantation des réservoirs

Cond. Sols 16. Pour assurer une double étanchéité entre les hydrocarbures liquides et le sol, les réservoirs enterrés sont à double paroi et équipés d'un système permanent de détection de fuite.

Cond. Sols 17. Chaque réservoir est transporté, installé et raccordé conformément aux prescriptions des normes suivantes dans leur version en vigueur à la date de mise en place ou à leur dernière révision :

- NBN I 03-002 pour réservoirs cylindriques horizontaux en acier pour hydrocarbures liquides ($55^{\circ}\text{C} < \text{Point d'éclair} \leq 100^{\circ}\text{C}$) d'une capacité de 0.5 à 250 m³. Transport, mise en place et raccordement.

- NBN I 03-003 pour réservoirs cylindriques horizontaux en acier pour hydrocarbures liquides ($\leq 55^{\circ}\text{C}$) d'une capacité de 0.5 à 250 m³. Transport, mise en place et raccordement.

ou par toute autre code de bonne pratique équivalent reconnu par l'Administration.

Cond. Sols 18. Les matériaux de remblai et de remplissage qui sont en contact avec le réservoir sont de nature et de dimension telle qu'ils ne puissent endommager ou corroder les parois des réservoirs et des tuyauteries.

Cond. Sols 19. Les réservoirs enterrés sous la projection verticale d'un bâtiment sont interdits. Une situation sous auvent n'est pas considérée comme telle.

Cond. Sols 20. Des dispositions sont prises pour que les réservoirs soient protégés contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules ou aux dépôts de charges au-dessus de ceux-ci.

Cond. Sols 21. Les parois des réservoirs enterrés directement dans le sol sont situées à une distance horizontale minimale de :

- Deux mètres par rapport à un mur d'immeuble ;
- Trois mètres par rapport à la limite de propriété et par rapport à la voie publique.

La distance minimale entre deux réservoirs est au minimum de 0,5 mètre.

Équipements annexes

Cond. Sols 22. Les équipements de la station d'avitaillement doivent être construits et installés suivant des normes belges ou étrangères d'un niveau de sécurité équivalent ou à défaut, suivant un code de bonne pratique d'un niveau de sécurité reconnu par l'administration.

Tuyauteries

Cond. Sols 23. Toute tuyauterie non accessible doit être placée :

- Soit dans une rigole remplie d'un matériau drainant inerte. Cette rigole sera en pente continue vers un dispositif étanche de recueil des hydrocarbures. Le fond et les parois latérales de la rigole doivent être imperméables ;
- Soit dans une enceinte de confinement imperméable, lorsque la tuyauterie est sous pression, cette enceinte sera munie d'un système de détection des fuites d'hydrocarbures couplé avec une alarme sonore et visuelle à l'attention du préposé de la station.

Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par tout autre système présentant un niveau de protection équivalent contre la corrosion.

Toute autre technique est acceptée pour autant qu'elle présente un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration.

Cond. Sols 24. Le sens d'écoulement du carburant est matérialisée sur les tuyauteries visibles, elles également marquées selon le code d'identification international - API/IP 1542 -.

Cond. Sols 25. Les dispositions nécessaires sont prises pour que les tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage des véhicules.

Cond. Sols 26. Les orifices de remplissage se trouvent à l'air libre, dans un endroit bien ventilé et à au moins 3 mètres de toute cave et de la limite de propriété. Les orifices de remplissage placés dans une enceinte de protection ou dans une cuvette de rétention sont réputés à l'air libre.

Cond. Sols 27. Sans préjudice d'autres dispositions légales, chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre à au moins 4 mètres au-dessus du sol, en un endroit visible par le préposé au remplissage et est placé à 3 mètres au moins de toute ouverture de bâtiment ainsi que des limites du terrain de l'exploitation. La tuyauterie d'évent ne peut déboucher dans une cour intérieure fermée

L'orifice du tuyau d'évent ne peut être placé en dessous d'éléments de construction comme par exemple une saillie de toiture. L'orifice du tuyau d'évent est muni d'un treillis coupe-flamme.

Cond. Sols 28. Cet événement est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur du réservoir. Sa section est supérieure ou égale au quart de la section de la tuyauterie de remplissage.

Cond. Sols 29. Les événements des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des hydrocarbures non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs sont indépendants ou isolés des événements soumis aux dispositions de récupération des vapeurs, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.

Systèmes de détection de fuite

Cond. Sols 30. Les systèmes de détection de fuite des réservoirs, ou de ses tuyauteries le cas échéant, sont de classe I selon la norme NBN EN 13160-1 et conforme à la norme NBN EN 13160-2.

Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du responsable et/ou du personnel de la station d'avitaillement.

Cond. Sols 31. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont et doivent rester accessibles en vue de permettre le contrôle de la fonctionnalité complète du système.

Dispositifs anti-débordement

Cond. Sols 32. Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le réservoir est rempli à 98 % - au plus - de sa capacité nominale. Le complément permet la vidange du contenu de la tuyauterie de dépotage.

Ce dispositif est conforme à la norme NBN EN 13616 relative aux limiteurs de remplissage pour les réservoirs statiques pour carburants pétroliers liquides - Partie 2 - dans sa dernière version en vigueur le jour de sa mise en place ou tout autre système équivalent reconnu par l'Administration.

Cond. Sols 34. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du dispositif anti-débordement lorsque le remplissage peut se faire sous pression. Il est exclu de faire subir au dispositif anti-débordement des pressions supérieures à la pression maximale de service.

Cond. Sols 35. Lors de chaque remplissage du réservoir fixe, le camion-citerne est raccordé au dispositif anti-débordement si celui-ci le requiert pour être pleinement fonctionnel.

Dispositifs de jaugeage

Cond. Sols 36. §1. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu et de sa latte de jaugeage.

Ce dispositif est indépendant du dispositif anti-débordement mentionné ci-dessus.

Le jaugeage s'effectue par la partie supérieure des réservoirs.

§2. Si l'opération se fait par latte de jaugeage, celle-ci est en métal. Son extrémité est munie d'un élément robuste et souple, en caoutchouc de nitrile, ou matériau qui présente la même résistance aux hydrocarbures liquides, destiné à prévenir toute dégradation de la paroi intérieure du réservoir.

§3. Si l'opération se fait par jaugeage permanent, elle s'effectue au moyen d'une jauge pneumatique, d'une jauge à flotteur, d'une jauge électronique avec cadran indicateur ou tout autre système équivalent. Chacun de ces dispositifs est gradué en litres, en pourcentage ou dispose d'une table de conversion.

Distributeurs de carburants

Cond. Sols 37. Les distributeurs de carburant sont placés sur des îlots conçus de manière à minimiser les risques de contact avec des véhicules conduits normalement.

Les îlots sont placés à une distance minimale de 3 mètres des limites de propriété.

Cond. Sols 38. Les distributeurs de carburant sont d'un type agréé par les pouvoirs publics.

Cond. Sols 39. Les trémies des distributeurs sont imperméables et drainées vers un séparateur d'hydrocarbures.

Cond. Sols 40. La ligne de distribution est équipée d'un unique clapet anti-retour au plus près de l'inlet de la pompe.

Cond. Sols 41. Les flexibles de distribution sont homologués pour l'aviation (NF EN 1361 ou API/IP 1529 de type C ou leur dernière révision).

Cond. Sols 42. Les pistolets de distribution sont munis d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Cond. Sols 43. Les codes couleurs des pistolets de distribution sont respectés. En cas de distribution de carburants JET A-1 et AFGAS, les distributeurs sont distants de 5 m minimum.

Cond. Sols 44. Quand le distributeur est équipé d'un dispositif de récupération des COV - Stage II -, celui-ci comporte l'affichage de son numéro de série et de son facteur de correction.

Aires d'avitaillement et aires de dépotage

Cond. Sols 45. Les opérations d'avitaillement des véhicules sont effectuées sur l'aire d'avitaillement imperméable et aménagée de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels et reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Cond. Sols 46. Une aire étanche de dépotage de minimum 4 mètres sur 3 est aménagée autour des orifices de remplissage des réservoirs fixes, de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels d'hydrocarbures. Cette aire est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

L'aire de dépotage et l'aire d'avitaillement peuvent être confondues.

Cond. Sols 47. Lors du dépotage des réservoirs fixes, le camion-citerne doit se placer à l'intérieur des limites de propriété et le collecteur de connexion du camion-citerne doit se positionner au-dessus de l'aire étanche.

Cond. Sols 48. Les bouches de dépotage sont équipées de bouchons étanches et cadénassés. Elles sont également équipées d'une plaquette d'identification du limiteur de remplissage.

Cond. Sols 49. L'orifice de dépotage du réservoir ou de la canalisation est équipé d'un dispositif à vis ou équivalent permettant d'assurer l'étanchéité de la connexion entre le réservoir et le camion-citerne.

Cond. Sols 50. Sur les aires étanches, les bouches d'égout ou toutes autres ouvertures vers un autre espace que le séparateur d'hydrocarbures sont interdites sauf pour répondre à des nécessités d'exploitation et moyennant le placement d'un dispositif assurant l'étanchéité aux liquides et aux gaz.

PREVENTION DES ACCIDENTS ET INCENDIES

Cond. Sols 51. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Ces mesures et équipements couvrent notamment les domaines suivants :

- Construction, compartimentage et agencement des locaux et bâtiments, y compris les chaufferies, installations de chauffage, ventilation et conditionnement d'air ;
- Moyens d'évacuation des personnes présentes dans l'établissement et organisation à mettre en place pour garantir la sécurité des personnes en cas d'incendie, en ce compris les moyens et l'organisation de l'évacuation des personnes à mobilité réduite ;
- Accès des services de secours aux différents secteurs, bâtiments et locaux de l'établissement ;
- Implantation des parties de l'établissement présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, notamment les dépôts de matières combustibles et de solvants ;
- Mesures propres à garantir le maintien sous contrôle des eaux d'extinction lorsque des hydrocarbures présents dans l'établissement ou risquant d'être générés en cas d'incendie sont tels que leur présence dans les eaux d'extinction peut constituer une menace importante pour l'environnement ;
- Définition, choix, implantation et maintien en bon état des moyens de prévention, détection, alerte, alarme et lutte contre les incendies et explosions ;
- Formation du personnel à la lutte contre les incendies ;
- Définition de la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment en ce qui concerne les visiteurs et le public présent.

Cond. Sols 52. L'exploitant prend les précautions indispensables, indiquées par les circonstances pour :

- *Prévenir les incendies et explosions ;*
- *Combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie qui présente un risque pour le public ou l'environnement ;*
- *En cas d'incendie :*
 - *Donner l'alerte et l'alarme ;*
 - *Assurer la sécurité du public présent dans l'établissement et, si nécessaire, pourvoir à son évacuation rapide et sans danger, en ce compris l'évacuation des personnes à mobilité réduite ;*
 - *Avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie et le fonctionnaire technique chargé de la surveillance.*

Cond. Sols 53. *Le matériel prévu pour la gestion des accidents et incendies est prêt à l'emploi, judicieusement disposé, bien signalé et facile à atteindre. Il est efficacement protégé contre le gel.*

Cond. Sols 54. *L'exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.*

Cond. Sols 55. *Le personnel de l'établissement a connaissance du système d'alerte d'incendie ainsi que du maintien des appareils extincteurs.*

Cond. Sols 56. *L'aire de ravitaillement est maintenue propre, débarrassée de tout chiffon ou déchet imprégné de liquides, de tous matériaux ou substances combustibles.*

Cond. Sols 57. *L'interdiction du feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les lieux de l'établissement, tant sur la face extérieure des portes qu'à l'intérieur des locaux où le danger d'incendie est présent et en particulier sur chaque distributeur de carburant et le cas échéant, sur la clôture.*

L'interdiction d'utiliser son GSM est également affichée sur chaque distributeur de carburant.

Cond. Sols 58. *L'interdiction de procéder au ravitaillement de véhicules sans avoir au préalable arrêté le moteur est visiblement affichée sur chaque distributeur de carburant.*

Cond. Sols 59. *Les distributeurs de carburant sont pourvus de dispositifs automatiques assurant leur arrêt en cas d'incendie. Un autre système peut être mis en place s'il présente une sécurité équivalente.*

Au moins un interrupteur général mettant hors tension tous les distributeurs de carburant se trouvant en un endroit facilement accessible par le préposé.

Un tel autre interrupteur, de type « coup de poing », est placé à l'extérieur, bien signalé et facilement accessible aux tiers.

Cond. Sols 60. *Sans préjudice des dispositions réglementaires, les zones dangereuses en raison d'un risque d'explosion dû à une atmosphère gazeuse explosive font l'objet d'un plan de zonage et les installations situées dans les zones dangereuses doivent répondre aux prescriptions techniques imposées dans ces zones par le règlement général pour les installations électriques*

Cond. Sols 61. *Les câbles électriques entrant dans le local d'exploitation doivent passer par une chambre coupe-gaz empêchant les gaz d'hydrocarbures d'entrer via les canalisations électriques à l'intérieur du bâtiment.*

D'autres techniques visant à empêcher le passage des gaz sont acceptables si elles garantissent un niveau de sécurité suffisant.

CONTRÔLE

Contrôles périodiques

Cond. Sols 62. Des contrôles périodiques sont réalisés par un expert agréé dans la discipline « installations de stockage », désigné par l'exploitant.

Contrôle annuel limité

Cond. Sols 63. Un contrôle annuel basé sur les informations du rapport précédent et sur l'état général de l'installation est réalisé par ledit expert agréé et comporte au minimum :

- La vérification documentaire :
 - Des éventuelles non-conformités mentionnées dans le contrôle précédent,
 - De l'échéance du permis d'environnement,
 - De l'échéance du dernier contrôle d'étanchéité des réservoirs et équipements annexes,
 - De la présence du plan de zonage.
- L'examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation :
 - Réservoirs, vannes, canalisations, distributeurs, stage I...,
 - Pictogrammes, identifications...,
 - Aires de remplissage et de ravitaillement,
 - Encuvements,
 - Séparateur hydrocarbures...,
 - Etc.
- Le contrôle du bon fonctionnement :
 - Du système de détection des fuites,
 - Du dispositif de sécurité contre les débordements pour autant que celui-ci ne soit pas de type mécanique,
 - De(des) l'arrêt(s) coup de poing,
 - Du séparateur d'hydrocarbures,
 - De la protection cathodique,
 - Etc.

Contrôle général

Cond. Sols 64. Un contrôle général est effectué tous les dix ans par ledit expert en installations de stockage et compétent en matière de corrosion chimique. Il comprend en plus des contrôles annuels :

- Une épreuve d'étanchéité des réservoirs et de leurs équipements annexes conformes aux dispositions légales en vigueur ;

- Une inspection générale de l'installation d'épuration, préalablement vidangée. Les points à contrôler sont les suivants :
 - L'étanchéité de l'installation ;
 - L'état structurel ;
 - Les revêtements internes, si existants ;
 - L'état des parties intégrées ;
 - La vérification du réglage du dispositif automatique d'obturation, par exemple des flotteurs.

Contrôles d'étanchéité ponctuels (hors contrôles périodiques)

Cond. Sols 65. Suite à une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes, ou avant la remise en service d'un réservoir à la suite d'une neutralisation temporaire à l'eau ou d'une réparation, un contrôle d'étanchéité est effectué par un expert agréé en installation de stockage, avant la remise en service de l'installation concernée.

Cond. Sols 66. Quand le système de détection de fuites permanent d'un réservoir se met en alarme, et que cette alarme ne peut s'expliquer par un défaut technique, l'exploitant fait procéder à un contrôle d'étanchéité complet. L'expert agréé en installation de stockage doit se prononcer sur l'étanchéité des 2 parois du réservoir.

En cas de détection de fuites sur un réservoir compartimenté, le compartiment concerné est vidé et soumis à un contrôle d'étanchéité après les travaux de réparation et avant la remise en service. Les autres compartiments du réservoir sont soumis à un contrôle d'étanchéité dans la période d'un mois suivant la remise en service du compartiment à l'origine de la fuite.

Défaut d'étanchéité

Cond. Sols 67. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir ou à un équipement annexe, et que ce défaut d'étanchéité entraîne ou est susceptible d'entraîner un danger en matière d'environnement ou de sécurité, l'exploitant doit immédiatement prendre des mesures pour éliminer ou réduire le risque, ce qui peut impliquer de devoir vider le réservoir.

L'exploitant se conforme, notamment, aux dispositions du décret du 1^e mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

L'expert en installation de stockage formule des recommandations, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour que l'installation ou la partie de l'installation concernée soit mise hors service.

L'exploitant respecte les recommandations formulées par l'expert en installation de stockage,

Une plaquette de couleur rouge est apposée à l'orifice de remplissage du réservoir concerné.

Si le réservoir n'est pas réparé, il est mis hors service.

Mise hors service définitive du réservoir

Cond. Sols 68. § 1er Le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les équipements annexes, dont les tuyauteries associées à ce réservoir sont vidés, démontés et évacués. Les résidus de nettoyage, déchets dangereux, sont évacués par un transporteur/collecteur agréés qui délivre un certificat d'évacuation et élimination de ceux-ci.

S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent.

§ 2 *L'exploitant communique au Département du sol et des déchets une étude d'orientation dans un délai de 3 mois à dater de la mise hors service de ce réservoir, si celui-ci a fait l'objet d'une plaquette rouge.*

Certificat de contrôle

Cond. Sols 69. §1. *Les tests et vérifications visés par les présentes conditions donnent lieu à la rédaction d'un certificat qui est remis à l'exploitant. Celui-ci tient l'ensemble de ces certificats à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.*

§ 2. *A la suite des tests et vérifications visés au paragraphe 1^{er}, une plaquette visible, lisible, infalsifiable, indélébile et résistante aux hydrocarbures est solidement fixée et validée par un plombage à proximité de l'orifice de remplissage, où apparaissent l'identification du réservoir, les coordonnées de l'expert en installations de stockage, la date du contrôle, l'échéance du prochain contrôle.*

Sur la base des constatations, le certificat et la plaquette sont de couleur :

- 1° verte si le réservoir et ses équipements annexes sont étanches et si la station d'avitaillement est conforme aux présentes conditions. Le certificat reprend la mention : " Station d'avitaillement conforme ".

Un certificat vert peut également être délivré si l'expert en installation de stockage constate des anomalies ou des manquements mineurs nécessitant réparation, ou bien des défauts à surveiller, mais sans qu'une inspection complémentaire ne soit demandée avant le prochain contrôle annuel. Dans ce cas, le certificat reprend la mention : " défauts ou manquements donnant lieu à réparation, sans inspection complémentaire ".

- 2° orange si le réservoir ou ses équipements annexes ne présente aucun défaut d'étanchéité susceptible d'entraîner un danger en matière d'environnement ou de sécurité mais que des manquements administratifs ou non-conformités aux présentes conditions ont été constatés et qu'il doit y être remédié dans les 6 mois.

L'installation est dans ce cas soumise à une inspection complémentaire avant le prochain contrôle annuel.

Le certificat reprend la mention : " défauts ou manquements donnant lieu à réparation, et inspection complémentaire ".

- 3° rouge si, en matière d'environnement ou de sécurité, l'état d'un ou de plusieurs éléments ou des manquements aux présentes conditions sont de nature telle que l'installation concernée n'est plus autorisée à rester en service. C'est notamment le cas si le permis d'environnement n'est plus valide ou si un dispositif anti-débordement n'est pas fonctionnel.

Le certificat reprend la mention : " exploitation interdite "

Les plaquettes de couleur sont placées le jour même du contrôle.

§3. *Seuls les réservoirs pourvus d'une plaquette verte peuvent être remplis et exploités.*

Les réservoirs munis d'une plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période transitoire de six mois maximums non renouvelable. Ce délai est destiné à la mise en ordre des non-conformités ou manquements constatés. Les réservoirs portant une plaquette rouge ne peuvent plus être remplis.

L'absence de plaquette ou une plaquette dont le délai est dépassé équivaut à une plaquette rouge.

V. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION RELATIVES AUX ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

CHAPITRE I^{er}. Généralités

Cond. Air 1. *Les installations sont conçues, implantées et équipées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage tels que les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations.*

Cond. Air 2. *Il est fait usage des techniques appropriées aux circonstances pour éliminer, des rejets à l'atmosphère, toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une incommodité par sa nature et/ou par les quantités rejetées.*

Cond. Air 3. *Le cas échéant, les gaz chargés de matières susceptibles de polluer l'environnement sont captés au plus près de la source d'émission et conduits vers une installation d'épuration adaptée à la nature des effluents rejetés.*

Cond. Air 4. *L'exploitant veille au fonctionnement correct et au bon entretien des installations éventuelles d'épuration et d'évacuation ainsi que des appareillages de régulation, de mesure et de contrôle dont elles sont équipées.*

Cond. Air 5. *L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits et matières utilisées en vue d'assurer la protection de la qualité de l'air ambiant, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.*

Cond. Air 6. *Les rejets quelconques d'effluents gazeux à l'atmosphère se font à une hauteur, une température, une vitesse et dans des conditions (degré de dilution, localisation ou orientation des conduits et des cheminées d'évacuation par rapport aux propriétés voisines, etc.) qui garantissent une dispersion efficace, en toutes circonstances, des polluants résiduels.*

Cond. Air 7. *L'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation en vue des mesures de contrôles. Ces ouvertures sont réalisées conformément à la procédure CWEA (Compendium Wallon des méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse) qui décrit les aménagements des conduits industriels nécessaires à la réalisation des contrôles à l'émission dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. Ces ouvertures, ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à pouvoir effectuer ces mesures en toute sécurité et sans préavis.*

CHAPITRE II. Exploitation - Limitations

Section 1 - Chaudières ≤ 400 kW

Cond. Air 8. *L'exploitant se conforme aux dispositions présentes dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau*

chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2011, et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014.

Cond. Air 9. Pour les chaudières alimentées en combustibles liquides ou gazeux dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 400 kW, l'exploitant veille :

- À ce que celles-ci respectent les niveaux d'émission de CO et de NOx définis dans l'arrêté royal du 08 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2009 ;
- À ce que celles-ci respectent les exigences de rendement définies dans l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

Section 2 – Récupération des vapeurs d'AVGAS pendant le chargement

Cond. Air 10. Les vapeurs générées par le versement de l'AVGAS dans la cuve de stockage sur site sont renvoyées dans le réservoir mobile qui livre l'AVGAS au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. Lors de cette opération, un dispositif est mis en place afin que ces vapeurs ne s'évacuent pas par l'évent de la cuve de stockage. Les opérations de chargement ne peuvent être effectuées avant que ces dispositifs ne soient en place et fonctionnent correctement.

CHAPITRE III. Contrôles

Cond. Air 11. Les opérations de contrôles sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964 relative à la prévention de la pollution atmosphérique suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée et avec des appareils de mesures conformes aux principes des meilleures techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.

Cond. Air 12. La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode doivent être adaptées à la valeur limite d'émission, au niveau d'odeur ou au débit d'odeur correspondant à la substance à mesurer. La plage de mesure se situera au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur, niveau ou débit fixé dans l'autorisation, sauf cas particulier.

Cond. Air 13. La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

Cond. Air 14. Le point de mesure doit être facile d'accès, conçu et choisi de telle façon qu'il soit possible d'effectuer une analyse à l'émission représentative des rejets de l'installation.

Cond. Air 15. Sans préjudice des régimes de contrôle, les émissions de tous les polluants et des nuisances olfactives pour lesquels des limites à l'émission sont fixées dans l'acte d'autorisation sont mesurées au moins une fois après modification de 25 % de la capacité de l'installation ou après toute modification du système d'épuration.

Cond. Air 16. Les mesures destinées à déterminer les émissions doivent être effectuées et les résultats doivent être exprimés de manière telle qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel (hors période de démarrage ou d'arrêt).

Cond. Air 17. Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans et doivent être disponibles sur simple demande des autorités chargées de la surveillance.

Cond. Air 18. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme non respectées si les résultats des mesures réalisées, diminués de l'incertitude de la méthode de mesure, sont supérieurs aux valeurs limites d'émission. Dans les autres cas, elles sont considérées comme respectées. Lorsque l'incertitude de la méthode de mesure n'est pas connue, c'est le résultat de la mesure qui est comparé à la valeur limite d'émission.

Cond. RA 19. Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si ce dépassement est :

- Inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois ;
- Compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois ;
- Supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

VI. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION RELATIVES A LA COMMUNICATION ET LA CONCERTATION

VI.1 Comité d'accompagnement

La composition du comité d'accompagnement sera la suivante, outre les conseillers en environnement et/ou urbanisme des communes représentées qui sont membres de plein droit :

- Un représentant des administrations communales ou des collèges communaux de Cerfontaine et Froidchapelle ;
- Deux représentants de la population de ces mêmes communes ainsi que d'experts ou de représentants d'associations qu'ils invitent, en concertation avec le Président ;
- Un représentant du fonctionnaire technique de première instance ;
- Un représentant du fonctionnaire délégué de première instance ;
- Deux représentants de l'exploitant, dont l'exploitant lui-même (administrateur délégué) :

Le comité d'accompagnement tient sa première réunion d'organisation, telle que prévue par l'article D. 29-27 du code de l'Environnement, avant la fin du mois d'octobre 2024. Il se réunira au minimum une fois par an.

Conformément à l'article D.29-26 du Code de l'Environnement, le Comité peut être présidé par un membre du Comité ou par un représentant du service qui en assure le secrétariat.

Conformément à l'article D.29-27 du Code de l'environnement, le président du Comité établit le procès-verbal de chacun des réunions du comité d'accompagnement.

VI.2 Communication

L'exploitant affiche à l'entrée de l'établissement, de manière claire, lisible et permanente, un numéro de téléphone et une adresse électronique de messagerie permettant de le contacter si nécessaire. Il conserve durant au moins 5 ans les échanges de courriels en lien avec des plaintes de riverains.

Article 7. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Article 8. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le **04 juillet 2044** en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et d'un permis d'urbanisme pour ce qui concerne les dépôts extérieurs. Hormis pour les dépôts extérieurs, le présent permis est accordé pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme ;

Article 9. Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les 3 ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46. Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1er, du décret ce délai commence à courir à partir :

- a. du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2, du décret ;
- b. du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7, du décret.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le délai de mise en œuvre du permis est prorogé pour une période de cinq ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée ;

Article 10. Le présent permis est frappé de caducité si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives ;

Article 11. Le demandeur est tenu :

- a. de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- b. de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- c. de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées aux articles D.146 et D.162 du Code de l'environnement ;
- d. de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point b ;
- e. de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- f. d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- g. d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les 10 jours de son prononcé sauf cas de force majeure ;
- h. de remettre en état le site, en fin d'exploitation conformément à l'article 1^{er}, 13° du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- i. de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 12. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 :

- a. qui ne consiste pas en un déplacement de l'établissement ;
- b. qui n'entraîne pas l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;
- c. qui n'est pas de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement ;
- d. qui n'augmente pas le nombre d'animaux faisant l'objet du permis ou si cet accroissement n'est pas de nature à porter atteinte au bien-être des animaux ;

- e. qui affecte le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par le demandeur dans **un registre de modification**.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, le demandeur envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Consigner au registre des modifications d'un établissement autorisé par permis d'environnement » ;

Article 13. Si l'établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire de ce permis, l'exploitant cédant ou ses ayants droit et l'exploitant cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente c'est-à-dire au Gouvernement wallon. A cette occasion, le cessionnaire confirme par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, quand le permis impose une sûreté, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Changer l'exploitant d'un établissement autorisé par permis d'environnement » ;

Article 14. En cas de destruction partielle ou totale de l'établissement, l'exploitant doit saisir l'autorité compétente pour qu'elle décide si un nouveau permis doit être sollicité pour tout ou partie de l'établissement ;

Article 15. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Code de l'environnement ;

Article 16. Mention du présent arrêté est faite au registre dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel ;

Article 17. Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'État contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'État, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision ;

Article 18. Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet ;

Article 19. La décision est notifiée :

En expédition conforme selon les dispositions de l'article 176 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au

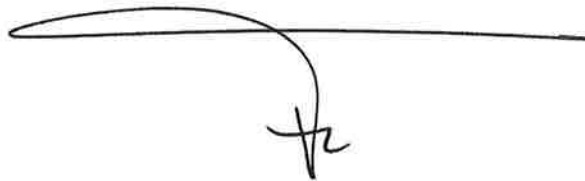
- + Demandeur : SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS, Avenue des Dessus de LIVES 8 à 5101 NAMUR (Loyers) ;
- + Requéant : Bruno VINCENT, Rue de Martinsart n° 34 à 6440 FROIDCHAPELLE ;
- + Requéant : Philippe DELIMOY et consorts, Rue du Champ de la Truie n° 20 à 6440 FROIDCHAPELLE ;
- + Requéant : Thérèse JOURNEE et consorts, Rue du Champ de la Truie n° 20 à 6440 FROIDCHAPELLE ;
- + Fonctionnaire technique du SPW ARNE – DPA – Direction extérieure de NAMUR - LUXEMBOURG, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
- + Fonctionnaire délégué du SPW TLPE - DATU - Direction de Namur - Urbanisme, Place Léopold n° 3 à 5000 NAMUR ;
- + Collège communal de la Commune de Cerfontaine, Place de l'Eglise n° 5 à 5630 CERFONTAINE ;
- + Collège communal de la Commune de Froidchapelle, Place Albert 1er n° 38 à 6440 FROIDCHAPELLE ;
- + SPW ARNE - DPC – Direction extérieure de NAMUR - LUXEMBOURG, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR.

En copie libre et par pli ordinaire, ou par courrier électronique aux instances d'avis consultées :

- + MOB - SPF Mobilité et transports, Rue du Progrès n° 56 à 1210 ST-JOSSE-TEN-NOODE ;
- + SPW ARNE - DRCB - Direction du Développement rural - Ciney, Rue des Champs Elysées n° 12 à 5590 CINEY ;
- + SPW ARNE - Direction de Namur du Département de la Nature et des Forêts, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
- + SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- + SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux de surface, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;

- + Agence Wallonne de l'Air et du Climat, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- + BOFAS - fonds d'assainissement des sols des stations-service, Avenue Jules Bordet n° 166 à 1140 EVERE ;
- + SPW ARNE - DSD - Direction de l'Assainissement des Sols, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- + SPW MI - DEI - Département de l'Exploitation des Infrastructures, Boulevard du Nord n° 8 à 5000 NAMUR ;
- + Fonctionnaire délégué du SPW TLPE - DATU - Direction juridique, des Recours et du Contentieux, Rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 NAMUR (Jambes),
- + SPW ARNE – Département du Sol et des Déchets, Avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

NAMUR, le **23 JUL. 2024**

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal line with a loop at the end, and a vertical line extending downwards from the loop, ending in a small 'r' shape.

François DESQUESNES

ANNEXES :

- ANNEXE 1 : Plans d'implantation (3) et plans d'égouttage (2)
- ANNEXE 2 : Plans de l'abri de jardin (2)
- ANNEXE 3 : Avis de la zone de secours DINAPHI daté du 15/01/2024



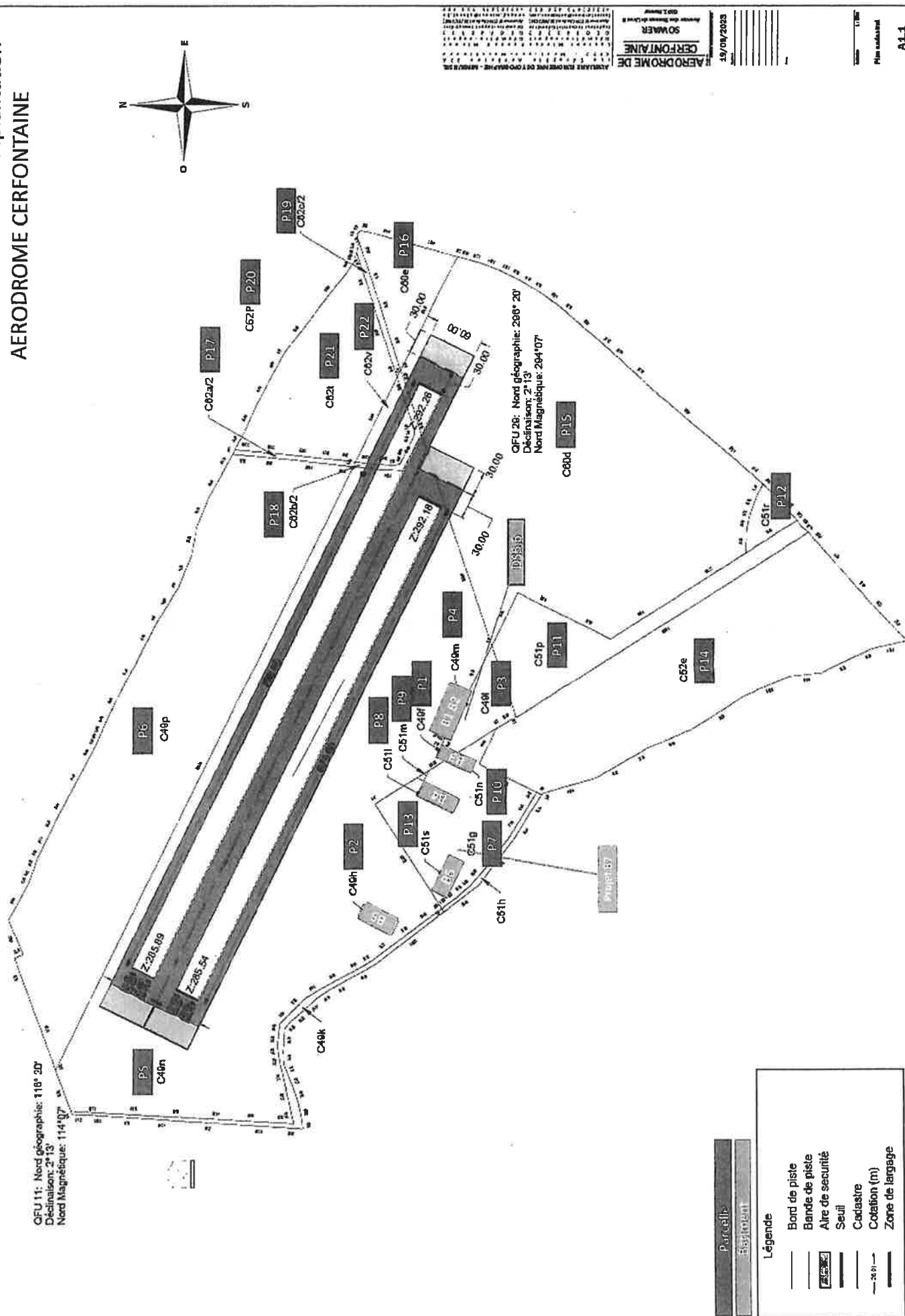
Permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale,
ULM, activités vélivoles et parachutisme)

Exploitant : SOWAER

ANNEXE 1.

Plans d'implantation (3) et plans d'égouttage (2)

Annexe 4.1 – Plan d'implantation AERODROME CERFONTAINE



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60
 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88
 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114
 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140
 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168
 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196
 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224
 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252
 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280
 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308
 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336
 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364
 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392
 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420
 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448
 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476
 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504
 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532
 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560
 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588
 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616
 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644
 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672
 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700
 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728
 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756
 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784
 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812
 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840
 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868
 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896
 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924
 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952
 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980
 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007
 1008 1009 1010 1011

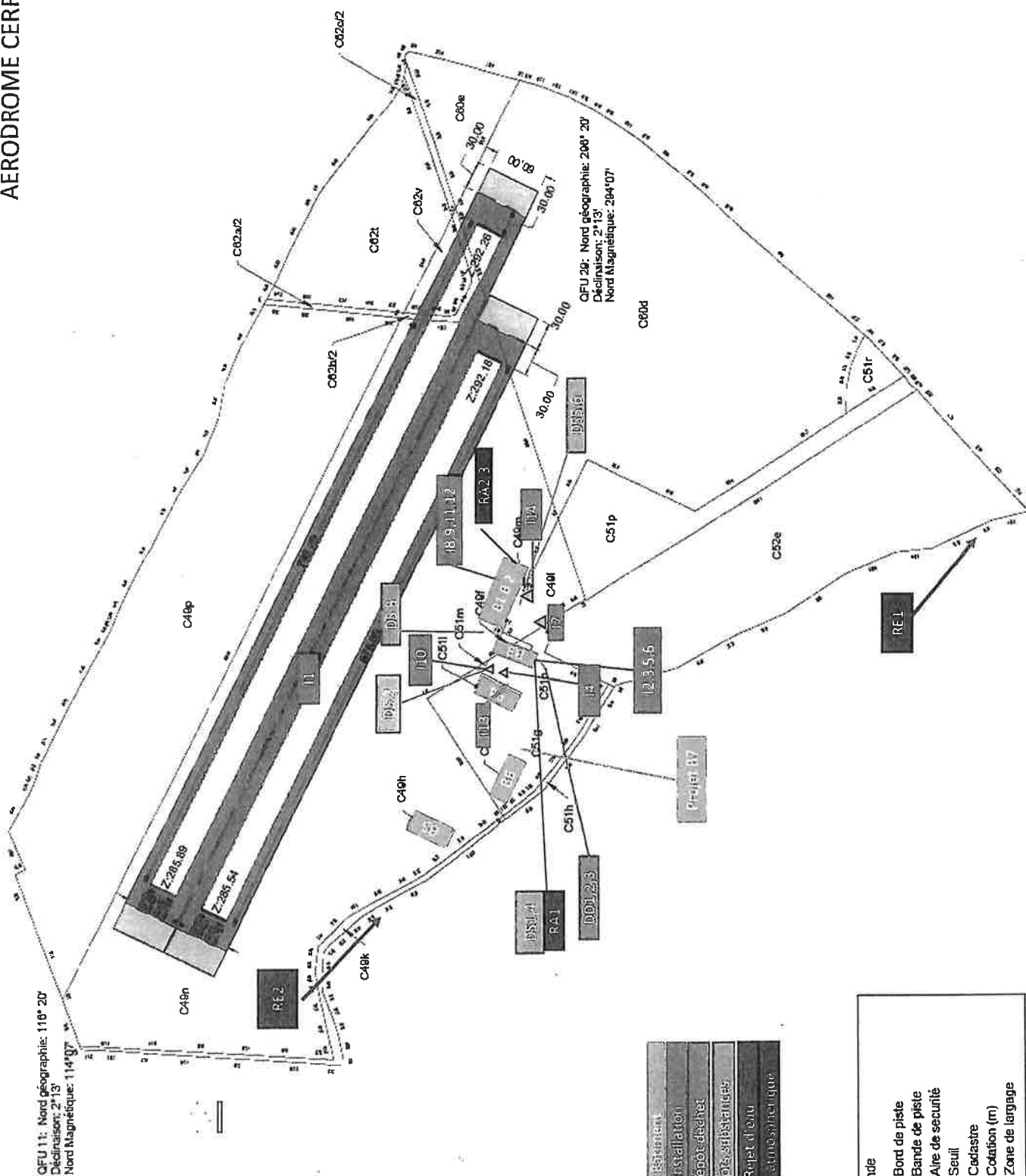
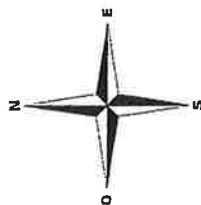
CERFONTAINE
 SOWAER
 Avenue des Bourgeois de Louvain 11
 1050 T. 1900

49/08/2023

311

Prüfungstermin

89-1




QFU 11: Nord géographique: 116° 20'
Déclinaison: 2° 13'
Nord Magnétique: 114° 07'

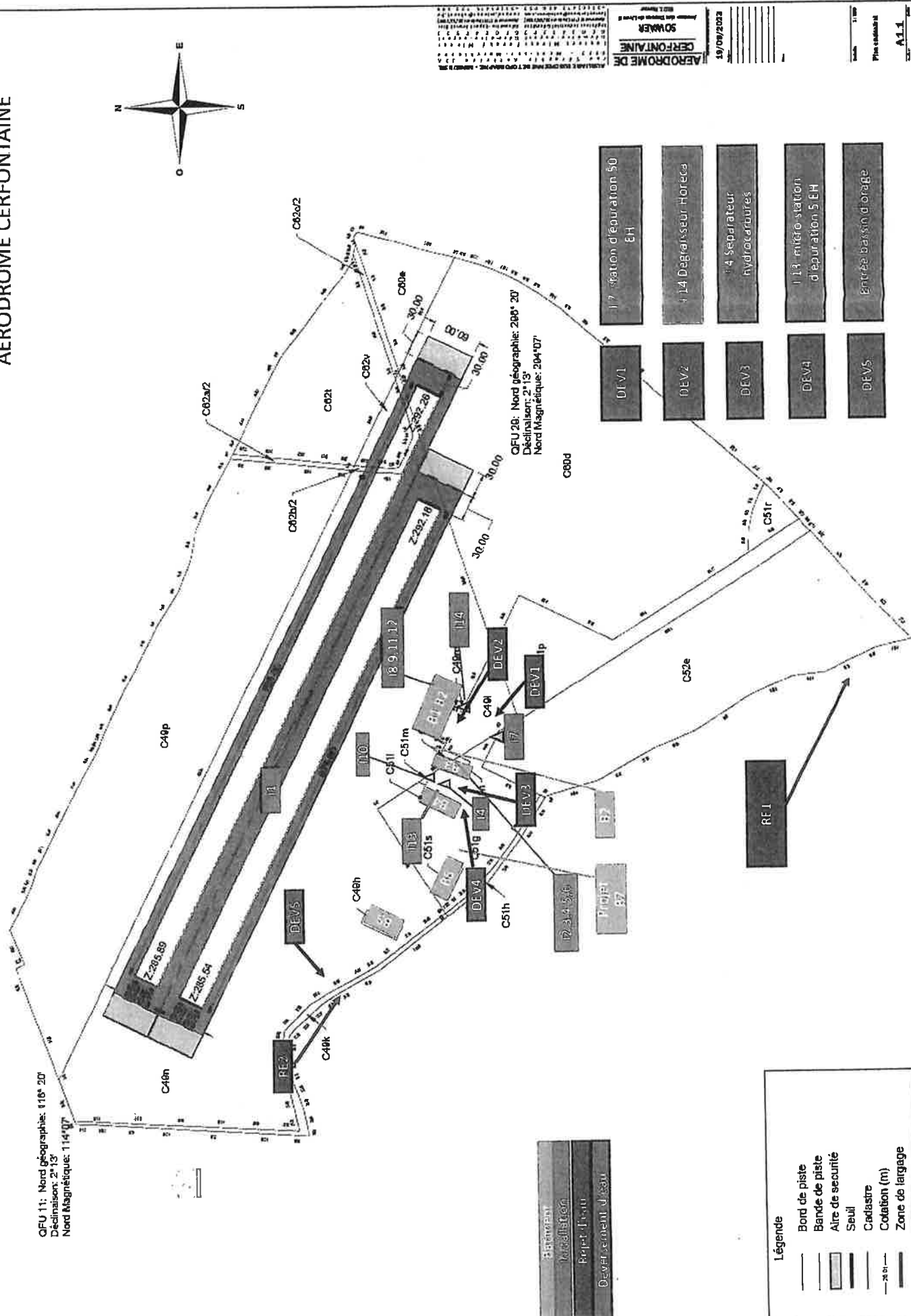
QFU 29: Nord géographique: 208° 20'
Déclinaison: 2° 13'
Nord Magnétique: 204° 07'

Régiment
Installation
Dépôt de déchets
Dépôts, substances
Rejet d'eau
Rejet atmosphérique

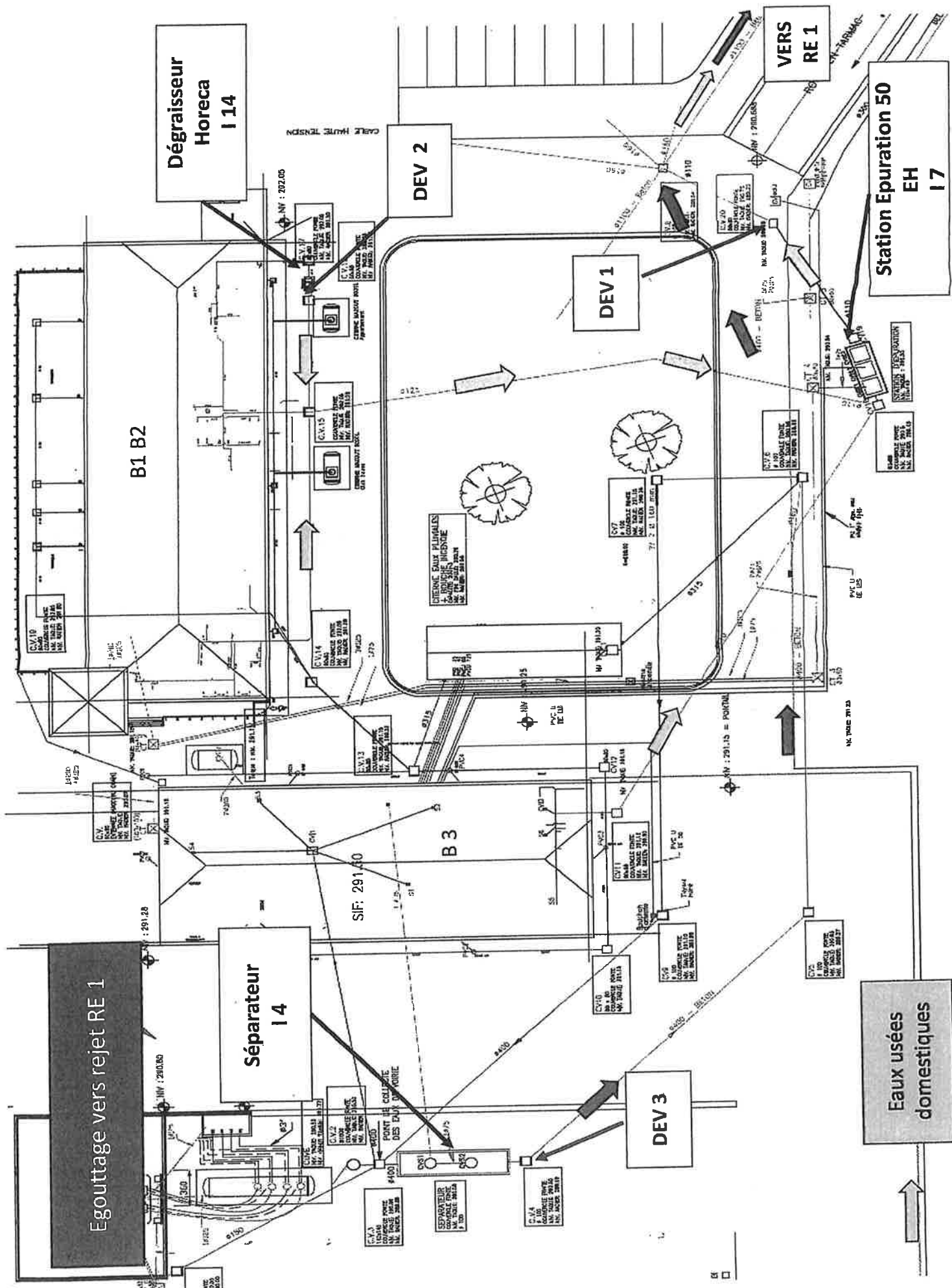
Légende

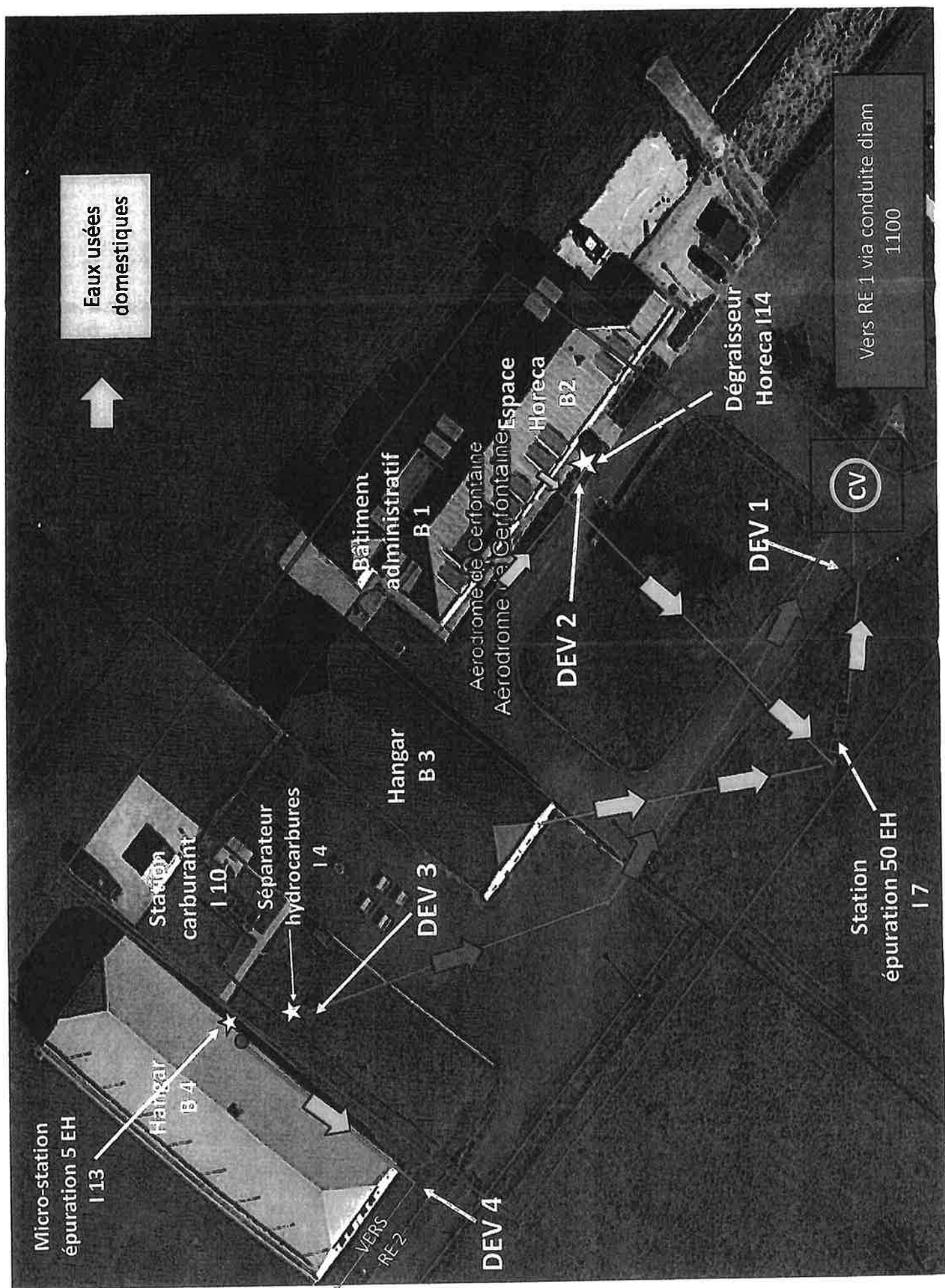
_____ Bord de piste
 _____ Bande de piste
 Aire de sécurité
 _____ Seuil
 _____ Cadastre
 _____ Cotation (m)
 _____ Zone de largage

Annexe 4.3 – Plan d’implantation AERODROME CERFONTAINE



AERODROME DE
 CERFONTAINE
 SOUS-RENTIER
 19/09/2023
 Plan cadastre
 A1.1





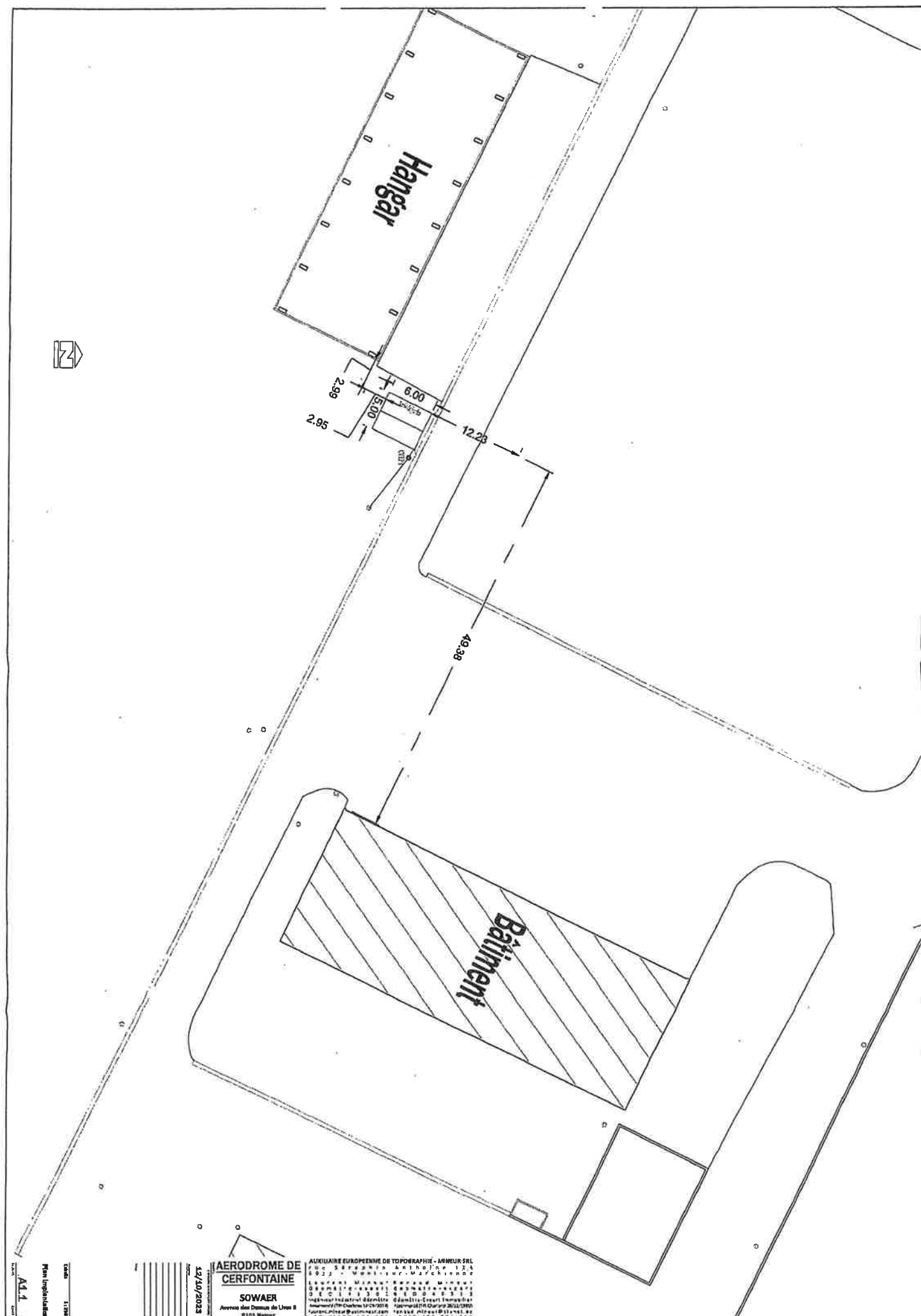


**Permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale,
ULM, activités vélivoles et parachutisme)**

Exploitant : SOWAER

ANNEXE 2.

Plans de l'abri de jardin (2)





Permis unique pour maintenir en activité l'aérodrome de Cerfontaine (aviation générale,
ULM, activités vélivoles et parachutisme)

Exploitant : SOWAER

ANNEXE 3.

**Avis de la zone de secours DINAPHI daté du
15/01/2024**



Mr le Bourgmestre Christophe
BOMBLED

Administration Communale de
CERFONTAINE
5630 CERFONTAINE

Rue de Dinant, 146
B – 5570 BEAURAING

Direction EXPERTISE – Service Prévention

Agent traitant : Anne-Gaëlle Materne
Tél. : +32 84 21 99 96
Fax : +32 84 21 99 99
@ : anne-gaëlle.materne@zsdinaphi.be

Réf. Dinaphi	
Transmis le :	22 JAN. 2024
Retour le :	

Objet : Rapport de prévention
V/Ref :

Monsieur le Bourgmestre,

Nous vous prions de trouver en pièce jointe le rapport de prévention favorable relatif à la demande de permis d'urbanisme pour le Centre aéronautique de Cerfontaine.

Nous vous remercions de bien vouloir en transmettre un exemplaire dûment daté et signé aux différents bénéficiaires et de nous retourner l'original contresigné.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Bourgmestre, en l'expression de nos salutations les meilleures.

Po Col. Alain LALLEMAND
Commandant de zone





Rue de DINANT, 146
B - 5 570 BEAURAING

Direction de l'expertise

Tél : + 32 84 21 99 95
Fax : + 32 84 21 99 99
@ : prevention@zsdinaphi.be

Monsieur Le Bourgmestre,
Christophe BOMBLED
Administration Communale
de et à
B - 5 630 CERFONTAINE

Cadre réservé à la zone de secours	
Reçu le :	
Réf. Dinaphi	2024 - 00219
Transmis au bourgmestre le :	22 JAN. 2024
Retour du bourgmestre le :	
Expédié le :	

BEAURAING, le 15 janvier 2024.

Agent traitant : Major LEONARD Vincent.

N. Réf. : 1010.17 - 2 à rappeler dans toute correspondance.

V. Réf. :

Objet : Aérodrome de Cerfontaine

Mission : Permis d'urbanisme - Rapport de prévention

Destination : Tourisme - Centre aéronautique

Description : Renouvellement du permis d'environnement.

Demandeur : SOWAER S.A. Avenue des Dessus de Lèves 8 5101 Loyers

Situation : Route des Lacs 50 5630 Cerfontaine

Conditions d'accès : A ± 2 km du poste de secours de CERFONTAINE.

Visite(s) : 12 janvier 2024

Ressources en eau : Réseau public, réserve sur place (citerne).

Documents : attestations de conformité des équipements.

Réglementation d'application et/ou consultée pour base de références :

Général

- Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ;
- Art.135 §2-5^e Nouvelle Loi Communale ;
- Code de bonne pratique et expérience professionnelle en la matière ;
- A.R. du 07 juillet 1994 modifié par l'AR du 07 décembre 2016 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ; annexes 1 & annexe 2/1, bâtiments bas.
- Règlement Général des Installations électriques (RGIE) ;



- Règlement Européen sur les produits de construction 305/2011 du 9 mars 2011 ;
- Décision européenne 96/603/CE transposée en A.M. du 21 novembre 2012 établissant la liste des produits de construction appartenant aux classes de réaction A1 et A1fl ;
- Décision européenne 2000/553/CE transposée en A.M. du 21 novembre 2012 établissant la liste des revêtements de toitures pouvant être considérés comme répondant aux exigences de performances vis-à-vis d'un incendie extérieur ;

Ressources en eau d'extinction des incendies

- Article 23 de l'Arrêté Royal du 08 novembre 1967 et les Circulaires Ministérielles du 14 octobre 1975, du 6 mars 1978 et du 9 mars 1982 concernant les ressources en eau pour l'extinction des incendies ;

Logement

- Arrêté du Gouvernement Wallon du 21 octobre 2004 relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements ;

Bien-être au travail

- Arrêté royal du 28 mars 2014 relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail (M.B. 23 avril 2014)
- Code du bien-être au travail – Livre III ;
- Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT) ;
- Loi du 04 août 1996 relative au bien-être au travail ainsi qu'à l'ensemble de ses arrêtés (codex) ;
- Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.) - Titre II - Dispositions générales concernant l'hygiène du travail ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs - Articles 40bis, 43, 52, 53, 54 ter et 63bis ;
- Arrêté Royal du 17/06/97 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail ;
- Arrêté royal du 26 mars 2003 concernant le bien-être des travailleurs susceptibles d'être exposés aux risques présentés par les atmosphères explosives (M.B. 05 mai 2003, Ed. 2).

Culte

- Décret du 18 mai 2017 (M.B. 16 juin 2017) relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Divers

- Projet de Règlement de Police relatif à la protection contre l'incendie dans les immeubles, locaux et lieux accessibles au public établi par l'Union des Villes et des Communes ;
- Arrêté Royal du 13/03/1998 relatif aux dépôts de liquides inflammables ;
- Arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le Décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement ;
- Arrêté Royal du 13 mars 1998 relatif au stockage de liquides extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables et combustibles ;
- Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoir fixes ;

Permis d'environnement, rapport de prévention incendie.

A. Constatations.

Monsieur le Bourgmestre,

Une(des) visite(s) de contrôle aux installations reprises sous rubrique a(ont) été effectuée(s) ce(s) vendredi 12 janvier 2024 en compagnie du représentant de l'exploitant, de cette(ces) visite(s), il apparaît que les manquements relatifs aux installations afin de garantir un niveau de sécurité suffisant pour la protection des personnes, du complexe et des biens ont été satisfaits.

Les prescriptions établies ci-dessous sont fondées sur base de la visite et sont rédigées en tenant compte exclusivement des informations communiquées à propos d'une situation existante. Elles peuvent être éventuellement remises en cause ou complétées sur base d'éléments non portés à notre connaissance. Seuls les éléments qui sont renseignés lors de la visite ont été contrôlés ; les éléments pour lesquels il existe des exigences dans la réglementation et dont il n'est pas fait mention dans les plans sont supposés y satisfaire.

A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

Le présent rapport respecte les dispositions suivantes :

- La note-cadre Prévention incendie - Organisation de la prévention incendie dans les Zones de Secours.
- L'Arrêté Royal du 19 décembre 2014 fixant l'organisation de la prévention incendie dans les Zones de Secours.
- La circulaire ministérielle relative au rapport de prévention incendie et à la mission d'avis par les Zones de Secours.

Les dispositions suivantes énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- a) prévenir la naissance d'un incendie,
- b) assurer la sécurité des personnes,
- c) faciliter l'intervention des Services d'incendie et / ou de secours.

A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

Description : Le présent dossier concerne un bâtiment de type bas (< 10 m)

La réglementation d'application se rapporte aux bâtiments existants.

*On entend par « bâtiments existants » :

- les bâtiments élevés et moyens, pour lesquels la demande de permis de bâtir a été introduite avant le 26 mai 1995 ;
- les bâtiments bas pour lesquels la demande de permis de bâtir a été introduite avant le 1^{er} janvier 1998.

**Extrait des normes de base article 1.*

Les éléments de texte repris en « italique » sont extraits des textes légaux.

En ce qui concerne les bâtiments à l'exclusion des hangars industriels :

Domaine d'application.

La présente annexe est applicable aux bâtiments suivants à construire et aux extensions suivantes de bâtiments existants, pour lesquels la demande de construction est introduite après le 31 décembre 1997 et avant le 1^{er} décembre 2012 :

1. les bâtiments bas;

2. les extensions de bâtiments qui après la réalisation forment un bâtiment bas;

3. les locaux ou parties de bâtiments bas dans lesquels il y a une activité industrielle et dont la superficie totale est inférieure ou égale à 500 m², aux conditions suivantes :

- *dans le bâtiment il y a principalement des activités non industrielles et la superficie totale des locaux avec activité industrielle est plus petite que la superficie du reste du bâtiment;*
- *les activités industrielles dans ces locaux sont des activités de soutien des activités non industrielles du même compartiment;*
- *il n'y a pas de locaux à occupation nocturne dans le compartiment où il y a des activités industrielles*

1.2.1 *Sont cependant exclus du champ d'application de la présente annexe :*

- 1. Les bâtiments industriels ;*
- 2. les bâtiments ayant au maximum deux niveaux et une superficie totale inférieure ou égale à 100 m² ;*
- 3. les maisons unifamiliales*

Le complexe est constitué de : - bâtiment de conception traditionnelle et industrielle réparti sur 1 à 2 niveaux sans sous-sol, combles non aménagés séparés par planchers béton.

Le complexe comprend 1 logement à entrée distincte et séparée.

La répartition des locaux au sein du bâtiment est la suivante :

Sous-sol : /

Rez-de-chaussée : cafétéria avec cuisine et dépendance, salle accessible au public, bureaux, sanitaires, réserves.

1^{er} étage : tour de contrôle, bureaux, appartement séparé.

1. Implantation, chemins d'accès. conforme.

1.1. Chemins d'accès.

L'immeuble doit être accessible, en permanence, aux véhicules de secours.

Pour les bâtiments à un seul niveau, les véhicules des services de secours doivent parvenir au moins jusqu'à 60 m d'une façade du bâtiment.

Pour les bâtiments à plus d'un niveau, les véhicules des services de secours doivent pouvoir atteindre, en un point au moins, une façade donnant accès à chaque niveau en des endroits reconnaissables.

Constatations :

- accès direct en façade(s) avant, latérale et arrière.
- au moins deux façades sont accessibles aux véhicules de secours.
- un dispositif de type « passe pompier » est placé et localisé.
- l'accès aux véhicules de secours est conforme.

2. Compartimentage et évacuation. conforme.

2.1. Compartimentage.

- chaque bâtiment forme un compartiment de performance EI 60 par rapport aux bâtiments voisins.

- le logement forme un compartiment de performance EI 60.

2.2. Evacuation des compartiments

2.2.1. Nombre de sorties

Chaque compartiment est desservi par :

- deux sorties

2.2.2. Les sorties.

Les sorties sont situées dans des zones opposées du compartiment.

Les chemins d'évacuation mènent :

- vers l'extérieur
- vers des escaliers

3. Eléments de construction. conforme.

3.1. Traversée des parois.

La traversée des parois par des conduites de fluides ou d'électricité et les joints de dilatation ne peuvent altérer le degré de résistance au feu exigé pour l'élément de construction concerné.

Recommandation.

Les dispositions de l'annexe 7 des normes de base : « Prescriptions communes », chapitre 1er, sont d'application.

3.2. Eléments structuraux.

Les éléments structuraux présentent :

- a) une résistance au feu de catégorie R 30 pour les bâtiments d'un niveau. Cette prescription n'est pas d'application pour la toiture si elle est séparée du reste du bâtiment par un élément de construction EI 30.
- b) pour les bâtiments de plus d'un niveau : R 60 au-dessus du niveau Ei. La structure de la toiture présente une stabilité au feu R 30. Cette prescription n'est pas d'application pour la toiture si elle est séparée du reste du bâtiment par un élément de construction EI 30.

Ei : niveau le plus bas d'évacuation.

La couverture de toiture présente une réaction au feu de type B(roof)t1.

3.3. Parois verticales et portes intérieures.

- pour les parois et les portes limitant des compartiments se référer au tableau ci-après :

	Parois
Au-dessus de Ei Un niveau	Ei 30
Plusieurs niveaux	Ei 60
En-dessous de Ei y compris le plancher de Ei	Ei 60

Ei : niveau le plus bas d'évacuation.

- pour les parois et les portes limitant des chemins d'évacuation.

- les parois verticales intérieures éventuelles des chemins d'évacuation présentent Ei 30 et les portes y donnant accès présentent Ei 30.

3.3.1. Portes résistant au feu (Rf)

On entend par « porte coupe-feu ou porte résistant au feu » le bloc-porte dans son intégralité, ce qui comprend notamment l'ensemble : la feuille de porte, l'hublot, l'ébrasement, son mode de placement, notamment le resserrage et tout élément constituant le bloc-porte. Le bloc-porte doit répondre en outre aux critères d'étanchéité aux flammes (E) et d'isolation thermique (I).

- les blocs - portes font l'objet d'un procès-verbal de placement.

- la conformité des blocs-portes résistants au feu et le placement de ces blocs-portes seront contrôlés par l'Institut de Sécurité Incendie Belge (ISIB asbl) ou par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits et de personnes par BELAC ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du Règlement européen (CE) n°765/2008, ou être en mesure de démontrer qu'il satisfait aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065.

- tous renseignements utiles peuvent être fournis, entre autres, par l'Institut de Sécurité Incendie Belge (ISIB asbl).

www.isibfire.be

Recommandation :

Outre leur dispositif de fermeture automatique obligatoire, les portes résistantes au feu devront être équipées, sur chacune de leur face, d'un panneau reprenant les termes suivants :

PORTE COUPE-FEU
Ne pas bloquer en position ouverte !

ou,

PORTE COUPE-FEU sollicitée à la fermeture en cas d'incendie Ne pas entraver le mouvement !

Il n'y a pas de couleur imposée mais le lettrage sera contrasté par rapport au fond du panneau. Le cadre formant contour de l'ensemble aura une longueur minimale de 20cm. Les lettres de la ligne supérieure auront une hauteur minimale de 14mm.

ATTENTION AUX CONDITIONS DE PLACEMENT DES PORTES COUPE FEU

Le nouveau contexte réglementaire trouve son application dans les normes suivantes :

- normes d'essais série EN 1634 (EN 1634-1 : 2014 partie 1, EN 1634-3 : 2005 partie 3, NBN EN 13501 et 13501-2

1) Le type de document de référence qui peut servir de base au placement de portes est l'agrément " Bénor / ATG " (sur base de la norme NBN 713-020 et les spécifications techniques unifiées STS 53) concerné par le type de porte et non une fiche technique d'une cloison pleine en plaque de plâtre...

2) Les portes hors standard (2015mm X 730mm-...), donc sur mesure, devront être accompagnées du bon de livraison (et pas de commande) fourni par le fabricant.

3) Les portes résistantes au feu peuvent être placées par un menuisier certifié par l'I.S.I.B. (L'institut de sécurité incendie disposant d'une accréditation BELAC) ou à défaut, elles peuvent être réceptionnées par un organisme accrédité.

A défaut, sur base de l'art 1 §2 de l'AR du 13 juin 2007, le placeur des portes résistantes au feu doit nous fournir une déclaration écrite qui atteste que les portes ont été placées conformément aux conditions de placement sur la base desquelles elles ont obtenu leur classement en matière de résistance au feu. Le placeur doit préciser la référence du document (P.V. d'essai ou document A.T.G.) qui définit ces conditions de placement.

4) L'attestation de placement ou de contrôle sera fournie au Service de Prévention incendie de la zone de secours. La certification est alors contractuellement obligatoire (et non légalement au sens du respect de l'AR des Normes de bases – Prévention incendie)

5) Les portes R.F. à placer devront être conformes à la NBN 713-020 ou aux normes européennes d'application (notamment la NBN EN 1634-1 et la NBN EN 13501-2 en ce qui concerne la résistance au feu), et devront être pourvues du label BENOR/ATG ou CE, accompagné d'une attestation de placement délivrée par un placeur éventuellement certifié par l'I.S.I.B. (www.isibfire.be). Les portes R.F. placées par les placeurs certifiés devront porter le numéro d'identification de ceux-ci. Ce numéro devra être apposé sur le vantail de la porte.

6) Les portes résistantes au feu peuvent être contrôlées par un organisme accrédité du SPF économie, PME, classes moyennes et énergie.

3.4. Plafonds et faux plafonds.

Dans les chemins d'évacuation, les locaux accessibles au public et les cuisines collectives, les faux-plafonds présentent EI 30 (a → b), EI 30 (b → a) ou EI 30 (a ↔ b) selon NBN EN 13501-2 et NBN EN 1364-2 ou présentent une stabilité au feu de ½ h selon la norme NBN 713-020.

L'espace entre le plafond et le faux-plafond est divisé par le prolongement de toutes les parois verticales pour lesquelles une résistance au feu est requise.

Si l'espace entre le plafond et le faux-plafond n'est pas équipé d'une installation d'extinction automatique, il doit être divisé par des cloisonnements verticaux E 30 de façon à former des volumes dont la surface en plan s'inscrit dans un carré ne dépassant pas 25 m de côté.

3.5. Réaction au feu des matériaux de construction (annexe 5 des normes de base)**.

En règle générale, les matériaux de construction utilisés auront les caractéristiques suivantes :

Les exigences en matière de réaction au feu applicables aux produits utilisés pour les revêtements de parois verticales, de plafonds et de sols dans les locaux présentant un risque d'incendie accru en raison de leur utilisation sont indiquées dans le tableau I.

		B.E.	B.M.	B.B.
Locaux techniques, parkings, salles des machines, gaines techniques	Parois verticales	A2-s3, d2	A2-s3, d2	A2-s3, d2
	Plafonds et faux-plafonds	A2-s3, d0**	A2-s3, d0**	A2-s3, d0**
	Sols	A2 _{fl} -s2	A2 _{fl} -s2	A2 _{fl} -s2
	Isolation thermique des conduits*	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***
Cabines d'ascenseur	Parois verticales	C-s2, d2	C-s2, d2	E-d2
	Plafonds	C-s2, d2	C-s2, d2	E-d2
	Sols	C _{fl} -s2	C _{fl} -s2	E _{fl}
Cuisines	Parois verticales	A2-s3, d2	A2-s3, d2	A2-s3, d2
	Plafonds	A2-s3, d0	A2-s3, d0	A2-s3, d0
	Sols	B _{fl} -s2	B _{fl} -s2	B _{fl} -s2
	Isolation thermique des conduits*	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***	C ₁ -s3, d2 C-s3, d2***
B.E. bâtiments élevés B.M. bâtiments moyens B.B. bâtiments bas * sauf conduits d'air ** d2 dans locaux ≤ 30 m² *** pour conduits > 300 mm				

TABEAU I : LOCAUX PRESENTANT UN RISQUE D'INCENDIE ACCRUI EN RAISON DE LEUR UTILISATION

Les exigences en matière de réaction au feu applicables aux produits utilisés pour les revêtements de parois verticales, de plafonds et de sols dans les locaux sont indiquées dans le tableau II

type		1			2 et 3		
		B.E.	B.M.	B.B.	B.E.	B.M.	B.B.
Salles	Parois verticales	B-s1, d2	B-s1, d2	B-s1, d2	C-s2, d2	C-s2, d2	C-s2, d2
	Plafonds et faux-plafonds	B-s1, d0	B-s1, d0	B-s1, d0	C-s2, d0	C-s2, d0	C-s2, d0
	Sols	B _n -s1	B _n -s1	B _n -s1	C _n -s2	C _n -s2	C _n -s2
Tous les autres locaux	Parois verticales	C-s2, d2	C-s2, d2	C-s2, d2	D-s3, d2	E-d2	E-d2
	Plafonds et faux-plafonds	C-s2, d1	C-s2, d1	C-s2, d1	D-s3, d1**	E**	E**
	Sols	C _n -s1	C _n -s1	C _n -s1	D _n -s2	E _n	E _n

B.E. bâtiments élevés
 B.M. bâtiments moyens
 B.B. bâtiments bas
 ** d2 dans locaux $\leq 30 \text{ m}^2$

TABLEAU II : LOCAUX

		B.E.	B.M.		B.B.				
type	1	2 et 3	2	3		2		3	
				Hor.	Vert.	Hor.	Vert.	Hor.	Vert.
Parois verticales	A2-s1, d1	B-s1, d2	B-s1, d2	C-s2, d2	B-s2, d2	C-s2, d2	B-s1, d2	D-s3, d2	C-s3, d2
Plafonds et faux plafonds	A2-s1, d0	B-s1, d0	B-s1, d0	C-s2, d0	B-s2, d0	C-s2, d0	B-s1, d0	D-s3, d0	C-s3, d0
Sols	A _n -s1	B _n -s1	B _n -s1	C _n -s1	B _n -s1	C _n -s1	B _n -s1	D _n -s2	C _n -s2

B.E. bâtiments élevés
 B.M. bâtiments moyens
 B.B. bâtiments bas
 Hor. les chemins d'évacuation qui ne sont pas au niveau d'évacuation
 Vert. cages d'escalier, (y compris les sas, les paliers et les escaliers) et le chemin d'évacuation au niveau d'évacuation, à partir des cages d'escalier jusqu'à l'extérieur du bâtiment.

TABLEAU III : EXIGENCES EN MATIERE DE REACTION AU FEU DANS LES CHEMINS D'EVACUATION ET CAGES D'ESCALIER

type	B.E.		B.M.			B.B.			
	1	2 et 3	2	3		2		3	
				Hor.	Vert.	Hor.	Vert.	Hor.	Vert.
Parois verticales	B-s1, d2	B-s1, d2	C-s1, d2	C-s2, d2	C-s2, d2	D-s2, d2	C-s1, d2	D-s3, d2	D-s3, d2
Plafonds et faux plafonds	B-s1, d0	B-s1, d0	C-s1, d0	C-s2, d0	C-s2, d0	D-s2, d0	C-s1, d0	D-s3, d0	D-s3, d0
Soles	B _n -s1	B _n -s1	C _n -s1	C _n -s1	C _n -s1	D _n -s1	C _n -s1	D _n -s2	D _n -s2
B.E. bâtiments élevés B.M. bâtiments moyens B.B. bâtiments bas Hor. les chemins d'évacuation qui ne sont pas au niveau d'évacuation Vert. les cages d'escalier, (c à d les sas, les pailers et les escaliers) et le chemin d'évacuation au niveau d'évacuation, à partir des cages d'escalier jusqu'à l'extérieur du bâtiment.									

TABLEAU IV
EXIGENCES EN MATIERE DE REACTION AU FEU DANS LES CHEMINS D'EVACUATION ET CAGES D'ESCALIER, AVEC DETECTION INCENDIE

Pour la décoration des locaux, l'insonorisation ou l'isolation thermique, seule l'utilisation de matériaux incombustibles (A0) ou difficilement inflammables (A1) soit par nature, soit du fait de leur traitement ou leur mode d'application sera autorisée.

L'utilisation, à l'intérieur des bâtiments, de matières ou produits dont la décomposition pyrogène pourrait donner lieu à des dégagements toxiques (polystyrène expansé, mousse de polyuréthane, etc....) est interdite.

** à adapter en fonction du type et de la destination du bâtiment.

4. Construction du bâtiment et espaces d'évacuation. conforme.

4.1. Compartiments. (parois)

Les parois entre compartiments présentent au moins la résistance au feu des éléments structuraux.

La communication entre deux compartiments n'est autorisée qu'au moyen d'une porte EI₁ 30 sollicitée à la fermeture ou d'une porte EI₁ 30 à fermeture automatique en cas d'incendie.

	Parois
Au-dessus de Ei	
Un niveau	EI 30
Plusieurs niveaux	EI 60
En-dessous de Ei	
y compris le plancher de Ei	EI 60

^aEi : niveau le plus bas d'évacuation.

Chaque local à risques est séparé des autres locaux par des parois (murs, planchers, plafonds) résistant au feu de classe EI 60, équipé d'un bloc porte résistant au feu de classe EI₁ 30 sollicité à la fermeture ou sollicité à la fermeture en cas d'incendie (FAI).

Locaux concernés :

- cuisine,
- chaufferie,
- stockage,

Le logement forme un compartiment résistant au feu de classe EI 60 équipé d'un bloc porte résistant au feu de classe EI₁ 30 sollicité à la fermeture ou sollicité à la fermeture en cas d'incendie.

4.2. Evacuation :

L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des voies d'évacuation, des sorties, doivent permettre une évacuation rapide et facile des personnes.

Les voies d'évacuations sont libres en permanence, correctement éclairées et matérialisées par les pictogrammes adéquats.

Le point de rassemblement sera judicieusement localisé afin de ne pas entraver les opérations de secours et sera correctement matérialisé.

4.3. Prescriptions d'occupation.

Pour les lieux accessibles au public, on considère un taux d'occupation de 1 personne par 3 m².

Pour les lieux non accessibles au public, on considère un taux d'occupation de 1 personne par 10 m².

4.4. Issues :

Toutes les issues doivent donner directement ou indirectement sur la voie publique.

Ces dernières ne pourront en aucun cas être fermées ou verrouillées lors de l'occupation des locaux.

4.4.1. Largeur des issues :

La largeur utile de passage des issues est de minimum 0.80 m.

La largeur des issues est de 1 cm par personne avec un minimum de 80 cm, cette valeur sera multipliée par 1.25 en cas d'escalier descendant et par 1.50 en cas d'escalier montant.

4.4.2. Portes (d'évacuation) :

Les portes se trouvant dans les voies d'évacuation s'ouvrent dans le sens de l'évacuation ou dans les deux sens.

Portes coulissantes :

Le dispositif est muni d'un équipement de type « barre antipanique » ou d'un bouton poussoir de type « vitre à briser », ces derniers permettront une ouverture directe des portes, et ce même en cas

de coupure d'alimentation électrique normale. (Prévoir un système d'accumulateurs ou équivalent). Ce bouton poussoir d'urgence sera localisé à proximité directe des portes et correctement repéré par le pictogramme adéquat, lequel sera visible en permanence.

4.4.3. Signalisation, à modifier / améliorer

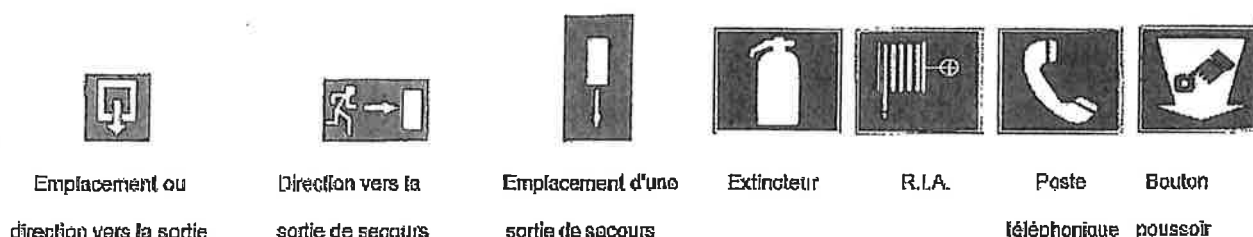
Les pictogrammes adéquats matérialiseront toutes les issues, issues de secours, les numéros d'étages, les équipements de sécurité tels que les extincteurs, robinet(s) d'incendie armé(s) (RIA), boutons poussoirs d'alerte, d'alarme, de commande d'exutoire, ... Ces pictogrammes seront placés à une hauteur d'au moins 2.00 mètres à la verticale des différents équipements et conformes à l'Arrêté Royal du 17 juin 1997.

Les plans des lieux reprenant les différents équipements de sécurité (extincteurs, dévidoirs à alimentation axiale, boutons poussoirs, commandes d'exutoire, ...), issues de secours, locaux spéciaux, ... sont affichés en permanence près des issues.

Chaque numéro de niveau sera matérialisé par un pictogramme.

La capacité du complexe sera clairement affichée.

Illustrations (à titre d'exemple) :



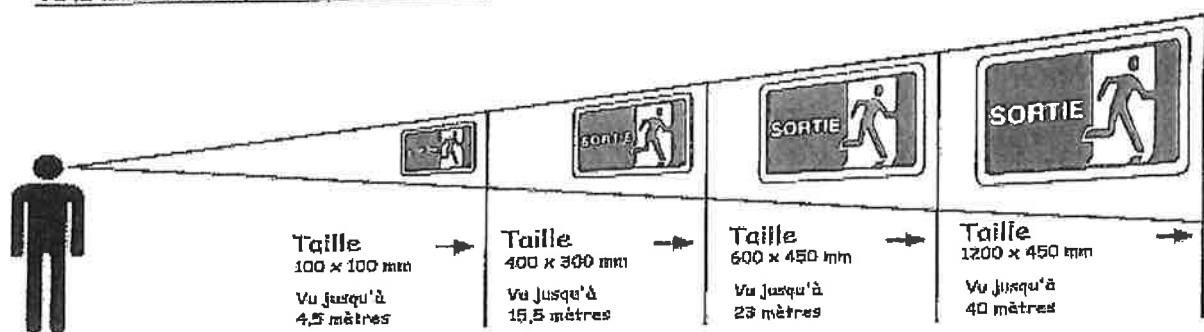
De même et conformément à l'arrêté Royal du 17 juin 1997 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, des panneaux avertissant la présence de matières comburantes, corrosives, toxiques, nocives et/ou inflammables (pictogramme noir sur fond jaune, bordure et bande noires), seront apposés sur la ou les portes d'accès des locaux contenant ces produits.



Ils seront installés à une hauteur et une position appropriée par rapport à l'angle de vue, compte tenu des obstacles, aux différents accès, ainsi qu'à différents endroits bien éclairés et visibles dans cette zone.

Les dimensions de ces panneaux doivent garantir une bonne visibilité.

Vu la taille du complexe et à titre d'exemple, dimensions des pictogrammes :



5. Locaux et espaces techniques.

conforme.

5.1. Locaux et espaces techniques.

5.1.1. Généralités.

Un local technique ou un ensemble de locaux techniques forme un compartiment. Ce compartiment peut s'étendre à plusieurs niveaux successifs.

5.1.2. Chaufferies et leurs dépendances.

5.1.2.1. Chaufferies.

Toutes les dispositions seront prises pour éviter toute surchauffe, explosion, incendie, asphyxie ou autre accident.

Leur conception et leur construction sont conformes aux prescriptions de la norme :

- NBN B 61-001 : 2019 si la puissance nominale totale est \geq à 70 kW.
- NBN B 61-002 : 2019 si la puissance nominale totale est $<$ à 70 kW.

Si la puissance calorifique utile totale des générateurs placés dans le local de chauffe est plus petite que 70 kW, ce local est considéré comme un local technique.

Les chaufferies et leurs dépendances peuvent communiquer avec les autres parties du bâtiment par une porte résistante au feu de classe EI₁ 60 sollicitée à la fermeture ne donnant ni dans une cage d'escaliers ni sur un palier d'ascenseurs ni dans un local présentant un risque particulier.

La porte s'ouvre dans le sens de l'évacuation.

Les installations pour le stockage et la détente de gaz de pétrole liquéfié, utilisées pour le chauffage du bâtiment, sont placées en dehors du bâtiment.

Type de chauffage : chauffage central fuel

Le local de la chaufferie doit être séparé des autres locaux par des parois (murs, planchers, plafonds) résistant au feu de classe EI 60, équipé d'un bloc porte résistant au feu de classe EI₁ 30, EI₁ 60 si

voie d'évacuation sollicité à la fermeture, et sera pourvu de ventilations haute et basse distinctes. S'il tire ces ventilations d'un local contigu par le biais d'une gaine, cet accès devra être muni d'un clapet résistant au feu de classe EI₃₀. Les éventuelles grilles de ventilations seront de classe EI₃₀.

Si le système de chauffage est équipé d'un groupe de pulsion d'air, ce dernier sera mis hors circuit en cas d'incendie.

Combustible liquide : placer un extincteur automatique avec système de coupure d'alimentation en cas de déclenchement sur le brûleur de la chaudière (> 30 kW) ainsi qu'un bac de rétention des égouttures rempli de sable de Rhin sous le brûleur.

Le local chaufferie ne peut en aucun cas servir d'endroit de stockage et sera de ce fait débarrassé de tout objet.

5.1.2.2. Local de stockage de combustible :

Stockage extérieur enterré.

Les tuyauteries d'arrivée du combustible depuis le réservoir de stockage jusqu'au brûleur de la chaudière doivent être métalliques sur toute leur longueur.

La citerne de stockage de combustible sera double paroi, ou placée dans un bac de rétention, ou un cuvelage étanche, d'un volume au moins égal à la capacité du réservoir.

5.2. Salles.

Le nombre de sorties est défini comme pour les compartiments.

Concernant la construction.

- outre les prescriptions réglementaires, qui leur sont particulièrement applicables, les parois limitant ces salles ou ensemble de tels locaux présentent la même durée de résistance au feu que celle des parois d'un compartiment.

- chacune des communications pratiquées dans ces parois est fermée par une porte EI₃₀ à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

- ces portes s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

- aucun obstacle ne peut gêner la circulation vers les sorties.

5.3. Equipements et locaux spéciaux :

Concernant ce point, nous recommandons d'interdire l'accès au public des niveaux et / ou locaux de service ou locaux techniques par diverses mesures :

- un verrouillage de tous les accès à ces locaux ou niveaux.

- à ces accès, par le placement une signalisation claire et efficace composée :

a) d'une plaque reprenant les termes suivants : « accès interdit aux personnes non autorisées » ;

b) du pictogramme conforme suivant.



5.4. Risque(s) particulier(s).

L'utilisation et le stockage de bonbonne de gaz à l'intérieur du bâtiment sont strictement interdits.

Tout moyen mobile de chauffage (gaz, pétrole, canon à chaleur, ...) autre qu'électrique à résistance non apparente est strictement interdit.

Le système d'alimentation des friteuses sera équipé d'un thermocouple et/ou de tout autre équipement sollicitant la coupure de l'alimentation en cas de déclenchement du moyen fixe d'extinction.

Les poubelles seront métalliques et équipées d'un couvercle.

Les chiffons imbibés d'hydrocarbures seront stockés dans des récipients fermés hermétiquement.

Tout stockage de liquide sera sécurisé par une cuvette étanche.

Seules les quantités de produits hydrocarbures (huiles, graisse, ...) nécessaires au fonctionnement journalier de l'atelier sont autorisées à se trouver dans celui-ci.

Les outils d'oxycoupage ou équivalents (chalumeau, O₂, acétylène C₂H₂, ...) feront l'objet d'une attention particulière et seront placés à des endroits permettant de les sortir en priorité de l'atelier.

Les récipients sous pression seront attachés afin d'éviter tout risque de chute entraînant la rupture de la vanne d'arrêt.

Les batteries seront stockées dans un local compartimenté correctement ventilé.

La station-service sera pourvue des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

Le poste de chargement sera pourvu des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

L'atelier sera équipé des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

6. Equipements des immeubles. conforme.

6.1. Installations électriques de basse tension, d'éclairage et de signalisation.

Sans préjudice des textes légaux et réglementation en la matière, le Règlement général sur les installations électriques (R.G.I.E.) est d'application.

6.1.1. L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur, cette conformité fera l'objet d'un contrôle effectué par un organisme accrédité par le S.P.F. Economie.

L'attestation de conformité de l'installation électrique est conforme à la législation en vigueur et en ordre de validité.

6.1.2. Eclairage de sécurité :

- des blocs d'éclairage de sécurité conformes aux normes EN 50.172 – EN 60598.2-22 – NBN EN 1838 équiperont tous les locaux accessibles au public, toutes les issues, voies d'évacuation, chaque palier et éléments de sécurité, la chaufferie, les locaux techniques, les tableaux électriques le nécessitant, ces blocs sont conçus de manière à éclairer correctement pendant une heure au moins après toute coupure de courant, de manière à utiliser efficacement les différentes voies d'évacuation, issues et éléments de sécurité. Les pictogrammes ne pourront être apposés directement sur les blocs d'éclairage de sécurité, afin de garantir un maximum d'efficacité de cet éclairage. Les pictogrammes seront placés à proximité directe des blocs d'éclairage de sécurité.

6.2. Installations alimentées en gaz combustibles et distribués par canalisation.

Les installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air répondent à :

- la NBN D 51-001 - Chauffage central, ventilation et conditionnement d'air - Locaux pour poste

de détente de gaz naturel ;

- la NBN D 51-003 - Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations;

- la NBN D 51-004 - Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air, distribué par des canalisations. - Installations particulières.

6.3. Installations aérauliques.

S'il y a une installation aéraulique présente, cette installation doit répondre aux exigences suivantes :

6.3.1. Conception des installations.

6.3.1.1. Intégration de locaux ou espaces confinés dans des conduits.

Aucun local ou espace confiné, même sous comble ou en sous-sol, ne peut être intégré au réseau de conduits d'air, à moins de satisfaire aux prescriptions imposées aux conduits.

6.3.1.2. Utilisation des cages d'escaliers dans les circuits d'air.

Aucune cage d'escaliers ne peut servir à l'alimentation ou à l'évacuation d'air d'autres locaux.

6.3.1.3. Limitation du recyclage d'air.

L'air extrait des locaux présentant des risques particuliers d'incendie, local de stockage de produits inflammables, chaufferie, cuisine, garage, parking, poste de transformation, local d'entreposage des ordures, ne peut pas être remis en circulation et doit être évacué à l'extérieur.

L'air extrait d'autres locaux peut être :

- soit remis en circulation vers les mêmes locaux, à condition que le conduit de recyclage soit équipé d'un clapet coupe-fumée conforme au 6.7.5;
- soit pulsé dans d'autres locaux s'il sert à compenser l'évacuation d'air des systèmes d'extraction mécanique avec évacuation à l'extérieur, à condition qu'il y ait un clapet coupe-fumée supplémentaire et un système de conduits destiné à l'évacuation à l'extérieur de cet air recyclé.

Dans les deux cas, une détection de fumée doit être installée dans l'air recyclé en amont du clapet coupe-fumée. Si des fumées sont détectées dans l'air recyclé, les groupes de traitement d'air sont mis à l'arrêt, les clapets coupe-fumée sont fermés et, dans le second cas, le système de conduits destinés à l'évacuation vers l'extérieur de l'air recyclé est automatiquement ouvert et prêt à fonctionner en cas de mise en route des groupes de traitement d'air par le service d'incendie.

Les dispositions précitées (clapet coupe-fumée sur l'air recyclé et détection de fumée dans le conduit d'extraction) ne sont cependant pas requises pour les groupes de traitements d'air qui ne desservent qu'un seul local ayant un débit total inférieur ou égal à 5000 m³/h.

6.3.2. Construction des conduits d'air.

6.3.2.1. Conduits d'air dans les chemins d'évacuation.

Dans les chemins d'évacuation, ainsi que dans les gaines techniques et les endroits inaccessibles après l'achèvement du bâtiment, les conduits sont en matériaux A1 ; les produits d'isolation, leurs revêtements inclus sont au moins A2-s1, d0.

Les conduits flexibles sont au moins classe B-s1, d0 et ont une longueur maximale de 1 m.

Dans les chemins d'évacuation, les conduits d'extraction et leurs suspentes présentent une stabilité au feu d'au moins ½ h.

Cette condition est satisfaite lorsque :

- soit les conduits et leurs suspentes ont EI 30 (ho i ← o) ou EI 30 (ve i ← o) suivant qu'ils sont placés respectivement horizontalement ou verticalement ;

- soit les conduits sont suspendus de telle façon qu'ils répondent aux prescriptions suivantes :
 - suspentes en acier
 - entraxe des suspentes ≤ 1 mètre

- force par point de suspension ≤ 500 N
- tension dans les suspentes $\leq 18\text{N/mm}^2$
- la distance entre les conduits et les suspentes ≤ 5 cm
- tension de cisaillement ≤ 10 N/mm²

6.3.2.2. Conduits d'extraction de cuisines collectives.

Les conduits d'extraction de cuisines collectives sont en matériaux de la classe A1. Les conduits d'extraction situés en dehors des cuisines collectives sont

- soit placés dans des gaines dont les parois présentent EI 60;
- soit présentent EI 60 (ho l \leftrightarrow o) ou EI 60 (ve l \leftrightarrow o) suivant qu'ils sont placés respectivement horizontalement ou verticalement.

Les conduits d'extraction situés dans les cuisines collectives et leurs suspentes présentent une stabilité au feu d'au moins $\frac{1}{2}$ h.

Cette condition est satisfaite lorsque :

- soit les conduits et leur suspentes ont EI 30 (ho l \leftarrow o) ou EI 30 (ve l \leftarrow o) suivant qu'ils sont placés respectivement horizontalement ou verticalement;
- soit les conduits sont suspendus de telle façon qu'ils répondent aux prescriptions suivantes:
 - suspentes en acier
 - entraxe des suspentes ≤ 1 mètre
 - force par point de suspension ≤ 500 N
 - tension dans les suspentes $\leq 18\text{N/mm}^2$
 - la distance entre les conduits et les suspentes ≤ 5 cm
 - tension de cisaillement ≤ 10 N/mm²

6.3.3. Traversées de parois par des conduits d'air.

6.3.3.1. Généralités.

Les traversées de parois par des conduits d'air doivent en règle générale répondre au 3.1.

Cette prescription ne vaut pas pour la traversée de parois EI 30 par des conduits d'air, aux conditions suivantes :

- les conduits d'air sont en matériaux de la classe A1 sur une distance de minimum 1 m de part et d'autre de la paroi traversée;

- les conduits d'air qui sont raccordés à ces traversées et qui traversent des chemins d'évacuation horizontaux ne peuvent être raccordés aux bouches d'air qui se trouvent dans ces chemins d'évacuation;

- il s'agit d'un compartiment comprenant uniquement des locaux à occupation diurne.

6.3.3.2. Traversées avec clapets résistant au feu

Aucun conduit d'air ne peut :

- traverser une paroi pour laquelle une résistance au feu supérieure ou égale à EI 60 est exigée

- traverser une paroi entre deux compartiments pour laquelle une résistance au feu supérieure ou égale à EI 30 est exigée ou une paroi d'une gaine pour laquelle une résistance supérieure ou égale à EI 30 est exigée

sauf s'il satisfait à une des conditions suivantes:

- a) un clapet résistant au feu avec une résistance au feu (EI-S) équivalente à celle exigée pour la paroi traversée et qui est conforme au 6.7.4 est placé au droit de la traversée de la paroi. Toutefois ce clapet peut être déporté de la paroi et relié par un conduit à cette paroi traversée pour autant que l'ensemble conduit et clapet présente une résistance au feu (EI-S) équivalente à celle exigée pour la paroi traversée;
- b) le conduit présente une résistance au feu EI 1-0 équivalente à celle exigée pour la paroi traversée ou est placé dans une gaine présentant la même résistance au feu que celle exigée pour la paroi traversée sur toute la longueur de la traversée d'un compartiment ou du volume protégé et ne peut y déboucher à moins que l'orifice soit pourvu d'un clapet répondant à l'alinéa a) ci-dessus;
- c) le conduit répond simultanément aux conditions suivantes:
 - la section de la traversée n'est pas supérieure à 130 cm²;
 - dans la traversée de la paroi, il est équipé d'un mécanisme qui en cas d'incendie obture la traversée et présente ensuite une résistance au feu équivalente à celle exigée pour la paroi traversée.

Les conduits d'air situés dans des gaines qui leur sont exclusivement réservés et qui débouchent à leur extrémité supérieure dans un local technique contenant uniquement les groupes de traitements d'air qu'ils relient peuvent traverser les parois du local technique sans dispositifs complémentaires. Dans ce cas, l'aération des gaines doit être réalisée via le local technique, comme exigé au 5.1.5.1.

6.3.4. Clapets résistant au feu.

6.3.4.1. Commande

On distingue deux types de commandes :

Type A : le clapet se ferme automatiquement lorsque la température du flux d'air dépasse une valeur limite déterminée

Type B : clapet de type A qui peut en outre être fermé par une commande à distance au moyen d'un système à sécurité positive.

La fermeture se fait par un système qui ne requiert pas d'énergie extérieure.

Lorsqu'une installation de détection incendie généralisée est requise, les clapets résistant au feu situés aux limites des compartiments sont de type B.

En cas de détection, les clapets du compartiment sinistré sont fermés automatiquement. On entend par "limites des compartiments":

- les parois de séparation vers d'autres compartiments;

- les parois de gaines de conduits qui traversent le compartiment;
- les parois entre le compartiment et les cages d'escaliers.

6.3.4.2. Performance du clapet.

Le clapet résistant au feu placé dans les traversées de parois présente les performances suivantes :

Résistance au feu de la paroi	Résistance au feu du clapet
EI 60	EI 60 (ho i ↔ o) S EI 60 (ve i ↔ o) S
EI 30	EI 30 (ho i ↔ o) S EI 30 (ve i ↔ o) S

Tableau 2.4 – Clapets résistant au feu

En absence de marquage CE, le clapet répond aux exigences suivantes :

- après 250 manœuvres successives de fermeture et d'ouverture, un clapet de même fabrication ne peut présenter aucune détérioration ou déformation;
- le clapet résiste à l'atmosphère corrosive dans laquelle il est placé;
- le bon fonctionnement du clapet ne nécessite aucune lubrification périodique ;
- le caisson du clapet comporte à l'extérieur un indicateur de position et une flèche indélébile indiquant le sens de circulation de l'air. Une plaque signalétique renseigne sur les dimensions intérieures du clapet, le nom du constructeur, le numéro et l'année de fabrication ; elle comporte un repère bien visible et indélébile désignant un appareil de protection contre l'incendie ;
- après fonctionnement le réarmement du clapet doit être possible.

6.3.4.3. Installation du clapet.

La fixation et le scellement du clapet dans la paroi traversée assurent la stabilité du clapet, indépendamment des deux conduits, même si l'un des conduits disparaît.

En vue de l'inspection et de l'entretien du clapet, un portillon d'inspection aisément accessible est placé soit sur le caisson, soit sur la gaine à proximité immédiate du clapet. Ce portillon présente la même résistance au feu que celle exigée pour le conduit.

Afin de faciliter la localisation du clapet résistant au feu, un repère bien visible et indélébile indiquant un appareil de protection contre l'incendie portant les mots "clapet résistant au feu" est placé sur le portillon d'inspection ou dans le local à l'aplomb du clapet.

6.3.5. Clapets coupe-fumée.

Le clapet coupe-fumée satisfait aux conditions suivantes :

- l'étanchéité du clapet doit présenter l'une des performances suivantes :
 - en position de fermeture et pour une différence de pression statique de 500 Pa, la fuite d'air ne peut pas dépasser 60 l/s.m² ;
 - classe 3 suivant la norme NBN EN 1751 ;

2. le joint utilisé pour obtenir cette étanchéité résiste durant 2 h à des températures variant de -20°C à 100°C après quoi le clapet satisfait encore à l'essai d'étanchéité décrit ci-dessus ;

3. le système de fermeture du clapet coupe-fumée est à sécurité positive.

6.3.6. Commande en cas d'incendie des installations aérauliques

Dans les zones du bâtiment qui sont équipées d'une installation de détection d'incendie, les groupes de traitements d'air qui desservent uniquement le compartiment sinistré sont arrêtés en cas de détection d'un incendie.

Le placement d'un tableau central de commande en cas d'incendie destiné à desservir certains éléments des installations aérauliques peut dans certains cas particuliers être imposé par le service d'incendie compétent. Dans ce cas, ce tableau est placé à un endroit qui est aisément accessible par le service d'incendie et qui est situé au niveau d'accès habituel.

6.4. Annonce, alerte, alarme et moyens d'extinction des incendies.

Les dispositifs d'annonce et d'extinction sont obligatoires dans le bâtiment.

6.4.1. Annonce :

- à défaut d'une cabine téléphonique publique située dans les environs du bâtiment, un poste téléphonique mis à la disposition des locataires et / ou du personnel doit permettre d'atteindre, en tout temps, les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'A.R. du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

- le numéro d'appel **112 « SECOURS POMPIERS - AMBULANCE »** doit être clairement affiché. (à proximité du (des) poste(s) d'appels téléphoniques si le complexe en est pourvu).

- l'annonce au service régional d'incendie doit être donnée dans tous les cas de début d'incendie.

"L'appel ne peut être conditionné par le résultat de tentatives d'extinction ni subordonné à l'avis d'une personne autre que faisant partie du service régional d'incendie en intervention sur place.

Cet appel doit être fait avec précision en énonçant la localité, l'adresse complète du bâtiment sinistré, le nombre de victimes et l'entrée éventuelle à laquelle les secours doivent se présenter".

6.4.2. Alerte :

- via l'alarme.

6.4.3. Alarme :

- bouton poussoir d'alarme sur le palier à chaque niveau ainsi que près de la (des) sortie(s), ce(s) bouton(s) poussoir(s) déclenchera(ont) une sirène audible de tout point du bâtiment, cette dernière invitant les occupants à évacuer le complexe, et ce même en cas de coupure de courant

électrique (système autonome pendant 1 heure au moins), le signal émit ne peut être confondu avec un autre signal (tels : sonnerie d'entrée, sonnerie de téléphone, alarme anti intrusion,...), ce(s) bouton(s) poussoir(s) sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de ce(s) dernier(s) et à au moins 2.00 m du sol, un éclairage de sécurité permettra la localisation de celui(ceux)-ci en cas de coupure de courant électrique, et ce pendant 1 heure au moins.

6.4.4. Détection : à modifier / améliorer

- une centrale de détection généralisée conforme à la norme NBN S 21 100 partie 1, partie 2 et à son addendum A. (en cours de mise en conformité)

6.4.5. Moyens d'extinction.

6.4.5.1. Généralités.

Les moyens d'extinction comprennent des appareils ou des installations automatiques ou non.

Les extincteurs et les robinets d'incendie armés sont dits de première intervention, c'est-à-dire qu'ils sont destinés à être manœuvrés par l'occupant.

6.4.5.2. Robinets d'incendie armés (RIA) :

Il y a lieu d'équiper le bâtiment d'un réseau de robinets d'incendie armés conformes à la norme EN 671-1.

Leur nombre, type et emplacement doivent être déterminés de façon à ce que tous les points des compartiments puissent être atteints par le jet de la lance.

Si la cage d'escalier est compartimentée vis-à-vis du couloir commun (reliant les logements à la cage d'escalier), les robinets d'incendie doivent être placés dans ces couloirs communs ; dans le cas contraire, les robinets d'incendie peuvent être placés sur les paliers de la cage d'escalier.

Les modèles de 20 mètres sont à préférer aux modèles de 30 mètres notamment pour leur maniabilité et facilité d'utilisation nettement supérieure.

La section de la colonne d'alimentation doit être calculée afin de respecter les prescriptions de l'article 6.8.5.3.2. (pression de 2,5 bars minimum au point le plus défavorisé lorsque le réseau débite au moins 72 l/min. – au moins 3 robinets d'incendie doivent pouvoir être utilisés pendant ½ h). Si cette valeur ne peut pas être atteinte, il y a lieu d'installer un groupe de surpression dont le fonctionnement sera maintenu en cas de coupure de l'alimentation électrique.

Les canalisations d'alimentation du réseau d'extinction doivent être peintes en rouge (RAL 3000).

Les éventuelles vannes intermédiaires prévues entre la canalisation publique et la vanne de chaque robinet d'incendie doivent être scellées en position ouverte.

L'enlèvement et la prise en main de la lance doit obligatoirement être subordonné à l'ouverture complète du robinet d'arrêt contrôlant l'arrivée de l'eau au robinet d'incendie.

Le RIA doit également être équipé d'un anneau de guidage qui permettra de diriger le tuyau dans n'importe quelle direction.

Demi-raccord DSP :

Aérodrome de Cerfontaine



Chaque robinet d'incendie armé doit être jumelé avec un hydrant mural (demi-raccord DSP conforme à l'A.R. du 30/01/1975).

Dans ce cas, la section de la colonne d'alimentation doit être calculée afin de respecter une pression d'au moins 2,5 bars et un débit d'au moins 500 l/min.

Le branchement par lequel la canalisation sera raccordée à la distribution publique peut être :

- a) soit à passage direct sans compteur,
- b) soit à passage direct, avec un compteur classique si la pression et le débit restent conforme à la norme EN 671-1 et à l'article 6.8.5.3.2 de l'Arrêté Royal ;
- c) soit pourvu d'un compteur à hélice du type " Woltmann " ou similaire dont les caractéristiques de conception et de construction y réduisent la perte de charge à une faible valeur lors d'un débit important.

6.4.5.3. Extincteurs : à modifier / améliorer

- placer au moins un extincteur à eau pulvérisée + additif de performance minimale une unité d'extinction conforme aux normes de la série NBN EN3 dans le couloir près de l'entrée principale et sur chaque palier, un extincteur par niveau accessible aux personnes et par 150 m² au moins, ce(s) dernier(s) sera(ont) suspendu(s) à 0.30 m du sol et sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol.

- placer au moins un extincteur CO2 (dioxyde de carbone) de performance minimale une unité d'extinction de type B et / ou adapté au type de risque, conforme aux normes de la série NBN EN3 dans les locaux techniques, dans la cuisine et où le réfectoire, à proximité des équipements techniques sensibles (salles d'ordinateurs, coffrets électriques, automates programmables...), ce(s) dernier(s) sera (ont) suspendu(s) à 0.30 m du sol et sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol.

- placer au moins un extincteur roulant, conforme aux normes de la série NBN EN 1866 dans le complexe, à proximité des équipements techniques à risque + agents moussants et moyens d'extinction adaptés si le risque est considéré comme accru, ce(s) dernier(s) sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol.

- chaque extincteur sera pourvu de sa carte de contrôle.

Dans tous les cas, l'extincteur sera adapté en fonction du type de risque.

Le marché est en cours.

6.4.5.4. Système d'extinction automatique :

- la hotte équipant la friteuse sera équipée d'un système fixe d'extinction adapté au type de risque (à déterminer par le fournisseur) à commande manuelle ou automatique.

- la hotte de la cuisine sera équipée d'un système d'extinction automatique adapté au type de risque (à déterminer par le fournisseur).

- voir chaufferie, point 5.1.2.1.

6.4.5.5. Couverture anti feu :

- placer au moins une couverture anti feu conforme à la norme NBN EN 1869 dans la cuisine et ou le réfectoire, cette (ces) dernière(s) sera(ont) suspendue(s) à 1.00 m du sol à la verticale de l'extincteur CO2 et sera(ont) correctement matérialisée(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol.

6.4.6. Exutoires, EFC :

- des exutoires de fumées conformes aux normes NBN S 21.208-1 équipent le complexe. Les commandes de ces derniers seront placées au rez de chaussée près de l'entrée du bâtiment et correctement matérialisées (pictogramme).

* supprimer la mention non valide.

7. Ressources en eau. conforme.

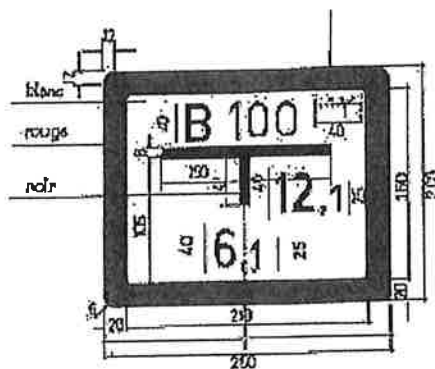
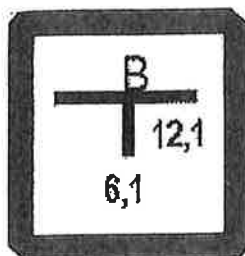
- il incombe au Bourgmestre de veiller à ce que les ressources en eau d'extinction soient suffisantes, accessibles et matérialisées (signalisation) en tout temps comme stipulé dans la circulaire ministérielle du 14 octobre 1975. En cas de réseau insuffisant, la construction de réservoir(s) de capacité suffisante en fonction du risque peut être imposée.

Nous attirons plus particulièrement votre attention sur certains points importants contenus dans les différentes réglementations, à savoir :

- La distance séparant 2 prises d'eau devra être inférieure à 200 m excepté si l'on se trouve dans des zones industrielles, de forte population ou commerciales, zones pour lesquelles la distance entre deux prises d'eau est ramenée à 100 m
- Les prises d'eau devront être placées en dehors des voies carrossables et des aires de stationnement des véhicules. Elles devront également être installées à une distance horizontale de 0.6 m au moins de la bordure des voies sur lesquelles les véhicules automobiles sont susceptibles de circuler
- Le débit des prises d'eau, devra être au minimum de 60m³/h et ce, pendant au moins 2 heures
- La signalisation des bornes d'incendie sera réalisée par un signal A12 ou A14 comme décrit dans l'annexe de la *Circulaire Ministérielle du 14 octobre 1975*.
- Ces différents signaux seront placés de manière visible, à une hauteur de 2 m à 2,5 m par rapport au sol et à proximité de la prise d'eau
- Un contrôle du fonctionnement, du repérage et du dégagement des prises d'eau devra être effectué avant sa mise en fonction.

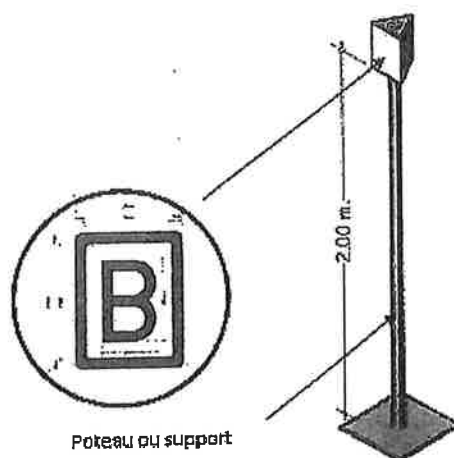
Signalisation d'une BORNE (valeurs à indiquer, choix du panneau : voir Circulaire Ministérielle) :

Solution n°1 (Signal A12)



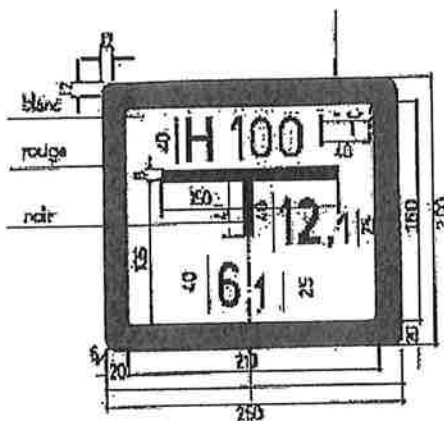
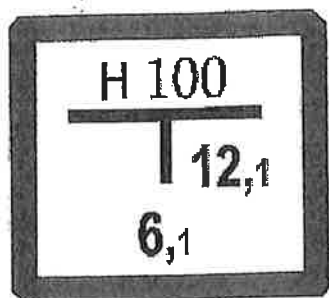
Solution n°2 (Signal A14)

Lorsque la borne est située à moins de deux mètres à l'avant du signal et à moins d'un mètre vers la gauche ou vers la droite et qu'elle est branchée à une conduite d'un diamètre égal ou supérieur à 100 mm, le signal A12 peut dans ces trois conditions réunies être remplacé par le signal de proximité A14.



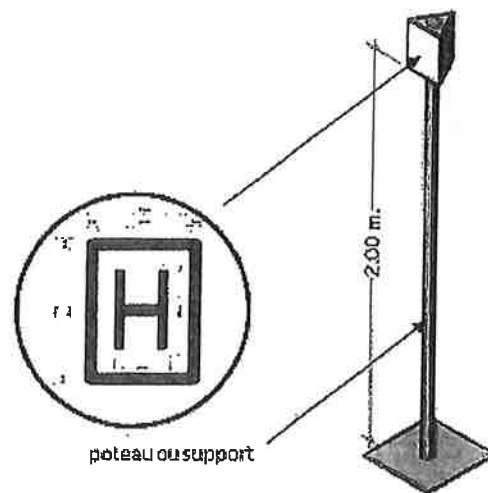
Signalisation d'une BOUCHE déjà existante (valeurs à indiquer, choix du panneau : voir Circulaire Ministérielle) :

Solution n°1 (Signal A11)



Solution n°2 (Signal A13)

Lorsque la borne est située à moins de deux mètres à l'avant du signal et à moins d'un mètre vers la gauche ou vers la droite et qu'elle est branchée à une conduite d'un diamètre égal ou supérieur à 100 mm, le signal A11 peut dans ces trois conditions réunies être remplacé par le signal de proximité A13.



Constatations :

- réseau public*.
- citerne.

* supprimer la mention non valide.

En ce qui concerne les hangars qui abritent avions et planeurs :

Réglementation d'application et/ou consultée pour base de références :

Général

- Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ;
- Art.135 §2-5° Nouvelle Loi Communale ;
- Code de bonne pratique et expérience professionnelle en la matière ;
- A.R. du 07 juillet 1994 modifié par l'AR du 07 décembre 2016 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ; annexes 1 & annexe 6, bâtiments industriels.
- Règlement Général des Installations électriques (RGIE) ;
- Règlement Européen sur les produits de construction 305/2011 du 9 mars 2011 ;
- Décision européenne 96/603/CE transposée en A.M. du 21 novembre 2012 établissant la liste des produits de construction appartenant aux classes de réaction A1 et A1fl ;
- Décision européenne 2000/553/CE transposée en A.M. du 21 novembre 2012 établissant la liste des revêtements de toitures pouvant être considérés comme répondant aux exigences de performances vis-à-vis d'un incendie extérieur ;

Ressources en eau d'extinction des incendies

- Article 23 de l'Arrêté Royal du 08 novembre 1967 et les Circulaires Ministérielles du 14 octobre 1975, du 6 mars 1978 et du 9 mars 1982 concernant les ressources en eau pour l'extinction des incendies ;

Bien-être au travail

- Arrêté royal du 28 mars 2014 relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail (M.B. 23 avril 2014)
- Code du bien-être au travail – Livre III ;
- Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT) ;
- Loi du 04 août 1996 relative au bien-être au travail ainsi qu'à l'ensemble de ses arrêtés (codex);
- Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.) - Titre II - Dispositions générales concernant l'hygiène du travail ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs - Articles 40bis, 43, 52, 53, 54 ter et 63bis ;
- Arrêté Royal du 17/06/97 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail ;
- Arrêté royal du 26 mars 2003 concernant le bien-être des travailleurs susceptibles d'être exposés aux risques présentés par les atmosphères explosives (M.B. 05 mai 2003, Ed. 2).

Divers

- Projet de Règlement de Police relatif à la protection contre l'incendie dans les immeubles, locaux et lieux accessibles au public établi par l'Union des Villes et des Communes ;
- Arrêté Royal du 13/03/1998 relatif aux dépôts de liquides inflammables ;
- Arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le Décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement ;
- Arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;
- Arrêté Royal du 13 mars 1998 relatif au stockage de liquides extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables et combustibles ;
- Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoir fixes ;
- Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (dont la capacité de stockage est sup ou égale à 3 000 l et inférieure à 25 000 l).

Domaine d'application.

La présente annexe est applicable aux bâtiments suivants à construire et aux extensions suivantes de bâtiments existants, pour lesquels la demande de construction est introduite à partir du 15 août 2009 :

1. les bâtiments industriels ;
2. les extensions de bâtiments qui après la réalisation forment un bâtiment industriel ;
3. les locaux ou parties de bâtiments industriels dans lesquels il y a des activités non industrielles et dont la superficie totale par compartiment est inférieure ou égale à 500 m², aux conditions suivantes :

- dans le compartiment il y a principalement des activités industrielles ; la superficie totale des locaux pour l'activité industrielle est plus grande que la superficie du reste du compartiment ;
- les activités non industrielles dans ces locaux sont des activités de soutien des activités industrielles du même bâtiment ;

- ces locaux ne se trouvent pas sous le niveau d'évacuation ;
- le compartiment dans lesquels il y a des activités non industrielles n'est pas destiné à une occupation nocturne ;
- le bâtiment est équipé d'une installation de détection automatique des incendies de type surveillance totale et d'une installation d'alarme ;
- les locaux dans lesquels il y a des activités non industrielles satisfont aux prescriptions applicables au compartiment comportant des activités industrielles dont ils font partie, à l'exception le cas échéant, de l'installation d'évacuation de fumées et de chaleur ;
- l'évacuation de ces locaux sans activités industrielles se fait conformément au point 7.2.2. des normes de base, annexe 6.

Sont cependant exclus du champ d'application de la présente annexe :

- les bâtiments industriels n'ayant qu'un seul niveau et dont la superficie totale est inférieure ou égale à 100 m² ;
- les installations et aux activités industrielles qui ne sont pas situées dans des bâtiments ;
- les parties de bâtiments industriels dans lesquels il n'y a pas d'activité industrielle et où la superficie totale des niveaux par compartiment est supérieure à 100 m², sauf les parties de bâtiments industriels visées aux points précités ;
- les locaux ou parties de bâtiments visés au point 3 du point 0.2.1 des annexes 2, 2/1, 3, 3/1, 4 et 4/1 des normes de base ainsi que ceux qui ne sont pas considérés comme des bâtiments (voir rapport au roi) exemple : installations chimiques, parc à citernes, grandes surfaces, jardineries, banques...

Ouvertures en façade

Toutefois, sur base d'une étude réalisée par la direction prévention incendie du SPF Intérieur, une construction dont les ouvertures représentent au moins 30% de la superficie de la façade ne tombe pas sous l'application de l'arrêté royal du 07 juillet 1994 aux conditions suivantes :

- La distance maximale entre chaque point et la façade ouverte ne mesure pas + de 30 m.
- La construction ne comporte pas de locaux fermés d'une superficie totale supérieure à 100 m².

Dans ce contexte, le bâtiment n'est pas soumis à l'AR du 07 juillet 1994. Toutefois, l'exploitant reste soumis à certaines prescriptions (notamment du Code du bien-être au travail) et en fonction de son analyse de risques (obligatoire), veillera à ce que les mesures de prévention matérielles et organisationnelles nécessaires soient prises pour :

1° prévenir l'incendie ;

2° assurer la sécurité et si nécessaire l'évacuation rapide des travailleurs et de toutes les personnes présentes sur le lieu de travail, sans les mettre en danger ;

3° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie pour éviter sa propagation (moyens d'extinction appropriés aux risques et ressources en eaux suffisantes) ;

4° atténuer les effets nuisibles d'un incendie ;

5° faciliter l'intervention des services de secours publics (accessibilité aux véhicules de secours).

A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

Petit rappel :

2. Quels bâtiments doivent être considérés comme des bâtiments industriels ?

Au sens de l'arrêté royal du 7 juillet 1994, un *bâtiment industriel* est un bâtiment ou une partie de bâtiment qui, en raison de sa construction ou de son aménagement sert à des fins de transformation ou de stockage industriel de matériaux ou de biens, de culture ou de stockage industriel de plantations ou d'élevage industriel d'animaux.

Les bâtiments industriels, répondant à cette définition, sont d'une grande diversité selon la nature des activités industrielles:

- manipulation et traitement de matières premières et de produits (semi-) finis

Exemples: hall de production pour des profils PVC, four à combustion de déchets, hall d'assemblage d'électroménager domestique, brasserie, menuiserie, atelier de réparations, atelier de couture, imprimerie...;

- stockage, transbordement et distribution de matières premières et de produits (semi) finis

Exemples: entrepôts portuaires, stockage de bois, espaces réfrigérés pour produits surgelés, stockage de papier usagé et de déchets, garage à bus...;

- culture et stockage industriels de plantes

Exemples: serres horticoles, stockage en vrac de céréales...;

- production et distribution de l'énergie et communication

Exemples: centrale électrique, station d'émission...

- élevage industriel des animaux

Exemples: élevage de volailles, haras...

Quels bâtiments ne sont pas considérés comme des bâtiments industriels au sens de l'annexe 6 ?

Ne sont pas des bâtiments industriels au sens de l'annexe 6:

1) les bâtiments *habituellement accessibles au public*, tels que:

- les bâtiments ou installations prévus pour un grand nombre d'occupants

Exemples: cinémas, salles de concert...;

- les salles d'exposition, les show room;

- les bâtiments dans lesquels ont lieu des activités commerciales comme la vente de biens

Exemples: grandes surfaces, jardinerie, commerce de détail..., y compris la partie entrepôt de certains magasins dans laquelle les clients vont se servir eux-mêmes;

- les bâtiments destinés à la prestation de services

Exemples: bureaux de banque, administration d'une entreprise, manège d'un centre équestre...;

- les établissements hébergeant des personnes

Exemples: hôtels, homes, hôpitaux....

Description : Le présent dossier concerne un bâtiment de type bas (< 10 m)

La réglementation d'application se rapporte aux bâtiments existants.

*On entend par « bâtiments existants » :

- les bâtiments élevés et moyens, pour lesquels la demande de permis de bâtir a été introduite avant le 26 mai 1995 ;

- les bâtiments bas pour lesquels la demande de permis de bâtir a été introduite avant le 1^{er} janvier 1998.

**Extrait des normes de base article 1.*

Les éléments de texte repris en « *italique* » sont extraits des textes légaux.

Classement des bâtiments industriels.

En fonction de la densité de charge calorifique déterminante $q_{f,cl}$, les bâtiments industriels, ou les parties de ceux-ci, sont répartis dans les classes suivantes :

Classe A	$q_{f,cl} \leq 350 \text{ MJ/m}^2$
Classe B	$350 \text{ MJ/m}^2 < q_{f,cl} \leq 900 \text{ MJ/m}^2$
Classe C	$900 \text{ MJ/m}^2 < q_{f,cl}$

Un bâtiment industriel (ou les parties de celui-ci) qui a (ont) été construit(es) en fonction d'une densité de charge calorifique déterminante ou d'une classe déterminée, ne peut (peuvent) être utilisé(s) que pour les activités qui conduisent au même classement ou à une classe correspondant à une densité de charge calorifique déterminante inférieure ou égale.

Lorsqu'un bâtiment industriel se compose de plusieurs compartiments, la densité de charge calorifique déterminante, ou la classe correspondante, peut être déterminée pour chaque compartiment séparément ; les prescriptions afférentes ne s'appliquent qu'au compartiment concerné.

Définition du sigle "R.E.I. et E.I., E.I.1 et R." = résistant au feu tel que défini dans les réglementations : NBN 713.020. et A.R. du 19 décembre 1997 modifié par l'A.R. du 12 juillet 2012 (normes de base), suivi du chiffre correspondant en minutes (30, 60...)

R = stabilité

E = étanchéité aux flammes

I = isolation thermique.

Bâtiment de type « industriel » : classe : " C ".

Rappel : lorsque la classe de bâtiment n'est pas déterminée par le demandeur, la classe « C » est d'application.

Le complexe est constitué de : - bâtiment de conception Industrielle réparti sur 1 niveau.

La répartition des locaux au sein du bâtiment est la suivante :

Rez-de-chaussée : 2 hangars de parking avions et planeurs + 1 petit atelier de maintenance.

8. Implantation, chemins d'accès. conforme.

8.1. Chemins d'accès.

L'immeuble doit être accessible, en permanence, aux véhicules de secours.

L'annexe 6 de l'Arrêté Royal fixant les normes de base impose en son article 8.1.1 : « A proximité du bâtiment industriel, un ou plusieurs lieu(x) de stationnement sûr(s) et efficace(s) est (sont) aménagé(s) et est (sont) accessible(s) en tout temps aux véhicules des services d'incendie.

Le nombre et l'emplacement des lieux de stationnement sont déterminés en accord avec le service d'incendie compétent de sorte que :

1° la distance entre l'accès des services d'incendie au bâtiment et leur lieu de stationnement soit court ;

2° le véhicule stationné ne puisse pas subir de dommages dus à l'incendie. »

Les véhicules disposeront pour cela d'une possibilité d'accès (un chemin, un terrain de jeux, un parking, une surface carrossable ...) qui présente les caractéristiques suivantes :

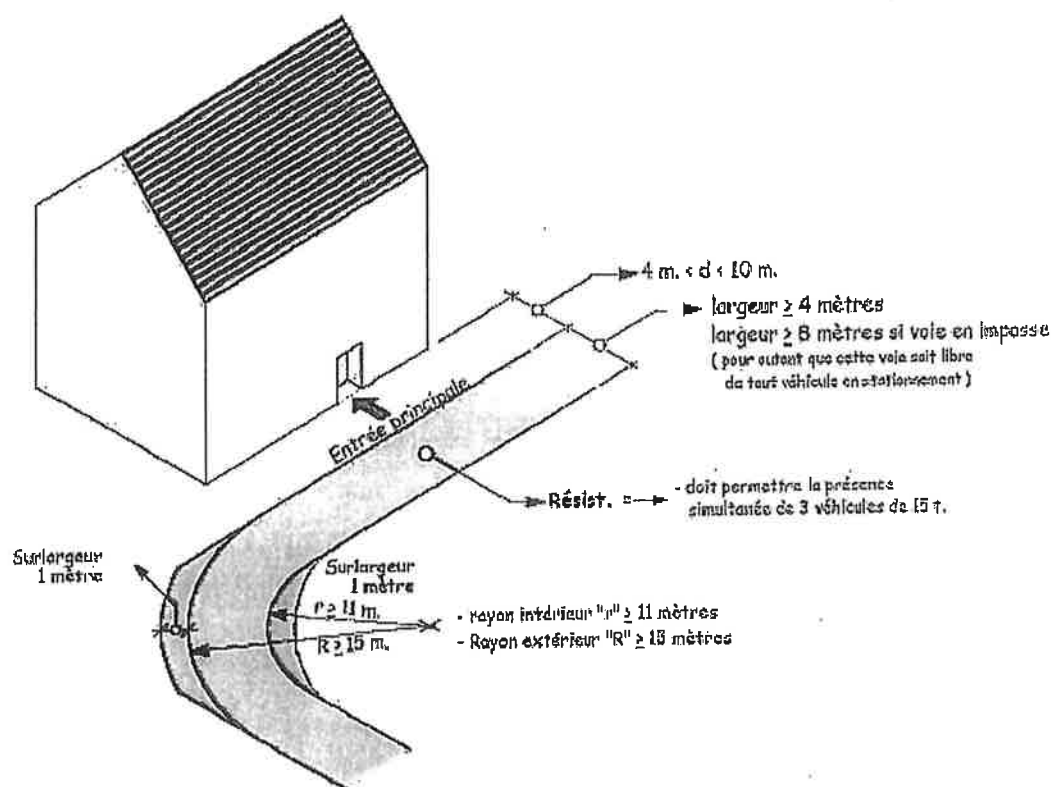
- largeur libre minimale : 4 m ; elle est d'au moins 8 m si la voie d'accès forme une impasse de plus de 30 m ; cette largeur permet qu'une personne croise un véhicule des services d'incendie sur une voie entre deux obstacles (par ex : murs) ; une voie qui n'est pas située entre deux murs mais qui est dépourvue d'obstacles le long de ses deux côtés, peut-être plus petite ; des rétrécissements locaux sont également autorisés ;

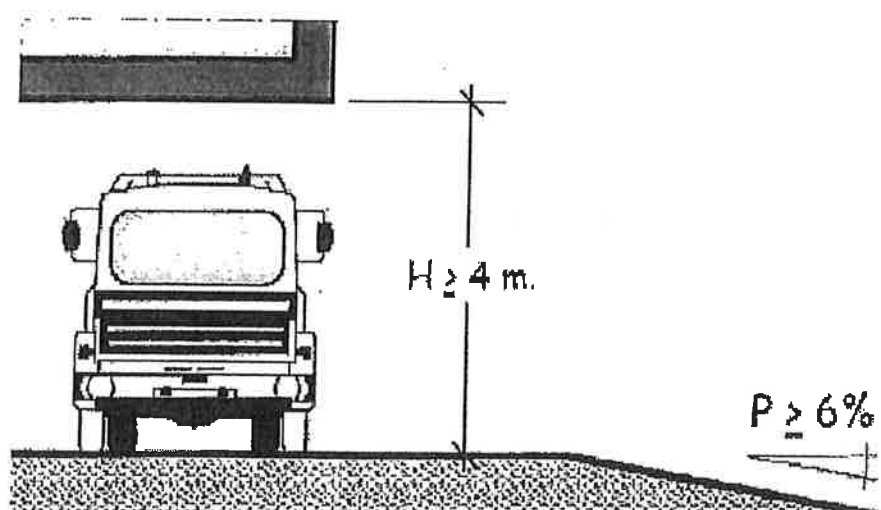
- rayon de braquage minimal : 11 m à l'intérieur et 15 m à l'extérieur à condition qu'il n'y ait pas d'obstacle à une distance d'1 m à l'intérieur ou à l'extérieur à hauteur du virage ;

- hauteur libre minimum : 4 m ;

- pente maximum : 6 % ;

- portance : suffisante pour que des véhicules, sans s'enliser, puissent y circuler et y stationner avec une charge maximale de 13 t, même quand ils déforment le terrain, avec la possibilité de porter simultanément 3 véhicules automobiles de 15 t (surtout important pour par exemple les plaques supérieures des réservoirs souterrains ou des parkings).





Les dépendances, toits en saillie, auvents, parties en relief, végétations ou autres éléments ajoutés ne sont permis que pour autant qu'ils ne gênent ni l'évacuation, ni la sécurité des usagers, ni l'action du service d'incendie.

8.2. Cas de figures : barrières (sauf si concierge à demeure)

En outre, afin de permettre un accès au bâtiment en tout temps et à toute heure aux véhicules du Service Incendie :

La ou les éventuelles barrières d'accès au site doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a) Si leur dispositif d'ouverture est électrique :

- en cas de coupure de l'alimentation électrique, ouverture automatique ou mécanisme d'ouverture débrayable ;
- ouverture automatique en cas de détection incendie et en cas de fonctionnement du système d'alarme incendie ;
- mise à disposition d'un badge, code d'accès ou clé pour le Service d'incendie (à placer dans un coffret de sécurité compatible avec notre Passe Général Pompier).

b) Si leur dispositif d'ouverture est manuel, verrouillage par serrure ou cadenas compatible avec notre PGP.

Nous invitons l'exploitant à prendre contact avec le département expertise et prévention (prevention@zsdinaphi.be) afin de déterminer le type de PGP et les modalités d'achat et de placement.



Constatations :

- accès direct en façade(s) – avant – arrière – latérale(s)*.
- au moins deux façades sont accessibles aux véhicules de secours*.
- un dispositif de type « passe général pompier ou PGP » sera placé et localisé.
- l'accès aux véhicules de secours est conforme.

* supprimer la mention non valide.

9. Compartimentage et évacuation. conforme.

9.1. Compartimentage

9.1.1. Description

Au sein du volume du site, on distinguera les différents compartiments ou sous-compartiments suivants :

- Chaque entrepôt ou hall de stockage

9.1.2. Dimension des compartiments

La superficie d'un bâtiment industriel ou d'un compartiment est limitée de façon à ce que la charge calorifique totale du compartiment **soit inférieure ou égale à 5700 GJ** ou, si le compartiment est équipé d'une installation de sprinklers, à 34 200 GJ.

La superficie maximale autorisée est déterminée par la division des quantités d'énergie mentionnées ci-dessus par la densité de charge calorifique déterminante.

Si le bâtiment comporte plusieurs planchers intermédiaires, la superficie maximale autorisée d'un compartiment est réduite par sa multiplication par les valeurs du tableau suivant :

Nombre de planchers intermédiaires	Facteur de réduction
1	0,75
2	0,5
3	0,25
Plus de 3	0,2

Facteurs de réduction pour la superficie autorisée d'un compartiment en fonction du nombre de planchers intermédiaires présents dans le compartiment

9.1.3. Parois de compartiment

Les parois de compartiment, tant horizontales que verticales, présentent une résistance au feu au moins égale à la résistance au feu indiquée dans le tableau suivant :

Classe du bâtiment	Résistance au feu minimale des parois des compartiments
A	EI 60
B ou C	EI 120

Tableau 3 – Résistance au feu minimale des parois des compartiments

9.1.4. Stabilité au feu des parois extérieures et parois de compartiment :

Les parois extérieures et les parois de compartiment du bâtiment industriel seront conçues et réalisées de manière à limiter le risque d'effondrement des parois du compartiment sinistré vers l'extérieur.

9.1.5. Traversée des parois.

La traversée des parois par des conduites de fluides ou d'électricité et les joints de dilatation ne peuvent altérer le degré de résistance au feu exigé pour l'élément de construction concerné.

Les dispositions de l'annexe 7 des normes de base : « Prescriptions communes », chapitre 1er, sont d'application.

9.2. Evacuation

9.2.1. Nombre de sorties

9.2.1.1. Règle générale

Les occupants disposent de deux sorties au moins donnant accès à un lieu sûr. La première partie du chemin à parcourir vers ces sorties peut être commune.

Les sorties sont situées dans des zones opposées.

9.2.1.2. Une seule sortie

Une seule sortie suffit :

- pour les locaux, compartiments ou niveaux occupés sporadiquement, pendant les périodes normales d'activités, par un nombre réduit de personnes chargées de l'entretien et du contrôle des installations ;
- pour les locaux, compartiments ou niveaux dans lesquels l'occupation est inférieure à 50 personnes, lorsque le chemin à parcourir pour atteindre un lieu sûr est inférieur à celui qui peut être commun tel que défini au point 7.2.

9.2.2. Chemin à parcourir jusqu'à une sortie

9.2.2.1. Le chemin à parcourir jusqu'à une sortie est déterminé comme indiqué dans le tableau 6.

	Partie commune [m]	Total [m]
Sans sprinklers	30	60
Avec sprinklers	45	90

Tableau 6 -- Chemin à parcourir

Les voies menant à ces sorties sont maintenues libres. Leur implantation permet aux personnes présentes d'atteindre sans encombre un lieu sûr.

Chaque sortie ou voie d'évacuation peut être utilisée immédiatement afin de quitter le bâtiment et d'atteindre un lieu sûr.

9.2.2.2. Dans les locaux et parties de bâtiments visés au point 3 du point 1.2.2, la distance à parcourir en cas d'évacuation n'est pas supérieure à :

- 30 m jusqu'à une sortie vers un lieu sûr ;
- 45 m jusqu'à une sortie vers un lieu sûr lorsque l'accès à cette sortie se fait via un chemin d'évacuation ou une cage d'escalier et à condition qu'il ne faille pas parcourir plus de 30 m jusqu'à ce chemin d'évacuation ou cette cage d'escalier.

De plus, les parois de ce chemin d'évacuation et de la cage d'escalier présentent une résistance au feu EI 60 et sont munies de portes résistantes au feu EI 30

9.2.3. Largeur des sorties et des voies d'évacuation

La largeur utile des portes et des voies d'évacuation qui donnent vers l'extérieur ou vers un lieu sûr est au moins égale à 0,8 m. Elle est supérieure ou égale à la largeur utile requise br calculée selon l'annexe 1 en tenant compte du nombre maximal de personnes qui se trouvent dans le compartiment dans des circonstances normales.

Seules les portes qui s'ouvrent dans le sens de l'évacuation sont prises en compte pour déterminer la largeur utile.

* supprimer la mention non valide.

10. Eléments de construction. conforme.

Eléments structurels et taille du compartiment

10.1. Stabilité en cas d'incendie des éléments structurels

Lors de la détermination de la stabilité des éléments structurels en cas d'incendie, il est tenu compte de la stabilité générale du bâtiment et de l'influence des éléments structurels les uns sur les autres. Il est également tenu compte des dilatations et des déformations des éléments structurels résultant de l'exposition à l'incendie.

La stabilité minimale en cas d'incendie, des éléments structurels de type I est : 1° pour un bâtiment ou une partie d'un bâtiment de classe A : R 60 ;

2° pour un bâtiment ou une partie d'un bâtiment de classe B ou C : R 120.

En cas d'exposition à la courbe température-temps standard, définie dans la norme NBN EN 1363-1, les éléments structurels de type II ne peuvent pas s'affaisser pendant un temps égal au temps équivalent $t_{e,d}$ déterminé sur la base de la norme NBN EN 1991-1-2:2003, où dq_1 est déterminé sur la base du risque d'échec acceptable d'effondrement égal à 10^{-3} par an.

La résistance au feu des planchers intermédiaires et de leur structure portante est au moins égale à R 30.

10.2. Solutions-type

Un bâtiment industriel qui comporte un seul niveau, ou les compartiments de ce bâtiment, est (sont) présumé(s) répondre aux prescriptions des points 3.2.1 et 3.2.3 si sa (leur) superficie ne dépasse pas la superficie maximale autorisée indiquée dans le tableau 2. La superficie est fonction de la classe, de la résistance au feu des éléments structurels et la présence ou non d'une installation de sprinklers.

La résistance au feu des éléments structurels est celle de l'élément structurel qui a la résistance au feu la plus basse.

Résistance au feu des éléments structurels Brandweerstand structurele elementen				
Classe du bâtiment Klasse gebouw	Sans sprinklers Zonder sprinklers		Avec sprinklers Met sprinklers	
	Pas de R déterminé Geen R bepaald	R 30 ou plus R 30 of meer	Pas de R déterminé Geen R bepaald	R 30 ou plus R 30 of meer
A	25 000	25 000	150 000	150 000
B	5 000 (*)	10 000	40 000	60 000
C	2 000 (*)	6 000	7 000 (*)	30 000
Entrepôt classe C Opslagplaats klasse C	5 000 (*)	5 000 (*)	12 500 (*)	30 000

Tableau 2 – Superficie autorisée en m² pour les bâtiments industriels n'ayant qu'un seul niveau ou des compartiments qui en font partie

Les superficies signalées dans le tableau 2 par un astérisque peuvent être majorées de 60 % si les compartiments disposent d'une accessibilité améliorée conforme aux dispositions du point 8.1.2 des normes de base, annexe 6.

11. Construction du bâtiment. conforme.

11.1. Distance entre les bâtiments.

11.1.1. Généralités

Afin d'éviter la propagation d'un incendie entre deux bâtiments se faisant face, le rayonnement thermique sur les bâtiments en vis-à-vis ne peut pas être supérieur à 15 kW/m².

Cette condition est satisfaite lorsque la distance entre le bâtiment industriel et le bâtiment en vis-à-vis, en fonction de la résistance au feu de la façade et des ouvertures de la façade, est supérieure ou égale à celle fixée dans le tableau 4.

Résistance au feu de la façade Brandweerstand van de gevel	% ouvertures sans résistance au feu % openingen zonder brandweerstand	Distance (en m) Afstand (m)
EI _(f-15) 60	0%	0
	0% ≤ % ouvertures/openingen < 10 %	4
	10% ≤ % ouvertures/openingen < 15 %	8
	15% ≤ % ouvertures/openingen < 20 %	12
	≥ 20 % ouvertures/openingen	16
Pas de résistance au feu Geen brandweerstand Opzet < EI _(f-15) 60		16

Tableau 4 – Distance intermédiaire minimale entre des bâtiments se faisant face en fonction du rayonnement

11.1.2. Symétrie en miroir par rapport à la limite de parcelle :

La distance entre des bâtiments situés sur des parcelles voisines est telle que la distance entre le bâtiment industriel et la limite de la parcelle est supérieure ou égale à la moitié de la distance qui doit les séparer.

11.1.3. Accumulation de biens combustibles :

Le stockage de biens combustibles n'est autorisé que si ces biens respectent les distances de sécurité entre façades des bâtiments se faisant face conformément au tableau 4.

11.1.4. Limite de propriété :

Exemple : L'établissement voisin est un espace de vente de pièce automobile avec un atelier de réparation. Il demandé de construire l'extension pour que le rayonnement de l'incendie soit inférieur ou égal à 15KW/m². Pour ce faire il est demandé de respecter l'effet miroir, à moins que l'ensemble de l'agrandissement représente un EI 60 minutes et sans aucune ouverture (voir schéma)

Pour ce faire, des solutions de 2 types sont envisageables :

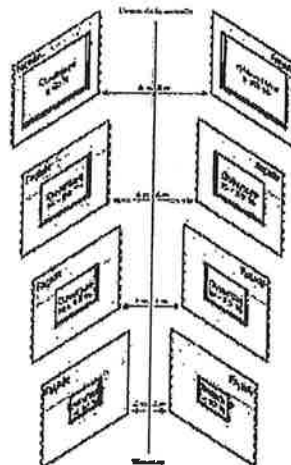
1. Accroître la distance entre les bâtiments (à 7,5 mètres) de telle sorte qu'aucune résistance au feu ne soit exigée pour les façades.
2. Opter pour une façade présentant une résistance au feu « EI 60 minutes et une distance comprise entre 0 et 16 mètres, selon la taille des ouvertures sans résistance au feu (voir figure ci-dessous).

Symétrie en miroir

Le point de départ est un bâtiment industriel fictif identique à celui envisagé, situé de manière symétrique par rapport à la limite de la parcelle. Si ce bâtiment imaginaire se trouve à une distance suffisante de la limite de la parcelle, la protection contre une propagation de l'incendie par rayonnement thermique est suffisante.

Pour les bâtiments industriels et entrepôts situés près de la limite de la parcelle, vous trouverez ci-dessous quelques exemples (localités présentant une résistance suffisante contre une propagation de l'incendie par rayonnement (e 15 kW/m²).

Façades : résistance au feu « EI 60 minutes »
 Ouvertures : pas de résistance au feu
 Distance : nombre de mètres par rapport à la limite de la parcelle.



11.1.5. Comportement au feu des toitures

Le revêtement de toiture du bâtiment industriel appartient à la classe BROOF (t1).

12. Locaux et espaces techniques. conforme.

12.1. Locaux et espaces techniques.

12.1.1. Généralités.

Un local technique ou un ensemble de locaux techniques forme un compartiment. Ce compartiment peut s'étendre à plusieurs niveaux successifs.

12.2. Equipements et locaux spéciaux :

Concernant ce point, nous recommandons d'interdire l'accès au public des niveaux et / ou locaux de service ou locaux techniques par diverses mesures :

- un verrouillage de tous les accès à ces locaux ou niveaux.
- à ces accès, par le placement une signalisation claire et efficace composée :

a) d'une plaque reprenant les termes suivants : « accès interdit aux personnes non autorisées » ;

b) du pictogramme conforme suivant.



12.3. Risque(s) particulier(s).

L'utilisation et le stockage de bonbonne de gaz à l'intérieur du bâtiment sont strictement interdits.

Tout moyen mobile de chauffage (gaz, pétrole, canon à chaleur, ...) autre qu'électrique à résistance non apparente est strictement interdit.

Les poubelles seront métalliques et équipées d'un couvercle.

Les chiffons imbibés d'hydrocarbures seront stockés dans des récipients fermés hermétiquement.

Tout stockage de liquide sera sécurisé par une cuvette étanche.

Seules les quantités de produits hydrocarbures (huiles, graisse, ...) nécessaires au fonctionnement journalier de l'atelier sont autorisées à se trouver dans celui-ci.

Les outils d'oxycoupage ou équivalents (chalumeau, O2, acétylène C2H2, ...) feront l'objet d'une attention particulière et seront placés à des endroits permettant de les sortir en priorité de l'atelier.

Les récipients sous pression seront attachés afin d'éviter tout risque de chute entraînant la rupture de la vanne d'arrêt.

Les batteries seront stockées dans un local compartimenté correctement ventilé.

La station-service sera pourvue des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

Le poste de chargement sera pourvu des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

L'atelier sera équipé des équipements de sécurité nécessaires tels que extincteurs poudre 50 kg, boutons poussoirs d'arrêt d'urgence des installations, ...

13. Equipements des immeubles. conforme.

13.1. Installations électriques de basse tension, d'éclairage et de signalisation.

Sans préjudice des textes légaux et réglementation en la matière, le Règlement général sur les installations électriques (R.G.I.E.) est d'application.

13.1.1. L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur, cette conformité fera l'objet d'un contrôle effectué par un organisme accrédité par le S.P.F. Economie.

13.2. Signalisation.

Les sorties, voies d'évacuation et dispositifs de sécurité incendie sont indiqués par une signalisation bien visible et reconnaissable qui satisfait aux dispositions relatives à la signalisation de sécurité et de santé au travail. Elles sont équipées d'un éclairage de sécurité.

Le numéro d'ordre de chaque niveau est clairement indiqué sur les paliers et le long des voies d'évacuation à hauteur des escaliers et des ascenseurs.

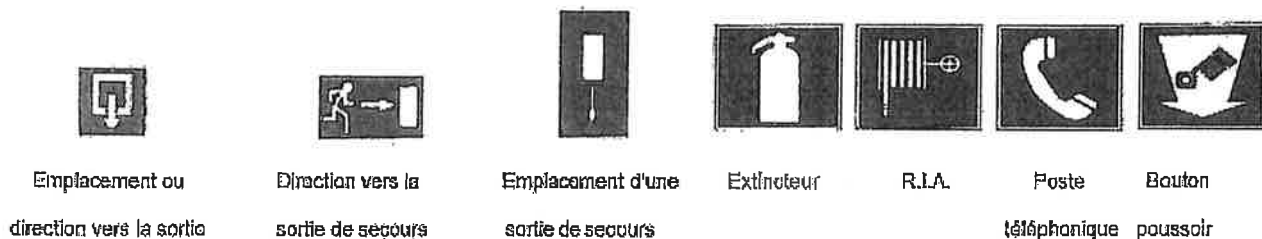
Des pictogrammes matérialiseront toutes les issues, issues de secours, les numéros d'étages, les équipements de sécurité tels que les extincteurs, robinet(s) d'incendie armé(s) (RIA), boutons poussoirs d'alerte, d'alarme, de commande d'exutoire, ... Ces pictogrammes seront placés à une hauteur d'au moins 2.00 mètres à la verticale des différents équipements et conformes à l'Arrêté Royal du 17 juin 1997.

- les plans des lieux reprenant les différents équipements de sécurité (extincteurs, dévidoirs à alimentation axiale, boutons poussoirs, commandes d'exutoire, ...), issues de secours, locaux spéciaux, ... seront affichés en permanence près des issues.

- chaque numéro de niveau sera matérialisé par un pictogramme.

- la capacité du complexe sera clairement affichée.

Illustrations (à titre d'exemple) :



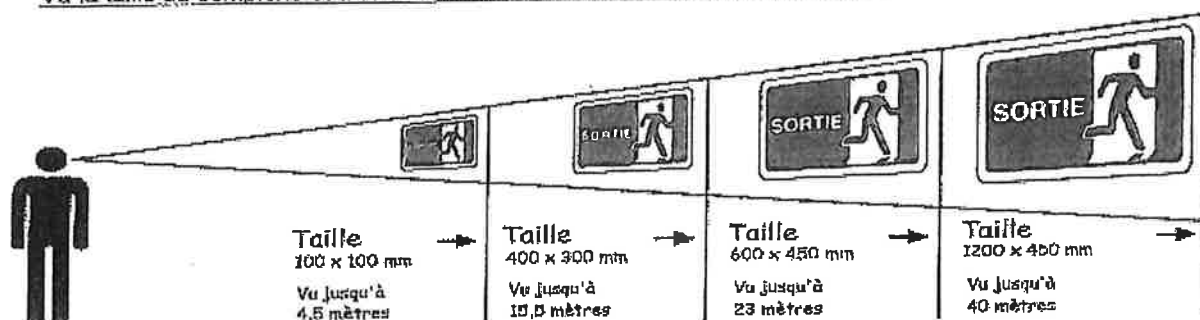
- de même et conformément à l'arrêté Royal du 17 juin 1997 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, des panneaux avertissant la présence de matières comburantes, corrosives, toxiques, nocives et/ou inflammables (pictogramme noir sur fond jaune, bordure et bande noires), doivent être apposés sur la ou les portes d'accès des locaux contenant ces produits.



- ils seront installés à une hauteur et une position appropriée par rapport à l'angle de vue, compte tenu des obstacles, aux différents accès, ainsi qu'à différents endroits bien éclairés et visibles dans cette zone.

- les dimensions de ces panneaux doivent garantir une bonne visibilité.

Vu la taille du complexe et à titre d'exemple, dimensions des pictogrammes :



13.3. Eclairage de sécurité :

- des blocs d'éclairage de sécurité conformes aux normes EN 50.172 – EN 60598.2-22 – NBN EN 1838 équipent tous les locaux accessibles au public, toutes les issues, voies d'évacuation, chaque palier et éléments de sécurité, la chaufferie, les locaux techniques, les tableaux électriques le nécessitant, ces blocs devront pouvoir éclairer correctement pendant une heure au moins après toute coupure de courant, de manière à utiliser efficacement les différentes voies d'évacuation, issues et éléments de sécurité. Les pictogrammes ne pourront être apposés directement sur les blocs d'éclairage de sécurité, afin de garantir un maximum d'efficacité de cet éclairage. Les pictogrammes seront placés à proximité directe des blocs d'éclairage de sécurité.

13.4. Protection active contre l'incendie.

13.4.1. Généralités.

La conception, l'exécution, l'usage et le contrôle des installations de protection active contre l'incendie satisfont aux règles de bonne pratique et aux normes en vigueur en la matière.

Les installations de protection active contre l'incendie sont conçues de façon à ce que leurs différents composants soient compatibles. Elles fonctionnent en synergie de sorte que le fonctionnement ou la panne d'un composant ne menace pas le fonctionnement des autres composants et installations.

Les installations de protection active contre l'incendie sont inspectées et entretenues à intervalle régulier par un organisme ou une personne compétente en la matière.

13.4.2. Détection incendie, annonce, alerte

Les bâtiments industriels sont équipés d'une installation de détection automatique des incendies de type surveillance totale appropriée.

13.4.2.1. Réalisation de l'installation de détection incendie à modifier / améliorer.

L'installation de détection automatique des incendies est conçue et réalisée suivant les règles de bonne pratique. Les détecteurs sont choisis en fonction des risques présents et de façon à déceler rapidement un incendie.

L'installation de détection incendie signale automatiquement un incendie et sa localisation.

Cette installation est contrôlée tous les trois ans à partir de la mise en service. Ce contrôle est effectué par un organisme de contrôle accrédité conformément à la loi du 20 juillet 1990 relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ou selon une procédure de reconnaissance équivalente d'un autre Etat-membre de la Communauté Européenne ou de Turquie ou d'un Etat signataire de l'A.E.L.E., partie contractante de l'accord sur l'Espace Economique Européen.

Le marché est en cours, les bons de commande ont été produits.

13.5. Annonce de l'incendie :

En cas d'incendie, les occupants sont à même d'avertir les zones de secours à temps et un responsable du bâtiment industriel est joignable par les zones de secours.

Tout début d'incendie est signalé à la zone de secours territorialement compétente. A cette fin, les signaux des installations de détection incendie et d'extinction automatique sont placés sous la surveillance permanente d'une ou plusieurs personnes compétentes et ce localement, à distance, ou en une combinaison des deux.

A son arrivée sur le lieu d'intervention, le service de secours doit pouvoir contacter le responsable du bâtiment industriel.

Le numéro d'appel **112 « SECOURS POMPIERS - AMBULANCE »** doit être clairement affiché. (à proximité du (des) poste(s) d'appels téléphoniques si le complexe en est pourvu).

L'annonce à la zone de secours doit être donnée dans tous les cas de début d'incendie.

"L'appel ne peut être conditionné par le résultat de tentatives d'extinction ni subordonné à l'avis d'une personne autre que faisant partie du service régional d'incendie en intervention sur place.

Cet appel doit être fait avec précision en énonçant la localité, l'adresse complète du bâtiment sinistré, le nombre de victimes et l'entrée éventuelle à laquelle les secours doivent se présenter".

13.5.1. Alerte :

- via l'alarme.

13.5.2. Alarme :

Les bâtiments industriels sont équipés d'une installation d'alarme adaptée à cet effet.

Tous les occupants sont avertis à temps qu'il y a un incendie et qu'il faut éventuellement procéder à l'évacuation du bâtiment.

- bouton poussoir d'alarme sur le palier à chaque niveau ainsi que près de la (des) sortie(s), ce(s) bouton(s) poussoir(s) déclenchera(ont) une sirène audible de tout point du bâtiment, cette dernière invitant les occupants à évacuer le complexe, et ce même en cas de coupure de courant électrique (système autonome pendant 1 heure au moins), le signal émit ne peut être confondu avec un autre signal (tels : sonnerie d'entrée, sonnerie de téléphone, alarme anti intrusion,...), ce(s) bouton(s) poussoir(s) sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de ce(s) dernier(s) et à au moins 2.00 m du sol, un éclairage de sécurité

permettra la localisation de celui(ceux)-ci en cas de coupure de courant électrique, et ce pendant 1 heure au moins.

Les boutons d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et signalés de manière efficace et conforme.

En cas d'incendie, les occupants seront à même d'avertir les services de secours à temps et un responsable du bâtiment industriel sera joignable par les zones de secours.

13.5.3. Détection incendie : à modifier / améliorer

Les bâtiments industriels sont équipés d'une installation de détection automatique des incendies de type surveillance totale appropriée.

L'installation de détection automatique des incendies sera conçue et réalisée suivant les règles de bonne pratique (selon la NBN S21-100-1-2 et addenda). Les détecteurs sont choisis en fonction des risques présents et de façon à déceler rapidement un incendie.

L'installation de détection incendie signale automatiquement un incendie et sa localisation.

Cette installation est contrôlée tous les trois ans à partir de la mise en service. Ce contrôle est effectué par un organisme de contrôle accrédité conformément à la loi du 20 juillet 1990 relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ou selon une procédure de reconnaissance équivalente d'un autre Etat-membre de la Communauté Européenne ou de Turquie ou d'un Etat signataire de l'A.E.L.E., partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen.

La norme de préférence est la NBN S 21-100. L'installation sera contrôlée tous les 3 ans par un organisme de contrôle accrédité (p.ex. ANPI).

13.5.4. Moyens d'extinction.

13.5.4.1. Généralités.

Le bâtiment industriel est pourvu de moyens d'extinction appropriés. Leur nature et leur nombre sont déterminés par l'exploitant en concertation avec la zone de secours territorialement compétente, en fonction de la nature et de l'ampleur du risque d'incendie.

Les moyens d'extinction comprennent des appareils ou des installations automatiques ou non.

Les extincteurs et les robinets d'incendie armés sont dits de première intervention, c'est-à-dire qu'ils sont destinés à être manœuvrés par l'occupant.

13.5.4.2. Robinefs d'incendie armés (RIA) :

Il y a lieu d'équiper le bâtiment d'un réseau de robinets d'incendie armés conformes à la norme EN 671-1.

Leur nombre, type et emplacement doivent être déterminés de façon à ce que tous les points des compartiments puissent être atteints par le jet de la lance.

Si la cage d'escalier est compartimentée vis-à-vis du couloir commun (reliant les logements à la cage d'escalier), les robinets d'incendie doivent être placés dans ces couloirs communs ; dans le cas contraire, les robinets d'incendie peuvent être placés sur les paliers de la cage d'escalier.

Les modèles de 20 mètres sont à préférer aux modèles de 30 mètres notamment pour leur maniabilité et facilité d'utilisation nettement supérieure.

La section de la colonne d'alimentation doit être calculée afin de respecter les prescriptions de l'article 6.8.5.3.2. (pression de 2,5 bars minimum au point le plus défavorisé lorsque le réseau débite au moins 72 l/min. – au moins 3 robinets d'incendie doivent pouvoir être utilisés pendant ½ h). Si cette valeur ne peut pas être atteinte, il y a lieu d'installer un groupe de surpression dont le fonctionnement sera maintenu en cas de coupure de l'alimentation électrique.

Les canalisations d'alimentation du réseau d'extinction doivent être peintes en rouge (RAL 3000).

Les éventuelles vannes intermédiaires prévues entre la canalisation publique et la vanne de chaque robinet d'incendie doivent être scellées en position ouverte.

L'enlèvement et la prise en main de la lance doit obligatoirement être subordonné à l'ouverture complète du robinet d'arrêt contrôlant l'arrivée de l'eau au robinet d'incendie.

Le RIA doit également être équipé d'un anneau de guidage qui permettra de diriger le tuyau dans n'importe quelle direction.

Demi-raccord DSP :

Chaque robinet d'incendie armé doit être jumelé avec un hydrant mural (demi-raccord DSP conforme à l'A.R. du 30/01/1975).

Dans ce cas, la section de la colonne d'alimentation doit être calculée afin de respecter une pression d'au moins 2,5 bars et un débit d'au moins 500 l/min.

Le branchement par lequel la canalisation sera raccordée à la distribution publique peut être :

- a) soit à passage direct sans compteur,
- b) soit à passage direct, avec un compteur classique si la pression et le débit restent conforme à la norme EN 671-1 et à l'article 6.8.5.3.2 de l'Arrêté Royal ;
- c) soit pourvu d'un compteur à hélice du type " Wolfmann " ou similaire dont les caractéristiques de conception et de construction y réduisent la perte de charge à une faible valeur lors d'un débit important.

13.5.4.3. Extincteurs : à modifier / améliorer

- placer au moins un extincteur de performance minimale une unité d'extinction ABCF conforme aux normes de la série NBN EN3 dans le couloir près de l'entrée principale et sur chaque palier, un extincteur par niveau et par 150 m² au moins, ce(s) dernier(s) sera(ont) suspendu(s) à



0.30 m du sol et sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol, le cas échéant, un éclairage de sécurité permettra la localisation de celui(ceux)-ci en cas de coupure de courant électrique, pendant 1 heure au moins.

- placer au moins un extincteur roulant, conforme aux normes de la série NBN EN 1866 dans le complexe, à proximité des équipements techniques à risque + agents moussants et moyens d'extinction adaptés si le risque est considéré comme accru, ce(s) dernier(s) sera(ont) correctement matérialisé(s) par le pictogramme adéquat, placé à la verticale de celui(ceux)-ci et à au moins 2.00 m du sol.

- chaque extincteur sera pourvu de sa carte de contrôle.

Dans tous les cas, les moyens d'extinction doivent être adaptés au type de risque.

* supprimer la mention non valide.

14. Ressources en eau. conforme.

L'annexe 6 de l'Arrêté Royal fixant les normes de base impose en son article 8.2.2 : « Les services d'incendie disposent d'un approvisionnement en eau primaire, utilisable rapidement, à proximité immédiate du bâtiment industriel.

Cet approvisionnement en eau primaire peut être complété, en concertation avec les services d'incendie, par un approvisionnement en eau secondaire et éventuellement tertiaire. »

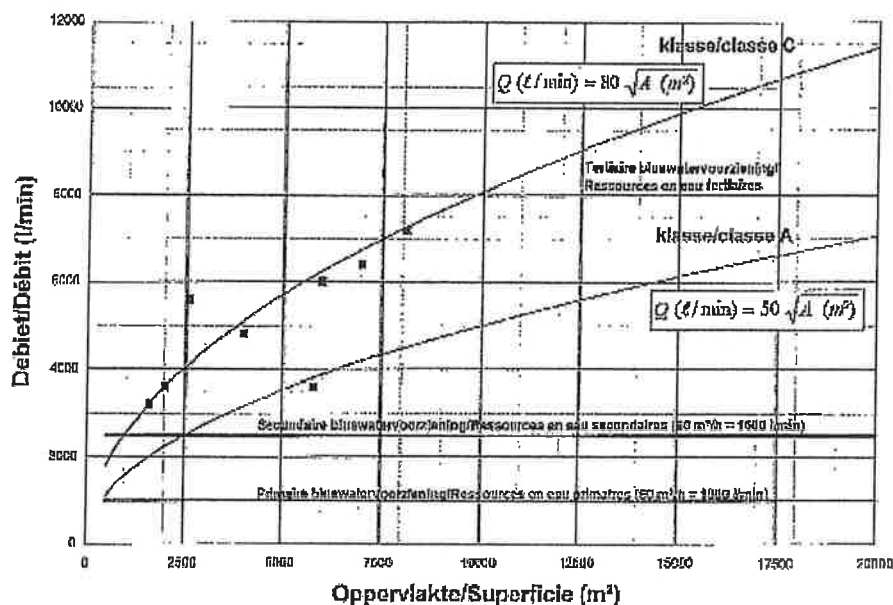
Le Rapport au Roi du 01/03/09 précise : « Les lieux de stationnement (...) et se trouvent au maximum à 15 m d'une bouche ou d'une borne d'incendie de l'approvisionnement primaire en eau d'extinction. »

Le Rapport au Roi du 01/03/09 précise : « L'approvisionnement en eau primaire (...) doit au moins satisfaire aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 14 octobre 1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies... »

Il y a lieu d'installer à proximité de chaque lieu de stationnement au moins une borne aérienne ou une bouche d'incendie conforme à la norme NBN S21-019. Une borne incendie est très vivement recommandée (meilleure visibilité en cas de conditions automnales, de neige, rapidité de mise en œuvre, etc.). Un débit d'au moins 60 m³/h pendant deux heures sera disponible. Si le réseau public de distribution d'eau n'est pas en mesure de satisfaire à cette condition, il y a lieu de recourir à d'autres sources d'approvisionnement dont la capacité minimale est de 50 m³.

Le Rapport au Roi du 01/03/09 précise les débits nécessaires en fonction de la superficie du bâtiment dans le tableau suivant :

**Vereiste debiet in functie van de oppervlakte /
Débit exigé en fonction de la superficie**



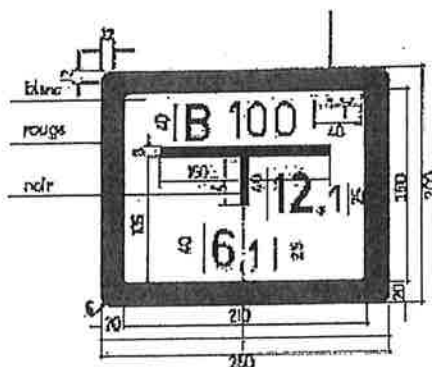
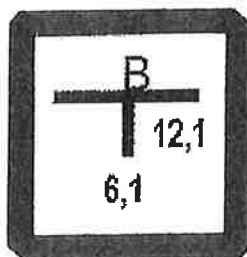
Il incombe au Bourgmestre de veiller à ce que les ressources en eau d'extinction soient suffisantes, accessibles et matérialisées (signalisation) en tout temps comme stipulé dans la circulaire ministérielle du 14 octobre 1975. En cas de réseau insuffisant, la construction de réservoir(s) de capacité suffisante en fonction du risque peut être imposée.

Nous attirons plus particulièrement votre attention sur certains points importants contenus dans les différentes réglementations, à savoir :

- La distance séparant 2 prises d'eau devra être inférieure à 200 m excepté si l'on se trouve dans des zones industrielles, de forte population ou commerciales, zones pour lesquelles la distance entre deux prises d'eau est ramenée à 100 m
- Les prises d'eau devront être placées en dehors des voies carrossables et des aires de stationnement des véhicules. Elles devront également être installées à une distance horizontale de 0.6 m au moins de la bordure des voies sur lesquelles les véhicules automobiles sont susceptibles de circuler
- Le débit des prises d'eau, devra être au minimum de 60m³/h et ce, pendant au moins 2 heures
- La signalisation des bornes d'incendie sera réalisée par un signal A12 ou A14 comme décrit dans l'annexe de la *Circulaire Ministérielle du 14 octobre 1975*.
- Ces différents signaux seront placés de manière visible, à une hauteur de 2 m à 2,5 m par rapport au sol et à proximité de la prise d'eau
- Un contrôle du fonctionnement, du repérage et du dégagement des prises d'eau devra être effectué avant sa mise en fonction.

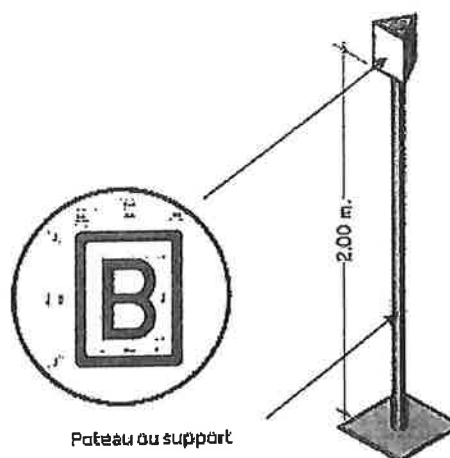
Signalisation d'une BORNE (valeurs à indiquer, choix du panneau : voir Circulaire Ministérielle) :

Solution n°1 (Signal A12)



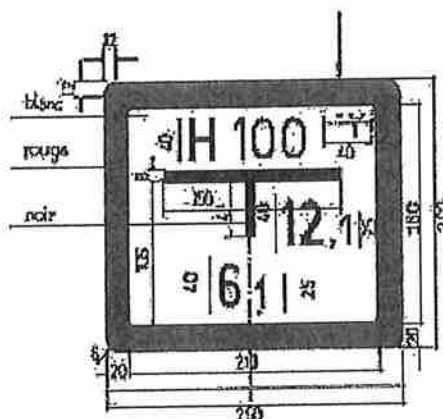
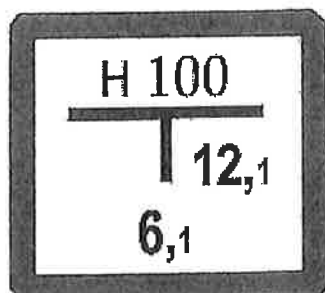
Solution n°2 (Signal A14)

Lorsque la borne est située à moins de deux mètres à l'avant du signal et à moins d'un mètre vers la gauche ou vers la droite et qu'elle est branchée à une conduite d'un diamètre égal ou supérieur à 100 mm, le signal A12 peut dans ces trois conditions réunies être remplacé par le signal de proximité A14.



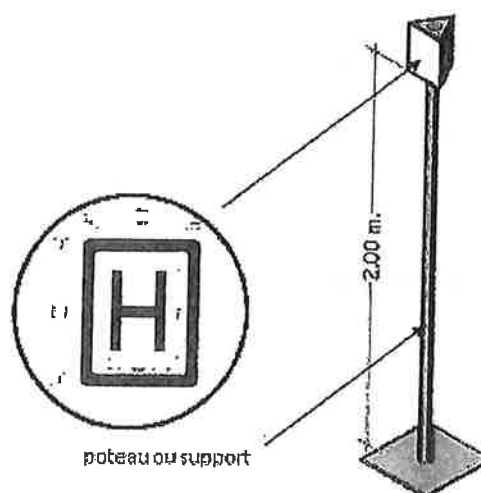
Signalisation d'une BOUCHE déjà existante (valeurs à indiquer, choix du panneau : voir Circulaire Ministérielle) :

Solution n°1 (Signal A11)



Solution n°2 (Signal A13)

Lorsque la borne est située à moins de deux mètres à l'avant du signal et à moins d'un mètre vers la gauche ou vers la droite et qu'elle est branchée à une conduite d'un diamètre égal ou supérieur à 100 mm, le signal A11 peut dans ces trois conditions réunies être remplacé par le signal de proximité A13.



Constatations :

- réseau public*.
- citerne.

* supprimer la mention non valide.

15. Inspection, maintenance contrôle et occupation.

L'exploitant doit rédiger un **PIU (Plan Interne d'Urgence)** au regard d'une analyse de risques objective.

Dès réception du **PIU** par la zone de secours et après approbation par le service prévision de la zone de secours **DINAPHI**, un **PPI (Plan Particulier d'Intervention)** sera rédigé par la zone de secours en collaboration avec le **SIPPT** de l'entreprise.

L'exploitant fera impérativement procéder au contrôle périodique comme suit :

- 15.1. Installations électriques haute et/ou basse tension conformément au R.G.I.E. dans les délais repris dans les réglementations spécifiques.
- 15.2. Installations de gaz : tous les ans par un installateur habilité pour l'entretien et tous les 5 ans par un installateur habilité ou par un organisme spécialisé pour l'étanchéité des installations.
- 15.3. Installation d'alarme, de détection, d'éclairage de sécurité tous les ans par un Service Externe pour les Contrôles Techniques (S.E.C.T.).
- 15.4. Matériel de lutte contre l'incendie tous les ans, les cartes de contrôle fixées aux appareils.
- 15.5. Installations de chauffage tous les ans par un chauffagiste agréé.

15.6. Contrôle et nettoyage annuel des systèmes d'évacuation des fumées par un installateur équipé à cet effet (ramonage).

15.7. Attestation de placement des blocs-portes Résistant au feu

15.8. Les systèmes d'évacuation des vapeurs de cuisson seront nettoyés autant de fois que nécessaire et au minimum une fois l'an par un installateur équipé à cet effet.

15.9. L'exploitant doit produire en outre un document notifiant la conclusion d'une assurance obligatoire en Responsabilité civile en cas d'incendie ou d'explosion telle que prévue par la Loi du 30/07/1979 et l'A.R. du 28/02/1991.

15.10. L'exploitant ne peut admettre de public, de locataire(s) et de personnel sous contrat d'emploi dans son établissement qu'après avoir vérifié journellement si les prescriptions du présent rapport sont respectées.

15.11. L'exploitant doit en outre permettre à tout moment l'accès des locaux au Bourgmestre ou à son délégué.

15.12. L'exploitant doit veiller à se mettre en conformité avec l'Arrêté Royal du 28 avril 2017, code du bien-être au travail, livre 3 titre III « Analyse des risques », le dossier complet sera présenté au département prévention de la zone de secours sur simple requête.

15.13. L'exploitant du bâtiment industriel transmet les informations nécessaires à l'élaboration d'un plan d'intervention pour ce bâtiment au service d'incendie compétent lorsque celui-ci en fait la demande.

Le propriétaire ou bailleur principal doit confier une copie de ce rapport à chaque membre du personnel et l'informer des responsabilités qui lui incombent (maintenir les portes coupe-feu fermées, les issues de secours ouvertes, s'informer du fonctionnement des moyens d'extinctions, d'annonce etc....).

16. Dérogations.

L'exploitant, au vu du présent rapport, est autorisé à introduire une demande de dérogation à :

16.1. Monsieur le Bourgmestre en ce qui concerne :

- un immeuble classé comme monument par arrêté Royal
- un immeuble qui contient des éléments d'une réelle valeur historique architecturale ou folklorique
- un immeuble situé dans les îlots de vieux quartiers historiques

16.2. Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Direction Générale de la Protection Civile, 64-66, rue Royale à B – 1 000 BRUXELLES en ce qui concerne :

- l'Arrêté Royal relatif aux normes de base

16.3. au Commissariat Général au Tourisme en ce qui concerne :

- les Arrêtés du Gouvernement Wallon relatif aux hébergements
touristiques.

La demande de dérogation doit être accompagnée d'un rapport justificatif détaillé présenté par le demandeur ou par son auteur de projet.

IMPORTANT !

L'exploitant doit tenir à jour un registre de sécurité dans lequel il devra inscrire :

- les dates des contrôles cités ci-dessus
- les remarques éventuelles de ces contrôles.

Les remarques doivent être signées par le contrôleur.
Les remarques formulées doivent recevoir une suite immédiate.

Le registre de sécurité sera placé à proximité de la centrale de détection généralisée, à défaut, à l'entrée du complexe ou près du compteur électrique et connu de l'ensemble du personnel et/ou des locataires, ainsi que sa localisation, il devra être mis à disposition du service d'incendie à chaque demande, contrôle et/ou intervention.

Le point d'introduction du présent rapport sera respecté scrupuleusement.

Les plans de lieux seront affichés près des issues, et à chaque niveau.

Les consignes de sécurité seront affichées dans chaque local accessible au public, et à chaque niveau près des issues.

Les utilisateurs du complexe seront avertis de la localisation et du fonctionnement des différents éléments de sécurité (extincteurs, issues de secours, ...).

De plus, les numéros de contact (direction et/ou propriétaire) en cas d'urgence, ainsi que le numéro d'appel **112**, doivent être apposés lisiblement sur les valves d'informations générales situées à l'entrée du complexe.

RAPPEL

L'exploitant, l'organisateur, le bailleur et/ou le locataire devra(ont) tenir à notre disposition, en tout temps, un registre de sécurité reprenant tous nos courriers et les différentes attestations de contrôles et entretiens annuels, contrôle de l'installation électrique, des blocs d'éclairage de sécurité, des boutons poussoir d'alarme, de la centrale de détection généralisée par un organisme agréé par le SPF Economie ainsi qu'une attestation d'entretien du chauffage et du conduit d'évacuation des gaz de combustion datée de moins d'un an. Ce registre de sécurité sera connu de l'ensemble des membres du personnel (vente, soignant, entretien, cuisine, direction, ...) et, ou, des locataires.

L'exploitant, l'organisateur, le bailleur et/ou le locataire devra (ont) en outre respecter l'ensemble des points d'exploitation prescrits dans le rapport initial de prévention incendie.

Conformément à l'arrêté royal du 19 décembre 2014 fixant l'organisation de la prévention incendie dans les zones de secours (M.B. 30.01.2015), l'exploitant, l'organisateur, le bailleur et/ou le locataire devront tenir au courant de l'évolution du dossier et des transformations éventuelles des installations ou équipements le département prévention du bureau de l'expertise de la zone de secours Dinaphi via le Bourgmestre territorialement compétent.



Si l'exploitant constate que la fin des travaux ne peut être effective pour l'échéance, il est tenu d'en informer, un mois avant la date limite, le Bourgmestre ou le département prévention du bureau de l'expertise de la zone de secours Dinaphi par lettre recommandée.

Une visite de contrôle sera effectuée sur demande expresse de l'exploitant, de l'organisateur, du bailleur et/ou du locataire par envoi recommandé adressé à Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre un mois au moins avant l'échéance du délai prescrit.

17. Conclusion, validité.

Les points qualifiés « non conforme » devront être satisfaits.

Mission en cours		Destiné au contrôle		
Points n.c.*	Délai	Réalisé	En cours	Non réalisé
6.4.4.			X	
6.4.5.3.			X	
6.4.5.4.			X	
13.4.2.1.			X	
13.5.3.			X	
13.5.4.3.			X	

n.c.* : non conforme

Toutes ces raisons ne constituent pas, à mon avis, un obstacle au maintien de l'activité du complexe.

Avis du département zonal de prévention.

Le bâtiment ne répond pas aux normes de sécurité incendie, il répondra à ces dernières dès que les manquements énoncés dans le présent rapport auront été satisfaits.

L'autorisation d'exploitation / de location dans le but souhaité peut être délivrée pour une durée de soixante (60) mois à dater de ce jour.

Les marchés de mise aux normes sont en cours.

Attestations de conformité des équipements, documents présentés ou à présenter :

L'attestation de conformité de l'installation électrique basse tension

L'attestation de conformité de l'installation électrique haute tension

L'attestation de conformité et d'entretien des moyens de chauffage

L'attestation de conformité et d'entretien des équipements de distribution de gaz

L'attestation de conformité et d'entretien de l'éclairage de sécurité

L'attestation de conformité et d'entretien du système d'annonce

L'attestation de conformité et d'entretien du système d'alarme

L'attestation de conformité et d'entretien de la centrale de détection généralisée « S21 100 »

L'attestation de conformité et d'entretien des moyens de désenfumage (EFC)

L'attestation de conformité et d'entretien des moyens d'extinction (extincteurs portatifs)

L'attestation de conformité et d'entretien des moyens d'extinction (extincteurs roulants)

L'attestation de conformité et d'entretien des moyens d'extinction (RIA)

L'attestation de conformité et d'entretien des installations aérauliques

L'attestation de conformité et de placement des blocs – portes résistant au feu

L'attestation de conformité et d'entretien des installations d'approvisionnement en carburant

Le propriétaire ou bailleur principal doit confier une copie de ce rapport à chaque locataire et l'informer des responsabilités qui lui incombent (maintenir les portes coupe-feu fermées, les issues de secours ouvertes, s'informer du fonctionnement des moyens d'extinctions, d'annonce etc....).

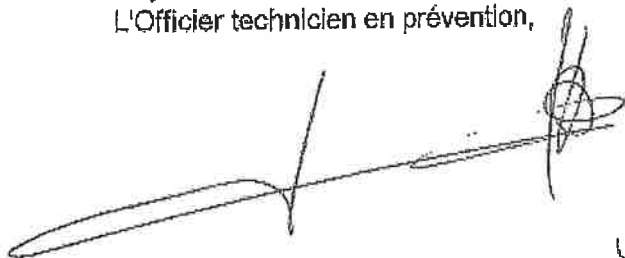
Conclusion.

L'avis de la direction de l'expertise zonale, département prévention, est favorable

Ce rapport n'exonère pas l'exploitant du respect des règlements en vigueur qui lui sont applicables, si malgré après l'examen des lieux ou des plans, certaines dispositions qui doivent être respectées n'ont pas été imposées ou précisées.


Veillez croire, Monsieur le Bourgmestre, en l'assurance de nos sentiments les plus dévoués.

Major LEONARD Vincent
L'Officier technicien en prévention,



Vu pour accord,
Colonel Alain LALLEMAND
Commandant de zone.

Vu pour accord,
Christophe BOMBLED
Le Bourgmestre,



Original dûment daté et signé à :

Zone de secours DINAPHI - Direction de l'expertise, rue de DINANT, 146 à B - 5 570 BEAURAING

Copie transmise par l'administration communale à :

➤ SOWAER S.A., Avenue des Dassis de Lèves 6 à 5101 Lovers